



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions – TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division/Division des
services professionnels en informatique

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Title - Sujet SIC2FA - Services Professionnels	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8485-205588/A	Date 2021-06-08
Client Reference No. - N° de référence du client W8485-205588	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$IPS-004-39627	
File No. - N° de dossier 004ips.W8485-205588	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-06-30 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Patel, Ankoor	Buyer Id - Id de l'acheteur 004ips
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9403 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**DEMANDE DE SOUMISSIONS
POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE
L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA)
POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE
CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)
POUR
LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

Table des matières

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 Introduction.....	4
1.2 Sommaire	4
1.3 Compte rendu	7
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	8
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	8
2.2 Présentation des soumissions.....	8
2.3 Demandes de renseignements en période de soumission.....	9
2.4 Ancien fonctionnaire	9
2.5 Lois applicables	11
2.6 Données volumétriques.....	11
2.7 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours	15
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	17
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	17
3.2 Section I : Soumission technique.....	19
3.3 Section II : Soumission financière.....	21
3.4 Section III : Attestations.....	22
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	23
4.1 Procédures d'évaluation.....	23
4.2 Évaluation technique	27
4.3 Évaluation financière	27
4.4 Méthode de sélection.....	35
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	37

5.1	Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires	37
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES		39
6.1	Exigences relatives à la sécurité	39
6.2	Exigences relatives aux marchandises contrôlées	39
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		40
7.1	Besoin	40
7.2	Autorisation de tâches	40
7.3	Garantie des travaux minimums	43
7.4	Clauses et conditions uniformisées	44
7.5	Exigences relatives à la sécurité (volets de travail 1 et 2)	45
7.6	Période du contrat	45
7.7	Responsables	45
7.8	Divulgateur proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires	47
7.9	Paie	47
7.10	Instructions relatives à la facturation	50
7.11	Attestations	51
7.12	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur	51
7.13	Lois applicables	51
7.14	Ordre de priorité des documents	51
7.15	Contrat de défense	52
7.16	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	52
7.17	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	52
7.18	Exigences en matière d'assurance	52
7.19	Programme de marchandises contrôlées	54
7.20	Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information	54
7.21	Entrepreneur en coentreprise	56
7.22	Services professionnels – Généralités	56
7.23	Préservation des supports électroniques	57
7.24	Déclarations et garanties	58
7.25	Accès aux biens et aux installations du Canada	58

7.26	Règlement des différends	58
7.27	Responsabilités relatives au protocole d'identification	58

Liste des annexes du contrat subséquent :

Annexe A, Énoncé des travaux

- Appendice A de l'Annexe A – Procédures d'attribution de tâches
- Appendice B de l'Annexe A – Formulaire d'autorisation de tâches
- Appendice C de l'Annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponse – Volet de travail 1
- Appendice C de l'Annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponse – Volet de travail 2
- Appendice D de l'Annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâche

Annexe B, Base de paiement – Volet de travail 1

Annexe B, Base de paiement – Volet de travail 2

Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité – Volet de travail 1 et volet de travail 2

Liste des pièces jointes à la Partie 3 (Instructions pour la préparation des soumissions)

- Pièce jointe 3.1 : Formulaire de présentation de la soumission
- Pièce jointe 3.2 : Instruments de paiement électronique

Liste des pièces jointes à la Partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection)

- Pièce jointe 4.1 : Critères techniques obligatoires (CTO) – Volet de travail 1
- Pièce jointe 4.1 : Critères techniques obligatoires (CTO) – Volet de travail 2
- Pièce jointe 4.2 : Critères techniques cotés (CTC) – Volet de travail 1
- Pièce jointe 4.2 : Critères techniques cotés (CTC) – Volet de travail 2
- Pièce jointe 4.3 : Barème de prix – Volet de travail 1
- Pièce jointe 4.3 : Barème de prix – Volet de travail 2

Liste des pièces jointes à la Partie 5 (Attestations)

- Pièce jointe 5.1 : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation

DEMANDE DE SOUMISSIONS

**POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE
L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA)
POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE
CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)**

**POUR
LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

Dans le présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à la demande de soumissions. Le document contient sept parties, ainsi que des annexes et des pièces jointes comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : Renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : renferme les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin du ministère de la Défense nationale (le « **client** ») en matière de SPICT dans le cadre de l'AMA pour des SPICT.
- (b) Il est prévu qu'au plus 1 contrat seront attribués dans chacun des 2 volets de travail, et que chaque contrat portera uniquement sur les travaux du volet auquel ils sont associés. Chaque contrat aura une durée de 4 ans. Les soumissionnaires ne sont pas tenus de présenter une soumission pour chaque volet de travail. Si un soumissionnaire souhaite présenter une offre portant sur plusieurs volets de travail, une soumission technique distincte devra être soumise pour chaque volet de travail lorsque le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier.

- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (APTGP), de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine et de l'Accord de libre-échange Canada-Corée.
- (e) Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. La Loi sur la production de défense définit les marchandises contrôlées comme certains biens matériels figurant sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement pris dans le cadre en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).
- (f) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; voir la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et la pièce jointe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
- (g) La présente demande de soumissions concerne l'attribution d'un contrat comportant des autorisations de tâches pour la livraison du besoin décrit dans les présentes, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador qui sont. Les produits à livrer dans les zones visées par des ERTG au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec ou au Labrador devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des contrats subséquents.
- (h) La présente demande de soumissions concerne l'attribution d'un contrat comportant des autorisations de tâches (AT) pour la livraison du besoin décrit dans les présentes, et ce, partout au Canada, incluant les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.
- (i) Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, « Instructions à l'intention des soumissionnaires », et la partie 3, « Instructions pour la préparation des soumissions », de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.
- (j) Seuls les titulaires d'AMA pour des SPICT qui détiennent un AMA pour des SPICT au palier 2, au moment de la clôture des soumissions, dans toutes les catégories de ressources requises dans un volet de travail de cet appel d'offres et dans la région de la capitale nationale dans le cadre de la série d'AMA n° EN578-170432 peuvent soumissionner. L'AMA pour des SPICT n° EN578-170432 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT.
- (k) Les titulaires d'AMA invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA n° EN578-055605 au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission.
- (l) Pour chaque volet de travail, les catégories de ressources énumérées ci-dessous doivent être fournies sur demande, conformément à l'annexe A de l'AMA pour des SPICT.

VOLET DE TRAVAIL 1

Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de ressources
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	1
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	1
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	1
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	3
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 3	1
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	2
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	2
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	1
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	1
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	1
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	2
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	3
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	1

VOLET DE TRAVAIL 2

Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de ressources
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	1
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	1
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	2

A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	1
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	2
A.11 Testeur	NIVEAU 2	1
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	1
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	1
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	1
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	5

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de contradiction entre les dispositions du document 2003 et celles du présent document, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévalent.
- (d) Le paragraphe 3.a. de l'article 01 « Dispositions relatives à l'intégrité – soumission » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :
 - a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la Politique d'inadmissibilité et de suspension. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms,
- (e) Le paragraphe 4 de l'article 05 « Présentation des soumissions » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours
- (f) Le paragraphe 1 de l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 1. Télécopieur

En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) **par l'entremise du service Connexion postal** au plus tard à la date et à l'heure indiquées sur la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui doivent s'inscrire au service Connexion postal, l'adresse courriel à utiliser est :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Les soumissionnaires intéressés doivent s'inscrire quelques jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse courriel. Cette adresse courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'il est indiqué dans les Instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

- (b) En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis, n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et de satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

(b) Définitions

Aux fins de cette clause, « *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un particulier qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un

autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17; à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3; à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10; à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11; à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5; et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#).

(d) Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

2.6 Données volumétriques

Les renseignements fournis pour chaque volet de travail visent à aider les soumissionnaires à préparer leur soumission. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services précisés dans la présente demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies strictement à titre d'information.

VOLET DE TRAVAIL 1

Période initiale du contrat :

Période initiale du contrat ANNÉE 1		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	230
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	0
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	230
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	690
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 3	0
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	230
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	460
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	230
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	230
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	230
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	460
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	690
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	230

Période initiale du contrat ANNÉE 2		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	230
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	230
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	230
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	690
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 3	0
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	460
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	460
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	230
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	230
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	230
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	460
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	460
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	230

Période initiale du contrat ANNÉE 3		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	230
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	230
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	230
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	690
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 3	0
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	460
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	460
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	230
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	230

P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	230
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	460
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	460
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	230

Période initiale du contrat ANNÉE 4		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	230
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	230
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	230
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	460
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 3	230
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	460
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	460
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	230
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	230
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	230
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	460
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	460
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	230

VOLET DE TRAVAIL 2

Période initiale du contrat :

Période initiale du contrat ANNÉE 1		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	230
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	230

A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	460
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	230
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	460
A.11 Testeur	NIVEAU 2	0
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	0
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	0
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	230
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	1150

Période initiale du contrat ANNÉE 2		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	230
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	230
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	230
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	230
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	460
A.11 Testeur	NIVEAU 2	115
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	115
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	115
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	230
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	1150

Période initiale du contrat ANNÉE 3		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	230

A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	230
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	230
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	230
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	460
A.11 Testeur	NIVEAU 2	115
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	115
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	115
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	230
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	1150

Période initiale du contrat ANNÉE 4		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	230
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	230
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	230
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	230
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	460
A.11 Testeur	NIVEAU 2	115
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	115
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	115
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	230
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	1150

2.7 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :

- (i) Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - (ii) Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

(a) Transmission d'une soumission à l'aide du service Connexion postal

- (i) Le Canada demande au soumissionnaire de présenter sa soumission électronique conformément à la section 08 des Instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.
- (ii) La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :
 - (A) Section I : Soumission technique
 - (B) Section II : Soumission financière
 - (C) Section III : Attestations
- (iii) Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans la soumission.
- (iv) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » à <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/23#transmission-par-telecopieur> ou une autre section de la soumission.

(c) Politique d'achats écologiques du Canada : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

(d) Présentation d'une seule soumission :

- (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, toutes les soumissions visées seront rejetées. Une seule soumission peut contenir des propositions visant à obtenir un contrat dans un ou plusieurs volets de travail. Cependant, une soumission ne peut pas contenir une soumission du soumissionnaire et de ses entités connexes en vue d'obtenir plus d'un contrat dans l'un des volets de travail.
- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une personne qui s'est incorporée, d'une société de personnes, d'une société de personnes à responsabilité limitée, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :
 - (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, personne qui s'est incorporée, société de personnes, société de personnes à responsabilité limitée, etc.);

- (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre organismes ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
 - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.

(i) **Expérience de la coentreprise :**

- (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.

- (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par le membre A;
- les contrats signés par le membre B;

- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation de la soumission** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation de la soumission – pièce jointe 4.1 à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou le numéro d'entreprise – approvisionnement du soumissionnaire. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation de la soumission sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Exigences relatives à la sécurité** : On demande aux soumissionnaires de fournir, avec leur soumission, les renseignements de sécurité suivants pour chaque ressource proposée, avant ou à la date de clôture des soumissions.

RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ	
Nom de la personne tel qu'indiqué sur le formulaire de demande d'autorisation de sécurité	
Niveau de l'autorisation de sécurité obtenue	
Période de validité de l'attestation de sécurité obtenue	
Numéro de dossier du formulaire « Certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité »	

Si le soumissionnaire n'a pas inclus les renseignements de sécurité dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ces renseignements pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas fourni les renseignements de sécurité pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

- (iii) **Justification de la conformité technique** :

- (A) **Critères techniques obligatoires** : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 4.1, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est

pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 4.1, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

- (B) **Critères techniques cotés :** Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 4.2, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera cotée en conséquence. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 4.2 où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

- (iv) **Pour les ressources proposées :** La soumission technique doit comprendre les curriculum vitae des ressources indiquées aux pièces jointes 4.1 et 4.2. Une même personne ne doit pas être proposée dans plus d'une catégorie de ressources ou dans plus d'un volet de travail. La soumission technique doit démontrer que chaque personne proposée satisfait aux exigences de qualification décrites (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail, et d'accréditation professionnelle). Quant aux ressources proposées :

- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail (voir la Partie 5, Attestations).
- (B) Pour les exigences en matière d'études, de titre ou de certificat, TPSGC ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions. Si le diplôme, le titre ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, on demande au soumissionnaire de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des qualifications provenant d'un des membres de l'Alliance canadienne des services d'évaluation de diplômes. Si le soumissionnaire n'a pas inclus la copie des résultats dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera la possibilité de la fournir pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas soumis la copie des résultats dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable. Le soumissionnaire devrait noter, qu'en plus de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des qualifications, il devra aussi fournir une copie de l'original du diplôme, du titre ou du certificat ou de tout autre document requis selon la demande de propositions comme preuve d'études, titre ou certificat.
- (C) En ce qui concerne les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la clôture des soumissions et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affiliée à l'association professionnelle en question pendant la période d'évaluation et la

durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification ou d'un diplôme, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans la présente demande de soumissions. Si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur devait être une entité, un organisme ou un établissement reconnu ou accrédité au moment où le document a été produit. Si le diplôme ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, on demande au soumissionnaire de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des qualifications provenant d'un des membres de l'Alliance canadienne des services d'évaluation de diplômes. Si le soumissionnaire n'a pas inclus la copie des résultats dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera la possibilité de la fournir pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas soumis la copie des résultats dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable. Le soumissionnaire devrait noter, qu'en plus de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des qualifications, il devra aussi fournir une copie de l'original du diplôme, du titre ou du certificat ou de tout autre document requis selon la demande de propositions comme preuve d'études, titre ou certificat.

- (D) Quant à l'expérience de travail, TPSGC ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme Coop formel, suivi dans un établissement postsecondaire.
- (E) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), TPSGC ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). TPSGC n'évaluera que la période au cours de laquelle la personne a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la personne jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la personne a participé.
- (F) Pour que l'expérience de travail soit considérée par le Canada, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais elle doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que les exigences de qualification, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément au barème de prix fourni à la pièce jointe 4.3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent inscrire un seul taux quotidien ferme, tout compris, en dollars canadiens, dans chacune des cellules nécessitant une inscription dans les tableaux des prix.

- (b) **Variation des taux pour les ressources par période** : Pour une catégorie de ressources donnée, lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à une catégorie de ressources pour des périodes différentes :
- (i) le taux présenté dans la soumission ne doit pas augmenter de plus de 5 % d'une période à une autre;
 - (ii) le taux présenté dans la soumission pour une même catégorie de ressources pour toute période subséquente ne doit pas être inférieur au taux présenté dans la soumission pour la période comprenant le premier mois de la période initiale du contrat.
- (c) **Variation des taux pour les ressources par niveau** : Lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à différents niveaux d'expérience dans une même catégorie de ressource et pour la même période, pour cette catégorie de ressource et cette période :
- (i) le taux soumis pour le niveau trois doit être égale à celui soumis pour le niveau deux ou supérieur à celui-ci;
 - (ii) le taux soumis pour le niveau deux doit être égale à celui soumis pour le niveau un ou supérieur à celui-ci.
- (d) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (e) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si le Canada reçoit 4 soumissions ou moins [le même nombre de soumissions indiqué à l'intitulé « Processus de conformité des soumissions en phases »] à la date de clôture de la demande de soumissions, le sous-article précédent « Prix nuls » ne s'appliquera pas.

- (f) **Paiement électronique de factures – soumission** : Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter la pièce jointe 3.2 Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés. Si la pièce jointe 3.2 Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté. L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes, lesquelles sont décrites ci-dessous. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe d'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.
- (c) En plus de tout autre délai établi dans la demande de soumissions :
 - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels).
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitæ des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés par le Canada dans les 5 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Le Canada appliquera le processus de conformité des soumissions en phases (PCSP) décrit ci-dessous pour ce besoin pour chaque volet de travail relatif à ce besoin SEULEMENT si le Canada reçoit quatre soumissions ou moins pour répondre au besoin ou de tout volet de travail, le cas échéant à la date de clôture de la demande de soumissions.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME

POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un

soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.

- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectées. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.

- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.2 Évaluation technique

(a) Critères techniques obligatoires :

- (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
- (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la pièce jointe 4.1.
- (iii) S'il y a lieu, le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à toutes les exigences techniques obligatoires.

(b) Critères techniques cotés

- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.
- (ii) Les exigences cotées sont décrites dans la pièce jointe 4.2.

(c) Nombre de ressources évaluées

Seul un certain nombre de ressources par catégorie seront évaluées dans le cadre de la présente demande de soumissions, comme l'indiquent les pièces jointes 4.1 et 4.2. Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâches sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation de tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâches sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâches. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'énoncé des travaux du contrat, conformément à l'appendice C de l'annexe A.

4.3 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière sera effectuée d'après les taux quotidiens fermes indiqués dans les soumissions recevables. Une évaluation financière distincte sera effectuée pour chaque volet de travail.
- (b) Deux méthodes possibles d'évaluation financière peuvent être utilisées pour le présent besoin. La première méthode sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables (voir la section c) – Évaluation financière – Méthode A, ci-dessous). La deuxième méthode sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables (voir la section d) – Évaluation financière – Méthode B ci-dessous).

- (c) **Évaluation financière – Méthode A** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables.
- (i) **ÉTAPE 1 – ÉTABLISSEMENT DES MÉDIANES INFÉRIEURES ET SUPÉRIEURES POUR CHAQUE PÉRIODE ET CHAQUE CATÉGORIE DE RESSOURCES** : L'autorité contractante établira, pour chaque période et chaque catégorie de ressources pour chaque volet de travail, la fourchette médiane selon les taux fermes quotidiens fournis par les soumissionnaires dont la soumission est jugée recevable sur le plan technique. Pour chaque catégorie de ressources, on calculera la médiane à l'aide de la fonction connexe dans Microsoft Excel. Cette médiane permettra d'établir une fourchette qui prendra en compte un taux médian inférieur correspondant à une valeur de moins (-) 20 % de la médiane et un taux médian supérieur correspondant à une valeur de plus (+) 30 % de la médiane. Lorsqu'un nombre pair de soumissions sont jugées recevables sur le plan technique, la moyenne des deux tarifs médians sera utilisée pour calculer la fourchette médiane, alors que dans le cas d'un nombre impair de soumissions jugées recevables sur le plan technique, le tarif médian sera utilisé.
- (ii) **ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources pour chaque volet de travail, les points seront attribués de la façon suivante.
- (A) Le soumissionnaire ne recevra aucun point s'il propose, pour une période et une catégorie de ressources données, un tarif quotidien ferme qui est inférieur à la limite de la médiane inférieure, ou supérieur à la limite médiane supérieure établie pour cette période et cette catégorie de ressources.
- (B) Le soumissionnaire dont le tarif quotidien ferme entre dans la fourchette des médianes supérieure et inférieure obtiendra des points d'après la formule suivante, qui seront arrondis à deux décimales :
- $$\frac{\text{Taux quotidien ferme proposé le plus bas dans la fourchette des médianes}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire dans les limites de la fourchette des médianes}} \times \text{Maximum de points attribués au tableau 1 ci-dessous}$$
- (C) Le soumissionnaire dont le tarif journalier ferme entre dans la fourchette des médianes établies et qui est le plus bas parmi les tarifs proposés obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 1 ci-dessous.

TABLEAU 1A – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS – VOLET 1					
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 1	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 2	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 3	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 4	TOTAL DES POINTS
A.1 – Architecte d'applications et de logiciels – niveau 3	3	3	3	3	12
B.3 Conseiller d'affaires – niveau 2	0	1	1	1	3
B.9 – Développeur de didacticiel – niveau 3	1	1	1	1	4

B.12 Spécialiste, soutien du réseau – niveau 2	1	1	1	1	4
B.12 Spécialiste, soutien du réseau – niveau 3	0	0	0	3	3
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI – niveau 3	4	3	3	3	13
I.9 Administrateur de système – niveau 2	2	2	2	2	8
I.9 Administrateur de système – niveau 3	3	3	3	3	12
I.11 Architecte de technologie – niveau 2	2	2	2	1	7
P.1 Conseiller en gestion du changement – niveau 3	3	3	3	3	12
P.6 Administrateur de projet – niveau 3	2	2	2	2	8
P.7 Coordonnateur de projet – niveau 3	2	2	2	1	7
P.11 Spécialiste en assurance de la qualité/analyste – niveau 2	2	2	2	1	7
TOTAL	25	25	25	25	100

TABLEAU 1B – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS – VOLET 2					
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 1	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 2	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 3	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 4	TOTAL DES POINTS
A.1 Architecte d'applications et de logiciels – niveau 2	3	2	2	2	9
A.6 Programmeur/développeur de logiciels – niveau 2	3	2	2	2	9

A.6 Programmeur/développeur de logiciels – niveau 3	4	4	4	4	16
A.8 – Analyste de système – niveau 2	3	2	2	2	9
A.8 – Analyste de système – niveau 3	5	4	4	4	17
A.11 Testeur – niveau 2	0	1	1	1	3
B.6 Analyste des systèmes opérationnels – niveau 3	0	3	3	3	9
B.14 Rédacteur technique – niveau 3	0	1	1	1	3
I.11 Architecte de technologie – niveau 2	3	2	2	2	9
I.11 Architecte de technologie – niveau 3	4	4	4	4	16
TOTAL	25	25	25	25	100

- (iii) **ÉTAPE 3 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, pour chaque volet de travail, et on arrondira le total à deux décimales pour obtenir la note financière. Un exemple d'évaluation financière à l'aide de la méthode A est fourni ci-après.

- (iv) **EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A**

TABLEAU 2 – EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A							
Catégories de ressources	Maximum de points	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3	
		Année 1	Année 2	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
Programmeur	150 (75 points par année)	400,00 \$	400,00 \$	420,00 \$	450,00 \$	450,00 \$	450,00 \$
Analyste des activités	100 (50 points par année)	600,00 \$	600,00 \$	600,00 \$	620,00 \$	650,00 \$	820,00 \$
Gestionnaire de projet	50 (25 points par année)	555,00 \$	900,00 \$	750,00 \$	800,00 \$	700,00 \$	800,00 \$
TOTAL	300						
ÉTAPE 1 – Établissement des médianes inférieures et supérieures pour chaque année et chaque catégorie de ressources							

(Médiane 1)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 1 serait 420 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 336 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 546 \$.
(Médiane 2)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 2 serait 450 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 360 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 585 \$.
(Médiane 3)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 1 serait 600 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 480 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 780 \$.
(Médiane 4)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 2 serait 620 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 496 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 806 \$.
(Médiane 5)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 1 serait 700 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 560 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 910 \$.
(Médiane 6)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 2 serait 800 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 640 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 1 040 \$.
ÉTAPE 2 – Attribution des points	
Soumissionnaire 1	
Programmeur - année 1 =	75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Programmeur - année 2 =	75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités - année 1 =	50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités - année 2 =	50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 1 =	0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 2 =	22,22 points, d'après le calcul suivant : $\text{taux le plus bas (800 \$)} \div \text{taux proposé par le soumissionnaire (900 \$)} \times 25 \text{ points}$
Soumissionnaire 2	
Programmeur - année 1 =	71,43 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (420 \$)} \times 75 \text{ points}$
Programmeur - année 2 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 1 =	50 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités – année 2 =	48,39 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (620 \$)} \times 50 \text{ points}$
Gestionnaire de projet – année 1 =	23,33 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (700 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (750 \$)} \times 25 \text{ points}$
Gestionnaire de projet – année 2 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Soumissionnaire 3	
Programmeur - année 1 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Programmeur - année 2 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 1 =	46,15 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (650 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 2 =	0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)

Gestionnaire de projet - année 1 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 2 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
ÉTAPE 3 – Note financière	
Soumissionnaire 1 :	$75 + 75 + 50 + 50 + 0 + 22,22 =$ note financière totale de 272,22 points sur un total possible de 300 points
Soumissionnaire 2 :	$71,43 + 67,67 + 50 + 48,39 + 23,33 + 25 =$ note financière totale de 284,82 points sur un total possible de 300 points
Soumissionnaire 3 :	$66,67 + 66,67 + 46,15 + 0 + 25 + 25 =$ note financière totale de 229,49 points sur un total possible de 300 points

(d) **Évaluation financière – Méthode B** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables :

(i) **ÉTAPE 1 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources pour chaque volet de travail, les points seront attribués de la façon suivante :

(A) Les points seront attribués en fonction des calculs ci-dessous, et le total sera arrondi à deux décimales près.

$$\frac{\text{Taux quotidien ferme proposé le plus bas}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire}} \times \text{Maximum de points attribués au tableau 3 ci-dessous}$$

Le soumissionnaire offrant le taux quotidien ferme le plus bas obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 3 ci-dessous.

TABLEAU 3A – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS – VOLET 1					
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 1	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 2	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 3	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 4	TOTAL DES POINTS
A.1 – Architecte d'applications et de logiciels – niveau 3	3	3	3	3	12
B.3 Conseiller d'affaires – niveau 2	0	1	1	1	3
B.9 – Développeur de didacticiel – niveau 3	1	1	1	1	4
B.12 Spécialiste, soutien du réseau – niveau 2	1	1	1	1	4
B.12 Spécialiste, soutien du réseau – niveau 3	0	0	0	3	3

C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI – niveau 3	4	3	3	3	13
I.9 Administrateur de système – niveau 2	2	2	2	2	8
I.9 Administrateur de système – niveau 3	3	3	3	3	12
I.11 Architecte de technologie – niveau 2	2	2	2	1	7
P.1 Conseiller en gestion du changement – niveau 3	3	3	3	3	12
P.6 Administrateur de projet – niveau 3	2	2	2	2	8
P.7 Coordonnateur de projet – niveau 3	2	2	2	1	7
P.11 Spécialiste en assurance de la qualité/analyste – niveau 2	2	2	2	1	7
TOTAL	25	25	25	25	100

TABLEAU 3B – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS – VOLET 2					
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 1	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 2	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 3	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 4	TOTAL DES POINTS
A.1 Architecte d'applications et de logiciels – niveau 2	3	2	2	2	9
A.6 Programmeur/développeur de logiciels – niveau 2	3	2	2	2	9

A.6 Programmeur/développeur de logiciels – niveau 3	4	4	4	4	16
A.8 – Analyste de système – niveau 2	3	2	2	2	9
A.8 – Analyste de système – niveau 3	5	4	4	4	17
A.11 Testeur – niveau 2	0	1	1	1	3
B.6 Analyste des systèmes opérationnels – niveau 3	0	3	3	3	9
B.14 Rédacteur technique – niveau 3	0	1	1	1	3
I.11 Architecte de technologie – niveau 2	3	2	2	2	9
I.11 Architecte de technologie – niveau 3	4	4	4	4	16
TOTAL	25	25	25	25	100

- (ii) **ÉTAPE 2 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 1 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira à deux décimales pour obtenir la note financière.

(e) **Justification des taux pour les services professionnels**

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique du contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et a facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) pendant au moins trois (3) mois au cours de la période de dix-huit (18) mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions, et que les coûts facturés étaient égaux ou inférieurs au taux proposé au Canada;

- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressource faisant l'objet d'une justification des taux;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée irrecevable.

(f) **Formules des tableaux d'établissement des prix**

Si les tableaux des prix fournis aux soumissionnaires comprennent des formules, le Canada peut entrer de nouveau les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version fournie par un soumissionnaire.

4.4 Méthode de sélection

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si un soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution d'un ou plusieurs volets, le Canada se réserve le droit d'attribuer un contrat pour tous les volets de travail alloués à ce soumissionnaire.

(a) **Évaluation des soumissions – Plusieurs contrats attribués pour plusieurs volets de travail**

Processus de sélection : Le processus de sélection suivant sera suivi pour chaque volet de travail.

- (i) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.
- (ii) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note maximale qu'un soumissionnaire peut obtenir pour le mérite technique est de 60; la note maximale en ce qui concerne le prix est établie à 40.
 - (A) Calcul de la note technique totale : Pour chaque volet, on calculera la note technique totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note

technique obtenue pour les critères techniques cotés par points à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).

$$\text{Note technique} \times 60 = \text{Note technique totale}$$

Note technique maximale (Soumissionnaires, veuillez consulter la note technique maximale pour chaque volet à la pièce jointe 4.2

- (B) Calcul de la note financière totale : Pour chaque volet, on calculera la note financière totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière obtenue pour l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).

$$\text{Note financière} \times 40 = \text{Note financière totale}$$

Maximum de points attribués total (Soumissionnaires, veuillez consulter le maximum de points attribués total pour chaque volet à la pièce jointe 4.2

- (C) Calcul de la note totale du soumissionnaire : Pour chaque volet, la note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Note technique totale} + \text{note financière totale} = \text{note totale du soumissionnaire}$$

- (iii) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale dans un volet donné, le soumissionnaire ayant obtenu la note financière totale la plus élevée sera classé au premier rang.

Remarque à l'intention de l'agent de négociation des contrats : Veuillez consulter votre gestionnaire si vous décidez de vous écarter de la limite de dépenses allouée décrite ci-dessous.

- (b) Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable ou qu'il y a manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation fournie avec sa soumission comprend de fausses déclarations, faites sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.

(a) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » qui figure au bas de la page du site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (<https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 5.1, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 5.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie pour chaque membre de la coentreprise.

(b) Services professionnels – Ressources

- (i) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers.

- (ii) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, il garantit que chaque personne proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.
- (iii) Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, en déposant une soumission, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande peut avoir pour conséquence de rendre la soumission non recevable.

(c) Attestation linguistique – anglais essentiel pour toutes les ressources

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, si un contrat lui est attribué à la suite de la présente demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission devra maîtriser la langue anglaise. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

(d) Attestation linguistique – bilingue pour le B.14 Rédacteur technique de niveau 3

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, si un contrat lui est attribué à la suite de la présente demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission devra maîtriser les deux langues officielles du Canada (français et anglais). La personne proposée doit être en mesure de communiquer en français et en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

(e) Présentation d'une seule soumission

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il ne se considère pas comme étant « lié » à aucun autre soumissionnaire.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valable, conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (ii) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (iii) le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

6.2 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

- (a) Clause du Guide des CUA A9130T (2019-11-28) Programme des marchandises contrôlées - soumission
- (b) Dans le cas des coentreprises, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences du Programme des marchandises contrôlées.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Remarque à l'intention des soumissionnaires: *Tout contrat résultant listera seulement les volets pertinents ci-dessus qui seront attribués aux soumissionnaires acceptés conformément à la méthode d'évaluation décrite dans la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution d'un ou plusieurs volets, le Canada se réserve le droit d'attribuer un contrat pour tous les volets de travail alloués à ce soumissionnaire.*

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

- (a) _____ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG).
- (b) **Client** : En vertu du contrat, le « **client** » est le ministère de la défense nationale
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales et dans les conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans les conditions générales ou dans les conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'arrangement en matière d'approvisionnement fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille

7.2 Autorisation de tâches

- (a) **Autorisations de tâches sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâches approuvée, émise par le Canada. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâches approuvée est effectuée à ses propres risques.
- (b) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'autorisation de tâches** : Les processus relatifs à l'établissement d'une autorisation de tâches, en réponse à une autorisation de tâche et

liés à l'évaluation d'une autorisation de tâches sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'annexe A.

(c) **Formulaire et contenu du projet d'autorisation de tâches :**

- (i) Le responsable de l'approvisionnement fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'un projet d'autorisation de tâches à l'aide du formulaire figurant à l'annexe A.
- (ii) Le projet d'autorisation de tâches doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants :
 - (A) Le numéro de contrat;
 - (B) le numéro de tâche;
 - (C) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
 - (D) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
 - (E) une description des travaux associés à la tâche, notamment les activités à réaliser et les produits livrables à présenter (comme des rapports);
 - (F) les dates de début et de fin;
 - (G) toute option pour prolonger la date de fin initiale (s'il y a lieu);
 - (H) les dates clés des produits livrables et des paiements (s'il y a lieu);
 - (I) le nombre de jours-personnes requis;
 - (J) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
 - (K) le profil linguistique des ressources requises;
 - (L) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
 - (M) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum de l'autorisation de tâches (et dans le cas du prix maximum, l'autorisation de tâches doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'autorisation de tâches n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
 - (N) toute autre contrainte pouvant avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.

- (d) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches :** L'entrepreneur doit fournir au responsable de l'approvisionnement, dans les 2 jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâches (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches), une proposition du prix estimatif total pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement du contrat, ainsi que la ou les ressources proposées connexes, conformément à l'appendice A de l'annexe A du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches.

- (e) **Limite des autorisations de tâches et responsabilités à l'égard de leur émission officielle :**

Pour être attribuée de façon officielle, une autorisation de tâches doit porter les signatures suivantes :

- (i) toute autorisation de tâches dont la valeur est inférieure ou égale à 400,000.00 \$ (excluant les taxes applicables) doit être signée par le responsable de l'approvisionnement et l'entrepreneur;
- (ii) toute autorisation de tâches dont la valeur est supérieure à ce montant doit être signée par le responsable de l'approvisionnement et l'autorité contractante et l'entrepreneur.

Toute autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une autorisation de tâches officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des autorisations de tâches, ou réduire la valeur indiquée à l'alinéa (i) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

(f) **Rapports d'utilisation périodique :**

- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux autorisations de tâches valides émises dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.

- (ii) Les trimestres sont définis comme suit :

- (A) premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
- (B) deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
- (C) troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
- (D) quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 5 jours civils suivant la fin de la période de référence.

- (iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque autorisation de tâche qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié):

- (A) le numéro de l'autorisation de tâches et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
- (B) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- (C) le nom, la catégorie de ressources et le niveau de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
- (D) le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâches valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
- (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;

- (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâches).
- (iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque autorisation de tâches émise de façon officielle (et tel que modifié):
 - (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle;
 - (B) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle.
- (g) **Refus d'une autorisation de tâches ou soumission d'une réponse non valide :**
L'entrepreneur n'est pas tenu de répondre à chaque projet d'autorisation de tâches présenté par le Canada. Cependant, en plus des autres droits du Canada relatifs à la résiliation du contrat, le Canada peut immédiatement et sans autre avis résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, si, à au moins trois reprises pendant la durée du contrat, l'entrepreneur n'a pas répondu ou n'a pas présenté une réponse valable à la suite de la réception d'un projet d'autorisation de tâches. Par souci de clarté, chaque projet d'autorisation de tâches, identifiable par son numéro de tâche, ne comptera que pour un seul cas. Une réponse valide s'entend d'une réponse donnée dans le délai requis et qui satisfait à toutes les exigences du projet d'autorisation de tâches, y compris la proposition du nombre requis de ressources possédant chacune l'expérience minimale et satisfaisant aux autres exigences des catégories indiquées dans le projet d'autorisation de tâches, selon un prix ne dépassant pas les taux établis à l'annexe B.
- (h) **Regroupement d'autorisations de tâches à des fins administratives :** Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâches valides attribuées à ce jour, et de consigner le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâches à des fins administratives.

7.3 Garantie des travaux minimums

- (a) Dans la présente clause :
 - (i) La « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limitation des dépenses** » du contrat.
 - (ii) La « **valeur minimale du contrat** » représente \$20,000.00 (excluant les taxes applicables).
- (b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou, à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la période du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
- (c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.
- (d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :
 - (i) pour manquement;

- (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
- (iii) pour des raisons de commodité dans les dix jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et les conditions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des CCUA (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales :**

- (i) Le document 2035 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

En ce qui concerne l'article 30, Résiliation pour raisons de commodité, des conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :

- 4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
- 5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et que les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
 - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie des travaux minimums, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
 - (b) le montant payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.
- 6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui concerne les dommages-intérêts, la compensation, la perte de profit et l'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada toute partie de tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

(b) **Conditions générales supplémentaires :**

Les conditions générales supplémentaires qui suivent :

- (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 Exigences relatives à la sécurité (volets de travail 1 et 2)

The following security requirements, applies to and forms part of the Contract.

- (a) L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en tout temps, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de sécurité d'installation valide de niveau **SECRET**, délivrée dans le cadre du Programme de sécurité des contrats du Secteur de la sécurité industrielle de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (PSC/SSI/TPSGC).
- (b) Ce contrat englobe l'accès à des **marchandises contrôlées**. Avant d'obtenir l'accès, l'entrepreneur doit être inscrit au Programme des marchandises contrôlées de TPSGC.
- (c) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS** ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé **doivent être citoyens canadiens ou américains** et détenir une attestation de sécurité pour le personnel valable de niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par le PSC/SSI/TPSGC.
- (d) L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter des renseignements ou des biens PROTÉGÉS OU CLASSIFIÉS hors des lieux de travail visés et doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
- (e) L'entrepreneur ne peut accorder AUCUN contrat de sous-traitance assorti d'exigences en matière de sécurité avant que les responsables du PSC/SSI/TPSGC ne l'y aient autorisé par écrit.
- (f) L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions des documents suivants :
 - (i) la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) et le guide de sécurité (le cas échéant), joints à l'annexe C;
 - (ii) le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.6 Période du contrat

- (a) **Période du contrat** : La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
 - (i) la « **période initiale du contrat** » qui commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin 4 an(s) plus tard;

7.7 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Ankoor Patel

Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Direction de l'acquisition des services professionnels
Adresse : 11, rue Laurier, Gatineau (Québec)
Téléphone : 613-858-9403
Adresse électronique : Ankoor.Patel@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

Le responsable technique [représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat, et il] est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) Responsable de l'approvisionnement

Le responsable de l'approvisionnement du ministère de la Défense nationale (MDN) dans le cadre du contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable de l'approvisionnement du MDN représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées aux aspects administratifs des travaux prévus dans le contrat et des communications avec l'autorité contractante de TPSGC pour toutes les questions liées au contrat. Il a aussi le pouvoir de présenter des demandes d'approvisionnement; il doit présenter des rapports à TPSGC au sujet de l'utilisation du contrat. On peut discuter des questions techniques avec le représentant de l'approvisionnement du MDN, mais il n'a pas le pouvoir d'autoriser des changements à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(d) **Représentant de l'entrepreneur**

[Remplir ou supprimer, selon le cas.]

7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la gestion de la fonction publique, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'Avis sur la politique des marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7.9 Paiement

(a) **Base de paiement**

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix maximum:** Pour les services professionnels exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, rétroactivement, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâches, pour les heures réellement travaillées ainsi que pour tout produit issu de ce travail conformément aux tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées proportionnellement aux heures travaillées en fonction d'une journée de travail de 7,5 heures.
- (ii) **Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte:** L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais administratifs généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte, et selon les autres dispositions de la Directive qui font référence aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Les demandes de voyage seront prises en compte uniquement pour un lieu de travail situé à plus de 100 kilomètres de L'entrepreneur sera payé pour les heures consacrées au déplacement en fonction de la moitié du taux horaire. Le taux horaire sera déterminé en divisant le taux quotidien ferme établi à l'annexe B par 7,5 heures. Tout paiement peut faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.
- (iii) **Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucun montant supplémentaire ne sera versé à l'entrepreneur en compensation d'erreurs, d'oublis ou de mauvaises interprétations ou estimations dans sa soumission.
- (iv) **Taux quotidiens fermes de l'entrepreneur :** L'entrepreneur accepte que les taux énoncés dans l'annexe B demeurent fermes pendant toute la période du contrat, sauf pour ce qui est prévu dans les conditions expresses du contrat. En vertu de l'article 18(1) des Conditions générales 2035 du Guide des CUA, l'entrepreneur reconnaît que son obligation de fournir les services conformément aux taux fermes énoncés à l'annexe B n'est pas visée par l'application d'une loi existante ou de toute nouvelle loi qui pourrait entrer en vigueur pendant la période du contrat.
- (v) **Taux des services professionnels :** D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les

compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

(b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat, moins les taxes applicables. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont incluses.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
- (iii) L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - (A) lorsque 75 % de la somme est engagée; ou
 - (B) quatre mois avant la date d'expiration du contrat; ou
 - (C) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions,selon la première éventualité.
- (i) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

(c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches avec un prix maximum** : Pour chaque autorisation de tâches valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :

- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
- (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâches, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâches et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâches. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâches sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence), selon les tarifs établis dans le contrat, est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâches, le Canada ne sera tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâches.

(d) **Paiement électronique de factures – contrat**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- (i) Carte d'achat Visa ;
- (ii) Carte d'achat MasterCard ;
- (iii) Dépôt direct (national et international) ;
- (iv) Échange de données informatisées (EDI) ;
- (v) Virement télégraphique (international seulement) ;
- (vi) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

(e) **Vérification du temps**

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si applicable, l'instrument (ou les instruments) de paiement électronique de factures indiqué(s) par le soumissionnaire à la pièce jointe 3.2 fera (ou feront partie) de tout contrat subséquent.

(f) **Crédits de paiement**

(i) **Incapacité de fournir une ressource :**

- (A) Si l'entrepreneur ne peut fournir, dans le délai prescrit par le contrat, une ressource en services professionnels qui possède toutes les qualifications demandées, l'entrepreneur doit verser au Canada un montant égal au tarif journalier (pour une journée de travail de 7,5 heures) de la ressource demandée pour chaque journée (ou portion de journée) de retard à fournir la ressource, jusqu'à un maximum de dix (10) jours.
- (B) **Mesures correctives :** Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux mois consécutifs ou durant trois mois sur une période de douze mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger le problème sous-jacent.
- (C) **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité :** Outre les autres droits qui lui sont conférés dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si :
 - (1) le montant total de crédits pour un cycle de facturation mensuelle donné a atteint 10 % de la facture mensuelle; ou
 - (2) les mesures correctives présentées par l'entrepreneur, décrites ci-dessus, n'ont pas été prises.

La résiliation du contrat entrera en vigueur à la fin de la période de trois (3) mois, sauf si le Canada détermine que l'entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant cette période.

- (ii) **Les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat :** Les parties conviennent que les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat.
- (iii) **Crédits représentant des dommages-intérêts :** Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la meilleure estimation préalable de la

perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne sont pas une pénalité et ne doivent pas être considérés comme tels.

- (iv) **Droit du Canada d'obtenir le paiement** : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
- (v) **Droits et recours du Canada non limités** : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.
- (vi) **Droits de vérification** : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après le versement du paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour veiller à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu'il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, en plus des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt est le taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, à calculer ou à enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante pour remédier au problème.
- (g) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**
 - (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses représentants fournissent des services dans les locaux du gouvernement dans le cadre du contrat et que ces locaux ne sont pas accessibles en raison de l'évacuation, la fermeture ou l'implantation de mesures restreignant l'accès aux bureaux du gouvernement, et que le travail n'est pas effectué en raison de cette fermeture, le Canada n'a pas la responsabilité de payer l'entrepreneur pour le travail qu'il aurait exécuté s'il n'y avait pas eu de fermeture ou d'accès restreint aux bureaux.
 - (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

7.10 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisations de tâches applicables.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.

- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable de l'approvisionnement l'original ainsi que deux copies de chaque facture, et une copie à l'autorité contractante.
- (e) La copie originale doit être soumise électroniquement aux adresses de courriel suivantes :
 - 1. WGM.DAP2_INVOICES_DOA2_RECU@FORCES.GC.CA;
 - 2. l'adresse courriel de l'autorité contractante désignée dans la section « Responsables » du contrat;
 - 3. l'adresse courriel du responsable de l'approvisionnement désigné dans la section « Responsables » du contrat.

Le système de messagerie électronique ou les pare-feu du Canada peuvent refuser les courriels individuels excédant cinq (5) mégaoctets ou comprenant d'autres éléments comme des macros et/ou des hyperliens intégrés, et ce, sans qu'un avis soit envoyé à l'entrepreneur.

7.11 Attestations

- (a) Sauf indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission ou avant l'attribution du contrat, toute proposition de prix relative aux autorisations de tâches et la coopération constante quant à la fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat, et le fait de ne pas les respecter constitue un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont incorporées par renvoi dans les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires, selon l'ordre suivant :
 - (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels,
 - (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux,
- (c) les conditions générales 2035 (2020-05-28) – besoins plus complexes de services;
- (d) l'annexe A, Énoncé des travaux,
 - (i) Appendice A de l'annexe A – Procédures d'attribution de tâches,

- (ii) Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâches,
- (iii) Appendice C de l'annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
- (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâches;
- (a) l'annexe B – Base de paiement;
- (b) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (c) les autorisations de tâches émises de façon officielle et toute attestation requise (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- (d) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (inscrire la date de la soumission) [si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat], « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » (inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications, le cas échéant).

7.15 Contrat de défense

- (a) Clause du guide des CCUA A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

7.17 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.18 Exigences en matière d'assurance

(a) Conformité aux exigences en matière d'assurance

- (i) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance énoncées dans le présent article. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.
- (ii) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- (iii) L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, et le certificat d'attestation d'assurance doit confirmer que la police d'assurance satisfaisant aux exigences est en vigueur. Si le certificat d'attestation d'assurance n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus sera considéré comme un manquement aux conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

(a) **Assurance responsabilité civile commerciale**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- (ii) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - (A) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (B) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (C) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.
 - (D) Préjudices personnels : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - (E) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.
 - (F) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
 - (G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - (H) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).
 - (I) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard.
 - (J) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - (K) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - (L) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

- (M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

(b) **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- (ii) S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (iii) L'avenant suivant doit être compris :
Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

7.19 Programme de marchandises contrôlées

- (a) Clause du guide des CCUA A9131C (2020-11-19) Programme des marchandises contrôlées - contrat
- (b) Clause du guide des CCUA B4060C (2011-05-16) Marchandises contrôlées

7.20 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information

- (b) Le présent article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans le présent article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants, ainsi que leurs employés. Le présent article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans le présent article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.

(c) **Responsabilité de première partie :**

- (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
- (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle, dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
- (B) toute blessure physique, y compris la mort.
- (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat et touchant des biens personnels ou des biens immobiliers qui appartiennent au Canada ou qui sont occupés par celui-ci.
- (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est également responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée de secrets de fabrication de l'autre partie (ou des

secrets de fabrication d'un tiers fournis par une partie à une autre aux termes du contrat ayant trait à la technologie de l'information.

- (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cette disposition ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) susmentionné.
- (v) L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapporte à :
 - (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - (B) tout autre dommage direct, y compris tous les frais directs identifiables afférents au Canada pour faire appel à une autre partie dans le cadre des travaux si le contrat est résilié en totalité ou en partie pour non-exécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de ce sous-alinéa (B) : 75 % du coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument), ou 1 000 000 \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$.

- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir, à ses frais, les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et ses données.

(d) **Réclamations de tiers :**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par le tribunal comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle ou d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par un tribunal compétent comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), lequel concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada la portion des dommages qu'il a causés sur le montant total que doit verser le Canada à un tiers sur ordre d'un tribunal, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle relativement à la violation des droits de propriétés intellectuelles; de blessures physiques, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels

matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout privilège sur toute portion des travaux; ou du non-respect de la confidentialité.

- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une envers l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le paragraphe (c).

7.21 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est [] et qu'elle est formée des membres suivants : *[énumérer les membres de la coentreprise nommés dans la soumission originale de l'entrepreneur]*.
- (b) Pour ce qui est des rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- (i) [] a été nommé en tant que « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
- (ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir informé tous les membres de cette coentreprise;
- (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant seront réputées avoir été versées à tous les membres.
- (c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce conflit nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat en entier.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est soumise aux dispositions des conditions générales du contrat.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux biens contrôlés et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cette clause sera complétée par l'information de sa soumission.

7.22 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent posséder les compétences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables (à l'exception d'une personne précise) ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.

- (c) L'article intitulé « Remplacement d'individus spécifiques » des conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :

Remplacement d'individus spécifiques

- (i) Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis concernant le départ de la personne en question ou son incapacité à entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet), fournir à l'autorité contractante ce qui suit :

- (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
- (B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s'il y a lieu.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale.

- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :

- (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat en totalité ou en partie, pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;
- (B) d'évaluer les renseignements fournis en vertu du sous-alinéa c)(i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le responsable technique devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale et être jugées satisfaisantes par le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division (ii)(A) ci-dessus ou encore exiger qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu de l'alinéa c).

En cas de retard justifiable, le Canada pourra exercer les options décrites à la division c)(ii)(B) ci-dessus au lieu de résilier le contrat en vertu de l'article « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.23 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.

- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.24 Déclarations et garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de sa propre expérience et expertise et de celles des ressources qu'il propose qui ont donné lieu à l'attribution du contrat et à l'émission d'autorisations de tâches. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâches. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura et maintiendra pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.25 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément mis automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.26 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

7.27 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole

d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.

- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

VOLET DE TRAVAIL 1 et VOLET DE TRAVAIL 2

Le document ci-dessous est en format PDF.

Vous pouvez obtenir une version Word de ce document en en faisant la demande par courriel, à l'adresse ankoor.patel@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

APPENDICE A DE L'ANNEXE A

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise sera identifié, une version préliminaire du formulaire d'autorisation de tâches joint à l'appendice B de l'annexe A sera remise à l'entrepreneur. Lorsqu'il reçoit un formulaire d'autorisation de tâches, l'entrepreneur doit soumettre au responsable de l'approvisionnement son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'autorisation de tâches, ainsi que la ou les ressources proposées connexes. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins deux jours ouvrables (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches) pour présenter son offre de prix.
2. Avec chaque proposition de prix, l'entrepreneur doit proposer le nombre requis de ressources, et pour chaque ressource proposée, l'entrepreneur doit fournir un curriculum vitae ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'appendice C de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans le projet d'autorisation de tâches. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitae devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
 - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Se reporter à l'appendice D de l'annexe A, Attestations.)
 - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission du projet d'autorisation de tâches à l'entrepreneur.
 - (iii) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication du projet d'autorisation de tâches et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être à jour, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment où le document a été émis.
 - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitae ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
 - (vi) Le curriculum vitae ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour

décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'autorisation de tâches, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice C de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera l'entrepreneur par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'autorisation de tâches ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'offre de prix pourrait être déclarée irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'autorisation de tâches sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'autorisation de tâches doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'autorisation de tâches (l'autorisation de tâches) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'autorisation de tâches le seront à ses risques.

N° de l'invitation :
W8485-205588/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur
004IPS

APPENDICE B DE L'ANNEXE A
FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. – N° du contrat
		Task no. – N° de la tâche
Amendment no. – N° de la modification	Increase/Decrease – Augmentation/Réduction	Previous value – Valeur précédente
To – À	TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract. À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.	
Delivery location – Expédiez à		
Delivery/Completion date – Date de livraison/d'achèvement		
Date		for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix

N° de l'invitation :
W8485-205588/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur
004IPS

	GST/HS T TPS/TVH	
	Total	
<p>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract.</p> <p>NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la est valeur totale du formulaire DND 626 supérieure au seuil précisé dans le contrat.</p>		
<hr/> <p>for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux</p>		

APPENDICE C DE L'ANNEXE A
CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE
VOLET DE TRAVAIL 1

Le document ci-dessous est en format PDF.

Vous pouvez obtenir une version Word de ce document en en faisant la demande par courriel, à l'adresse
ankoor.patel@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

APPENDICE C DE L'ANNEXE A
CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE
VOLET DE TRAVAIL 2

Le document ci-dessous est en format PDF.

Vous pouvez obtenir une version Word de ce document en en faisant la demande par courriel, à l'adresse
ankoor.patel@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

APPENDICE D DE L'ANNEXE A

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHES

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâches.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette autorisation de tâches, les personnes proposées dans la proposition de prix pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'émission de l'autorisation de tâches approuvée, ou dans le délai précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux liés à cette autorisation de tâches et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande peut être considéré comme un manquement au contrat en vertu des conditions générales.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

4. CERTIFICATION OF LANGUAGE - English

The Contractor certifies that the proposed resource(s) in response to this draft Task Authorization is/are fluent in English. The individual(s) proposed must be able to communicate orally and in writing in English without any assistance and with minimal errors.

Print name of authorized individual & sign above

Date

5. CERTIFICATION OF LANGUAGE - BILINGUAL

The Contractor certifies that the proposed resource(s) in response to this draft Task Authorization is/are

fluent in both official languages of Canada (French and English). The individual(s) proposed must be able to communicate orally and in writing in French and English without any assistance and with minimal errors.

Print name of authorized individual & sign above

Date

ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT

VOLET DE TRAVAIL 1

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT :

ANNÉE 1

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	TAUX QUOTIDIEN FERME
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	\$
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	\$
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	\$
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	\$
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	\$
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	\$

ANNÉE 2

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	TAUX QUOTIDIEN FERME
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	\$
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	\$
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	\$
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	\$
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	\$
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	\$
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	\$

ANNÉE 3

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	TAUX QUOTIDIEN FERME
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	\$
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	\$
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	\$
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	\$
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	\$
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	\$
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	\$

ANNÉE 4

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	TAUX QUOTIDIEN FERME
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	\$
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 3	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	\$
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	\$
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	\$
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	\$
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	\$
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	\$

ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT
VOLET DE TRAVAIL 2

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT :

ANNÉE 1

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	TAUX QUOTIDIEN FERME
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	\$
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	\$
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	\$

ANNÉE 2

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	TAUX QUOTIDIEN FERME
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	\$
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	\$
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	\$
A.11 Testeur	NIVEAU 2	\$

B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	\$
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	\$

ANNÉE 3

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	TAUX QUOTIDIEN FERME
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	\$
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	\$
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	\$
A.11 Testeur	NIVEAU 2	\$
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	\$
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	\$

ANNÉE 4

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	TAUX QUOTIDIEN FERME
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	\$
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	\$
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	\$
A.11 Testeur	NIVEAU 2	\$
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	\$
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	\$
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	\$

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ VOLETS DE TRAVAIL 1 ET 2

Le document ci-dessous est en format PDF.

PIÈCE JOINTE 3.1
FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
Agent de sécurité d'entreprise	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire [voir les instructions et conditions uniformisées 2003] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]		
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini dans la demande de soumissions? Oui ____ Non ____	

fonctionnaire », dans la Partie 2 de la demande de soumissions.	Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.	
	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?</p> <p>Oui _____ Non _____</p> <p>Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.</p>	
<p>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire</p> <p>[Indiquer le niveau et la date d'attribution]</p> <p>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]</p>		
Date d'expiration de l'inscription au Programme des marchandises contrôlées (années/mois/jour)		
<p>Volet de travail couvert par la présente soumission : Les soumissionnaires doivent indiquer quel volet de travail ils proposent d'approvisionner dans cette soumission (si le soumissionnaire a présenté une offre pour un ou plusieurs volets de travail, indiquez uniquement le volet de travail couvert par la présente soumission).</p>	Volet de travail	Oui/Non
	Volet de travail 1	
	Volet de travail 2	
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le soumissionnaire considère que lui-même et les ressources qu'il propose peuvent répondre aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. la soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions. 		

N° de l'invitation :
W8485-205588/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur
004IPS

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire	
--	--

PIÈCE JOINTE 4.1
CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES
VOLET DE TRAVAIL 1

Voir ci-après les critères techniques obligatoires en format PDF.

Vous pouvez obtenir une version Word de ce document en en faisant la demande par courriel, à l'adresse
ankoor.patel@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

PIÈCE JOINTE 4.1
CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

VOLET DE TRAVAIL 2

Voir ci-après les critères techniques obligatoires en format PDF.

Vous pouvez obtenir une version Word de ce document en en faisant la demande par courriel, à l'adresse ankoor.patel@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

PIÈCE JOINTE 4.2
CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

VOLET DE TRAVAIL 1

Voir ci-après les critères techniques cotés en format PDF.

Vous pouvez obtenir une version Word de ce document en en faisant la demande par courriel, à l'adresse ankoor.patel@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

PIÈCE JOINTE 4.2
CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

VOLET DE TRAVAIL 2

Voir ci-après les critères techniques cotés en format PDF.

Vous pouvez obtenir une version Word de ce document en en faisant la demande par courriel, à l'adresse ankoor.patel@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

PIÈCE JOINTE 4.3
BARÈME DE PRIX
VOLET DE TRAVAIL 1

VOLET DE TRAVAIL 1

Période initiale du contrat :

Période initiale du contrat		
ANNÉE 1		
(A)	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	\$

Période initiale du contrat ANNÉE 2		
(A)	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	\$

Période initiale du contrat ANNÉE 3		
(A)	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	

P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	\$

Période initiale du contrat ANNÉE 4		
(A)	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
B.3 Conseiller d'affaires	NIVEAU 2	
B.9 Développeur de didacticiel	NIVEAU 3	
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 2	
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	NIVEAU 3	
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des technologies de l'information	NIVEAU 3	
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 2	
I.9 Administrateur de système	NIVEAU 3	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	
P.1 Conseiller en gestion du changement	NIVEAU 3	
P.6 Administrateur de projet	NIVEAU 3	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 3	
P.11 Conseiller en assurance de la qualité/analyste	NIVEAU 2	\$

PIÈCE JOINTE 4.3
BARÈME DE PRIX
VOLET DE TRAVAIL 2

Période initiale du contrat :

Période initiale du contrat		
ANNÉE 1		
(A)	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	

Période initiale du contrat		
ANNÉE 2		
(A)	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	

Période initiale du contrat ANNÉE 3		
(A)	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	

Période initiale du contrat ANNÉE 4		
(A)	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 2	\$
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 2	
A.6 Programmeur-développeur de logiciels	NIVEAU 3	
A.8 Analyste de système	NIVEAU 2	
A.8 Analyste de système	NIVEAU 3	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
B.6 Analyste des systèmes opérationnels	NIVEAU 3	
B.14 Rédacteur technique	NIVEAU 3	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 2	
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	

PIÈCE JOINTE 5.1

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.]

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et que cet accord est en vigueur.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

PIÈCE JOINTE 3.2

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de pae grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX RELATIF À LA PRESTATION DE SERVICES DE SOUTIEN TECHNIQUE, DE GESTION DU CYCLE DE VIE ET DE SOUTIEN EN SERVICE POUR LE SYSTÈME D'INFORMATION, DE COMMANDEMENT ET DE CONTRÔLE DE LA FORCE AÉRIENNE

L'Énoncé des travaux faisant partie d'un contrat attribué ne décrit que le(s) volet(s) relatifs au contrat et les modifications apportées au texte.

1 OBJET

Le présent énoncé des travaux (EDT) vise à définir la portée et les livrables qui s'appliquent à la prestation de services professionnels à l'appui du maintien et de la fourniture du système d'information, de commandement et de contrôle de la Force aérienne (SIC2FA), selon les directives de l'Aviation royale du Canada (ARC) par l'entremise du programme de travail lié au SIC2FA. Ces services comprennent le soutien technique et le soutien des programmes de l'infrastructure des technologies de l'information (ITI), la gestion du cycle de vie du matériel et des logiciels et le soutien en service afin de compléter l'expertise du personnel de base du ministère de la Défense nationale (MDN) du directeur – Gestion du programme d'équipement aérospatial, systèmes de radar et de communication (DPEAG [SRC]) au sein du Groupe des matériels.

2 CONTEXTE

Le DPEAG (SRC) est responsable devant l'ARC de l'exécution du programme de travail du système d'armes du SIC2FA. Le DPEAG (SRC) est établi avec des membres du personnel militaire et civil de base. Il incombe au gestionnaire du système d'armes (GSA) du SIC2FA au sein de cette organisation d'assurer le maintien des systèmes d'information, de commandement et de contrôle (SIC2) tactiques et opérationnels utilisés par l'ARC pour mener des opérations militaires comme la planification des missions tactiques, ainsi que celui des environnements de programmation et de suivi des compétences au niveau des unités, des systèmes de planification aérospatiale au niveau opérationnel, du traitement par liaisons de données tactiques, et de la diffusion des données des capteurs des plateformes aéroportées de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSR). Tous ces systèmes contiennent des logiciels, du matériel et des composants de réseau.

3 TERMINOLOGIE

Les sigles, acronymes et abréviations suivants sont utilisés dans le présent EDT :

ARC	Aviation royale canadienne
AT	Autorité technique
BDGC	Base de données de gestion des configurations
DC	Demande de changement
DDP	Demande de proposition

DPEAG	Directeur – Gestion du programme d'équipement aérospatial
EM	Expert en la matière
EDT	Énoncé des travaux
FAC	Forces armées canadiennes
GCV	Gestion du cycle de vie
GI	Gestion de l'information
GSA	Gestionnaire du système d'armes
ITI	Infrastructure de technologie de l'information
LDT	Liaisons de données tactiques
LVERS	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
MDN	Ministre de la Défense nationale
NE	Niveau d'effort
NORAD	Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord
PGP	Plan de gestion de projet
PY	Année-personne
RCN	Région de la capitale nationale
RSR	Renseignement, surveillance et reconnaissance
SES	Soutien en service
SGDDI	Système de gestion des dossiers, des documents et de l'information
SIC2	Systèmes d'information, de commandement et de contrôle
SIC2FA	Systèmes d'information, de commandement et de contrôle de la Force aérienne
SRC	Systèmes de radar et de communications
SRT	Structure de répartition du travail
TI	Technologie de l'information

4 BESOIN

L'entrepreneur doit exécuter les tâches « au fur et à mesure des besoins », comme spécifié dans l'autorisation de tâches individuelle (MDN 626). La série de tâches s'appliquera à l'un des deux volets et comprendra, sans s'y limiter, les tâches indiquées à la section 5.

Catégories professionnelles. Les exigences des SRC seront définies par l'autorité technique (AT) et décrites dans les EDT individuels qui décrivent les services précis liés aux travaux nécessaires pour chaque autorisation de tâches attribuée. Les catégories professionnelles qui s'offrent à l'AT sont organisées en volets comme suit.

4.1 VOLET 1 – SOUTIEN AU MAINTIEN DES SYSTÈMES

Comprend la fourniture d'un soutien en service, y compris la maintenance des systèmes d'information, la gestion du cycle de vie du matériel, la cyberdéfense, l'atténuation des risques et les activités d'assurance de mission qui assurent le maintien des capacités

définies dans le cadre du programme du SIC2FA. Ce volet rend compte du rendement du programme et consigne celui-ci, en plus de superviser la mise en œuvre des contrôles de sécurité des systèmes. Il comprend également la gestion des biens, le contrôle de la configuration et la gestion des changements.

Catégorie professionnelle	Niveau d'expertise	Nombre de ressources estimé	Nombre de ressources de base
A.1 Architecte d'applications/de logiciels	Niveau 3	1	1
B.3 Conseiller d'affaires	Niveau 2	1	0
B.9 Développeur de didacticiel	Niveau 3	1	1
B.12 Spécialiste en soutien des réseaux	Niveau 2	3	3
B.12 Spécialiste en soutien des réseaux	Niveau 3	1	0
C.3 Analyste de la certification et de l'accréditation (C et A), ainsi que des évaluations de la menace et des risques (EMR) en sécurité des technologies de l'information (TI)	Niveau 3	2	1
I.9 Administrateur de système	Niveau 2	2	2
I.9 Administrateur de système	Niveau 3	1	1
I.11 Architecte technologique	Niveau 2	1	1
P.1 Expert-conseil en gestion du changement	Niveau 3	1	1
P.6 Administrateur de projet	Niveau 3	2	2
P.7 Coordonnateur de projet	Niveau 3	3	3
P.11 Spécialiste/analyste de l'assurance de la qualité	Niveau 2	1	1

4.2 VOLET 2 – GÉNIE DES SYSTÈMES ET SOUTIEN À L'INTÉGRATION

Comprend le soutien, la conception et l'intégration du génie des systèmes tout au long du cycle de vie des capacités définies dans le cadre du programme du SIC2FA. Consiste à fournir un soutien et à développer des logiciels pour les applications de niveau tactique et opérationnel, notamment des applications au niveau des unités, des logiciels de planification, des logiciels de mise sur pied d'une force, ainsi que des logiciels de planification de mission et de vol.

Catégorie professionnelle	Niveau d'expertise	Nombre de ressources estimé	Nombre de ressources de base
A.1 Architecte d'applications/de logiciels	Niveau 2	1	1
A.6 Programmeur ou développeur de logiciels	Niveau 2	1	1

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels	Niveau 3	2	2
A.8 Analyste de systèmes	Niveau 2	1	1
A.8 Analyste de systèmes	Niveau 3	2	2
A.11 Testeur	Niveau 2	1	0
B.6 Analyste des systèmes administratifs	Niveau 3	1	0
B.14 Rédacteur technique	Niveau 3	1	0
I.11 Architecte technologique	Niveau 2	1	1
I.11 Architecte technologique	Niveau 3	5	5

5 TÂCHES

Les descriptions suivantes indiquent les tâches générales que l'entrepreneur doit effectuer à l'appui du génie des systèmes, du soutien en service, du développement de logiciels et du soutien à la formation pour le programme du SIC2FA.

- a. veiller à ce qu'au moins une (1) ressource du soutien au maintien des systèmes, volet 1, soit toujours prête et disposée à fournir du soutien, à partir de l'installation de la région de la capitale nationale (RCN) dans les locaux du MDN ou ailleurs, pendant les heures de travail et en dehors des heures de travail sur appel au moyen d'un téléphone fourni par le MDN, et qu'elle détienne le niveau de compétence requis et conserve l'expertise précisée définie dans le présent EDT en ce qui a trait au soutien en service du SIC2FA;
- b. fournir une expertise pratique sur l'essai de validation, la planification liée au réseau, la conception technique et la mise en œuvre de nouvelles technologies à déployer sur l'infrastructure du réseau du MDN tout en réduisant au minimum les coûts, en maximisant les gains d'efficacité et en assurant l'extensibilité conformément aux politiques de configuration;
- c. aider au développement et à la maintenance de la base de données de la gestion des connaissances du SIC2FA. Cela comprend l'organisation, la description, le catalogage et la mise à jour du matériel pertinent tel que les documents de conception du système, les modifications techniques, les procédures d'exploitation uniformisées et la documentation du projet;
- d. rédiger du contenu pour des publics cibles internes et externes, y compris des publications techniques, des rapports, des présentations, des avis, des lettres d'orientation, des sites Internet et intranet;
- e. fournir des recommandations, des conseils et des orientations fondés sur les connaissances, l'expérience, la recherche, les données et (ou) les renseignements, en formulant des recommandations verbales et (ou) écrites sur le meilleur plan d'action à adopter dans les situations de maintien et de mise au point technique;
- f. participer aux processus et aux programmes en tant qu'expert en la matière dans les groupes de travail, les comités et les réunions. Fournir des avis, des opinions, des recommandations, des renseignements et des données supplémentaires, au besoin. Développer, préparer et livrer du matériel d'information au personnel du MDN, des FC et de l'industrie à l'appui des activités;

- g. soutenir la recherche sur les technologies émergentes et rendre compte des développements propres à l'industrie, notamment la conception de l'ITI, les stratégies de mise en œuvre et les nouvelles capacités qui permettraient d'améliorer l'efficacité du soutien en service;
- h. fournir un soutien dans les évaluations des risques des systèmes et des activités, et élaborer, mettre à jour et mener des recherches associées aux évaluations des risques, individuellement ou en tant que membre d'une équipe, et y participer;
- i. utiliser les procédures et les informations pertinentes du MDN telles que définies dans le processus technique du SIC2FA. Les ressources de l'entrepreneur doivent être disposées à utiliser les outils de gestion des documents et de l'information du MDN et des FC, et être en mesure d'apprendre à s'en servir.

5.1 VOLET 1 – Soutien au maintien des systèmes

Les descriptions suivantes indiquent les tâches précises que l'entrepreneur doit effectuer pour le maintien, la formation et le soutien en service dans le cadre du programme du SIC2FA.

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3

L'architecte des applications et des logiciels doit accomplir les tâches suivantes :

- a. assurer la maintenance d'un laboratoire classifié et non classifié pour le GSA du SIC2FA;
- b. développer le laboratoire classifié et non classifié et en assurer la maintenance de l'accès, de la configuration et du processus de changement;
- c. aider à la création de plans de gestion de projet et de calendriers pour les projets de développement de logiciels pour l'ARC;
- d. analyser l'architecture logicielle, les décisions de conception et les coûts, y compris les échéances et la stratégie, et produire des rapports connexes;
- e. fournir des services d'architecture technique à l'organisation du GSA du SIC2FA conformément aux politiques, aux procédures et aux lignes directrices établies;
- f. veiller à la synchronisation de l'architecture des logiciels et des systèmes;
- g. veiller à ce que l'architecture ne soit pas seulement adaptée aux opérations nationales, mais aussi aux déploiements outre-mer;
- h. gérer la détermination des risques et les stratégies d'atténuation des risques associés à l'architecture;
- i. résoudre les problèmes architecturaux et techniques;
- j. comprendre et planifier le cheminement évolutif, en s'adaptant et en évoluant avec les options d'intégration de nouvelles technologies;
- k. fournir des documents et des explications techniques de haut niveau aux gestionnaires de projets, aux directeurs de projets et aux intervenants;
- l. présenter des rapports sur le développement et la personnalisation des logiciels, les coûts, les échéances et la stratégie;

- m. fournir une analyse des exigences logicielles du client, y compris le niveau d'effort, les exigences de base, les priorités et la stratégie de recommandation;
- n. estimer l'effort requis pour répondre à une demande de modification du code, y compris la réalisation des travaux, les essais fonctionnels, les essais d'acceptation et la documentation;
- o. assurer la maintenance des systèmes et en améliorer l'architecture une fois qu'ils sont opérationnels;
- p. analyser les résultats des tests logiciels et présenter des rapports pour s'assurer que les services et les solutions sont conformes aux exigences de l'ARC;
- q. fournir un soutien technique logiciel qui comprend la planification, la coordination des mises à niveau, l'évaluation des modifications apportées aux logiciels, le suivi et la gestion des versions d'applications spécifiques définies dans le programme du SIC2FA, de manière indépendante et en accord avec les développements, les modifications, les versions et les mises à jour des applications d'entreprise;
- r. déterminer si les normes d'assurance de la qualité conviennent au processus de conception des logiciels.

B.3 Conseiller d'affaires, niveau 2

Le conseiller d'affaires doit effectuer les tâches suivantes :

- a. développer et tenir à jour des documents et des données d'entrée pour le programme de GI de l'ARC, notamment les besoins en information, la technologie, les systèmes, les réseaux et l'infrastructure de l'ARC, en préparant des rapports d'étape, des notes d'information et des résumés sur le programme de GI pour les cadres supérieurs;
- b. coordonner les activités d'élaboration et de tenue à jour du plan annuel de GI de l'ARC à l'intention des cadres supérieurs et de la communauté de GI afin d'établir le cadre de planification pour demander des ressources, évaluer l'accessibilité et définir les priorités;
- c. fournir des conseils et des recommandations aux cadres supérieurs et aux collègues de l'ARC, en expliquant les politiques, les normes, les méthodes, les processus et les procédures de GI de l'ARC et du MDN et des CAF, en recommandant des options sur la meilleure façon de procéder avec un projet, une initiative ou une exigence de GI et en déterminant ses répercussions possibles sur le programme et le plan de GI de l'ARC;
- d. coordonner les activités de planification de projet pour le programme de GI de l'ARC et leur intégration au programme de GI de la Défense;
- e. faire partie d'équipes de projet et de groupes de travail, y compris en tant que membre d'une équipe formée de représentants ministériels et d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, chargés d'établir les niveaux de financement, de déterminer les options et de choisir la meilleure façon de procéder pour mettre en œuvre les projets individuels de GI. Ces renseignements sont utilisés par la haute direction et la communauté de GI de l'ARC pour assurer la mise en œuvre des recommandations formulées et maintenir l'efficacité du programme de GI de commandement;

- f. recommander des améliorations à apporter au programme de GI. Élaborer des procédures, formuler des solutions, des plans et des propositions, et mettre en œuvre les modifications approuvées. Ces renseignements sont utilisés par la communauté de GI de l'ARC pour améliorer l'efficacité et l'efficience du programme de GI;
- g. faire partie d'équipes de projet chargées d'établir les niveaux de financement, de déterminer les options et de choisir la meilleure façon de procéder pour mettre en œuvre les projets et exigences individuels de GI;
- h. coordonner la mise en œuvre des recommandations découlant des décisions des cadres supérieurs du ministère sur les questions de GI;
- i. expliquer les politiques, les normes, les processus et les procédures de GI aux gestionnaires et aux collègues de l'ARC;
- j. participer à la formulation, à la planification et à l'affectation prévue des ressources pour répondre aux exigences de la GI relatives aux plans d'activités de l'ARC. Ce processus est fondé sur les paramètres de coût qui régissent le programme de GI de commandement et de défense;
- k. examiner les documents de décision de la GI de l'ARC et du ministère pour s'assurer qu'ils sont conformes aux politiques, normes et procédures ministérielles. En cas de non-conformité, recommander des modifications aux gestionnaires et aux collègues. L'interprétation et l'analyse des risques sont nécessaires pour déterminer les mesures que doivent prendre les bureaux de projet. La non-conformité peut entraîner des retards dans l'approbation des projets de GI de l'ARC;
- l. assurer le respect des règles et règlements normalisés de la fonction publique fédérale, ainsi que des directives et procédures ministérielles, et préserver la confidentialité de certains renseignements.

B.9 Développeur de didacticiels, niveau 3

Le développeur de didacticiels doit accomplir les tâches suivantes :

- a. fournir un soutien pour l'élaboration et la fourniture de plans de formation aux utilisateurs du SIC2FA, à la communauté opérationnelle et aux intervenants, y compris, mais sans s'y limiter, la conception pédagogique, le développement de contenu et la livraison;
- b. évaluer ou analyser les besoins aux fins de formation;
- c. planifier et surveiller les projets de formation;
- d. réaliser une analyse des emplois, des tâches ou du contenu des activités liées au SIC2FA;
- e. rédiger les objectifs fondés sur des critères et axés sur le rendement à atteindre;
- f. recommander des moyens et des stratégies pédagogiques liés au SIC2FA;
- g. élaborer des normes de mesure du rendement pour la validation par les utilisateurs;
- h. concevoir des documents de formation;
- i. préparer les utilisateurs finaux en vue de la mise en œuvre des didacticiels;
- j. communiquer efficacement sous forme visuelle, orale et écrite avec des personnes, des petits groupes et devant de grands auditoires.

B.12 Spécialiste en soutien des réseaux, niveaux 2 et 3

Les ressources de niveau 2 et 3 effectueront la même tâche. Les tâches de niveau 3 contiendront toutefois un niveau de détails et de complexité plus important, qui sera expliqué au moment de l'autorisation de tâches. Le spécialiste en soutien des réseaux doit effectuer les tâches suivantes :

- a. coordonner l'installation, l'exploitation, la maintenance et la résolution des problèmes matériels et logiciels à distance avec les équipes de soutien technique locales;
- b. évaluer, mettre à l'essai et recommander du nouveau matériel et de nouveaux logiciels de transmission de données;
- c. maintenir un dialogue avec les fournisseurs et autres ressources informatiques afin de résoudre les problèmes reliés aux logiciels et au matériel;
- d. informer les nouveaux utilisateurs des caractéristiques appropriées du matériel et des logiciels pour qu'ils se conforment aux normes du SIC2FA;
- e. exécuter et coordonner l'installation du matériel du SIC2FA, des logiciels aux fins d'utilisation avec les ordinateurs personnels et d'interaction entre les serveurs et les ordinateurs personnels, et des mises à niveau du réseau selon les directives du fournisseur et des équipes chargées de l'ingénierie;
- f. effectuer la gestion des biens de tout l'équipement du SIC2FA mis en œuvre au Canada, y compris l'inventaire, l'expédition et l'élimination;
- g. configurer l'équipement avec l'aide du fournisseur ou d'autres ressources informatiques;
- h. maintenir à jour la BDGC Axios Assyst pour y inclure des manuels de référence, des guides d'utilisateur et le statut de l'équipement;
- i. maintenir des dossiers précis dans la BDGC Axios Assyst sur les utilisateurs, les numéros de série de l'équipement, les emplacements, les dossiers de service, les ententes de maintenance, les garanties, les schémas de câblage et les procédures d'élimination;
- j. résoudre tous les problèmes techniques internes ou de connectivité;
- k. aider à former les utilisateurs à l'utilisation du réseau et des logiciels connexes;
- l. préparer et tenir à jour les manuels de procédures (procédures d'exploitation uniformisées [PEU]) et la documentation sur l'utilisation du SIC2FA.

C.3 Analyste de la certification et de l'accréditation (C et A), ainsi que des évaluations de la menace et des risques (EMR) en sécurité des technologies de l'information (TI), niveau 3

L'analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI doit accomplir les tâches suivantes :

- a. examiner, analyser et (ou) appliquer les politiques fédérales en matière de sécurité de la TI, les processus de certification et d'accréditation de sécurité des systèmes de TI, les produits de sécurité, les mesures de protection et les pratiques exemplaires en matière de sécurité de la TI, ainsi que des stratégies d'atténuation des risques liés à la sécurité de la TI;

- b. planifier, coordonner, gérer, mettre en œuvre, valider, vérifier et développer les mesures de sécurité requises pour soutenir l'ensemble des initiatives du programme de travail attribuées au SIC2FA;
- c. développer des progiciels d'évaluation et d'autorisation de sécurité associés au maintien, à l'ajout, à la modification, à la mise en œuvre et au déploiement de logiciels et (ou) de matériel existants, nouveaux et modifiés, tels que définis dans le programme du SIC2FA et les capacités connexes;
- d. relever les menaces à l'égard des systèmes d'exploitation (comme MS, Unix, Linux et Novell) et des architectures, et les vulnérabilités de ces systèmes;
- e. relever les menaces liées aux personnes ainsi que celles relatives à des aspects techniques, physiques et procéduraux, et les vulnérabilités relatives à l'équipement et à la configuration du SIC2FA mis en œuvre;
- f. mener des activités liées à l'accréditation, notamment : l'examen, par l'accréditeur, des résultats de l'homologation indiqués dans les documents d'examen conceptuel, pour s'assurer que les risques entourant l'exploitation du système seront acceptables et que ce dernier respectera les politiques et normes de sécurité pertinentes du ministère et celles qui lui sont propres; et la détermination des conditions d'exploitation du système (aux fins d'approbation). Cela peut comprendre les formes d'autorisation suivantes :
 - i. l'autorisation d'élaboration, donnée de concert par l'exploitant et par l'accréditeur, de passer à l'étape d'élaboration suivante dans le cycle de vie du système de TI si celui-ci doit traiter des renseignements de nature délicate pendant son élaboration,
 - ii. l'autorisation d'exploitation, donnée par écrit, pour autoriser l'exploitation du système des TI mis en place, de même que le traitement de renseignements de nature délicate, lorsque les risques assortis à l'utilisation du système sont jugés acceptables et que le système respecte les normes et politiques de sécurité pertinentes,
 - iii. l'autorisation provisoire, également donnée par écrit, pour le traitement de renseignements de nature délicate dans des circonstances particulières, lorsqu'on n'a pas encore réussi à ramener les risques à un niveau acceptable, mais qu'il est nécessaire d'exploiter le système en cours d'élaboration,
- g. préparer et donner la formation sur la sécurité des TI.

I.9 Administrateur de système, niveaux 2 et 3

Les ressources de niveaux 2 et 3 accomplissent les mêmes tâches. Les tâches de niveau 3 contiendront toutefois un niveau plus important de détails et de complexité, qui sera expliqué au moment de l'attribution de l'autorisation de tâches. L'administrateur de système doit accomplir les tâches suivantes :

- a. définir la mise en œuvre du SIC2FA et la mettre à l'essai, surtout au niveau de la plateforme (VMWare) et du logiciel;
- b. assurer la prestation de services d'administration des systèmes informatiques à l'organisation du GSA du SIC2FA afin d'inclure l'installation, la configuration, l'exploitation et l'entretien du matériel et des logiciels et de l'infrastructure connexe;

- c. élaborer les exigences matérielles et logicielles pour appuyer l'essai des systèmes liés au déploiement des améliorations apportées à la plateforme du SIC2FA et des applications connexes;
- d. définir les exigences matérielles et logicielles de base pour chaque site du SIC2FA;
- e. réaliser et appuyer des essais sur le site;
- f. examiner les systèmes logiciels et les exigences relatives aux données du SIC2FA ainsi que les besoins en communication et intervention et la configuration matérielle informatique pour les appuyer;
- g. déployer des mises à jour logicielles comme des ensembles de services, des correctifs de sécurité et des produits antivirus sur les serveurs du SIC2FA;
- h. documenter et mettre en œuvre les procédures pour établir et maintenir la plateforme du SIC2FA;
- i. assurer la liaison avec les autres membres du personnel du MDN et les projets relativement aux questions techniques et de coordination;
- j. coordonner le calendrier du service système avec le soutien de deuxième échelon et produire le calendrier pour les mises à jour et les mises à niveau de logiciels et de micrologiciels, et (ou) le remplacement des serveurs virtuels dans les centres de données de l'ARC.

I.11 Architecte technologique, niveau 2

L'architecte technologique doit accomplir les tâches suivantes :

- a. assurer le soutien en service de troisième échelon pour le SIC2FA;
- b. planifier, analyser, examiner, concevoir, coder, tester, intégrer et mettre en œuvre des logiciels et du matériel ou apporter des changements logiciels ou matériels afin d'intégrer les versions actuelles ou futures des applications de l'ARC dans le SIC2FA;
- c. examiner les systèmes logiciels et les exigences relatives aux données du SIC2FA ainsi que les besoins en communication et intervention et la configuration matérielle informatique pour les appuyer;
- d. analyser le rendement des logiciels et la taille des systèmes, en générant des rapports techniques des résultats et des améliorations architecturales logicielles pour améliorer la taille et le rendement des logiciels et de la plateforme;
- e. documenter et mettre en œuvre les procédures pour établir et maintenir le matériel du SIC2FA;
- f. préparer les documents techniques sur les applications logicielles du SIC2FA concernant la maintenance des systèmes existants, la mise à l'essai, la mise en œuvre des mises à niveau nécessaires et la planification future pour les interfaces;
- g. fournir des directives techniques sur les questions ayant un lien direct avec les réseaux présents ou futurs du SIC2FA, lesquels peuvent inclure des applications infonuagiques natives et des centres de données définis par logiciel;
- h. fournir de l'aide, des avis et des conseils techniques pour les projets et les initiatives du MDN visant le SIC2FA, surtout l'expansion des capacités du système pour développer les applications;

- i. mettre à jour la documentation et les dessins du SIC2FA pour refléter les changements logiciels et matériels;
- j. effectuer des recherches, analyser les options et faire des recommandations écrites sur la prestation d'interfaces externes entre le SIC2FA et les autres réseaux et systèmes existants ou futurs;
- k. analyser les questions d'ordre technique relatives à l'intégration du SIC2FA et fournir un plan détaillé pour aider à la mise en œuvre d'une solution.

P.1 Expert-conseil en gestion du changement, niveau 3

L'expert-conseil en gestion du changement doit effectuer les tâches suivantes :

- a. élaborer des politiques, des procédures, des paramètres, des formulaires et des outils de gestion du changement pour les systèmes du SIC2FA, y compris la plateforme et les applications connexes;
- b. élaborer des politiques, des procédures et des instructions de travail et aider à les intégrer dans d'autres documents connexes du MDN. Aider aux activités de gouvernance réglementaire, notamment en soutenant les examens et les évaluations du Conseil de contrôle de la configuration;
- c. surveiller la mise en œuvre du processus de gestion du changement en rapport avec le matériel et les logiciels du SIC2FA et du NORAD et des applications connexes, y compris le portail de la Force aérienne;
- d. intégrer la fonction de gestion du changement aux interfaces des projets et des autres processus de gestion des services;
- e. s'assurer que les utilisateurs de l'ARC et les services de soutien de premier et de deuxième échelon connaissent les processus et les systèmes de gestion des changements (par divers moyens de communication, autant oraux qu'écrits);
- f. enquêter sur les sources des problèmes par l'intermédiaire du processus établi de gestion du changement et proposer des mesures correctives;
- g. élaborer et diffuser des rapports de gestion des changements sur le système d'armes du SIC2FA, y compris les applications connexes, ainsi que les systèmes du NORAD, le cas échéant;
- h. recourir aux processus et activités de gestion des configurations;
- i. réaliser des vérifications des processus de gestion de la configuration et du changement;
- j. coordonner les activités de gestion des versions;
- k. fournir des directives, offrir du mentorat et examiner les politiques et les procédures relatives à la diffusion des produits;
- l. effectuer la gestion de l'information pour l'ensemble de la documentation du projet et la documentation sur la gestion du changement connexe;
- m. aider à la conception, à la planification et au déploiement des versions des logiciels;
- n. surveiller la gestion et l'utilisation des outils de soutien et des installations;
- o. maintenir des données relatives à la gestion du changement dans la BDGC;

- p. fournir du soutien en matière de gestion de projet comme demandé par le GSA du SIC2FA (assister aux réunions hebdomadaires de l'équipe projet et aux réunions mensuelles d'examen du projet, assurer la liaison avec les sites du SIC2FA, etc.);
- q. fournir des mises à jour quotidiennes à l'AT des DC en cours ou en attente.

P.6 Administrateur de projet, niveau 3

L'administrateur de projet doit accomplir les tâches suivantes :

- a. fournir un soutien administratif et technique de secrétariat, de la manière prescrite, à une équipe de projet. Assister le GSA du SIC2FA et les gestionnaires de projets dans les tâches de routine;
- b. contribuer à l'exécution de tâches comme la tenue à jour de la documentation de projet et de bibliothèques d'applications ou de systèmes, ainsi que de la documentation contractuelle;
- c. gérer les déplacements des sections en soumettant des autorisations de déplacement et en préparant les demandes de remboursement des frais connexes;
- d. faire le suivi des demandes de changements au projet et des autorisations de tâches par rapport à la facturation;
- e. gérer et actualiser l'information pertinente sur les projets dans des dossiers papier ou électroniques, information pouvant comprendre des éléments comme le calendrier des activités de projet, les rapports d'étape ou la correspondance;
- f. gérer la correspondance interne et externe;
- g. communiquer avec les responsables de la gestion de projet au sujet des questions administratives liées au SIC2FA, en utilisant le courrier électronique du MDN ou des rapports écrits.

P.7 Coordonnateur de projet, niveau 3

Le coordonnateur de projet doit accomplir les tâches suivantes :

- a. élaborer des plans de projet et toute la documentation associée pour inclure une SRT détaillée qui comprend l'harmonisation de toutes les exigences des activités de projet prévues;
- b. s'assurer que la mise en œuvre des services et la fourniture des produits qui en découlent respectent la portée et le calendrier conformément aux pratiques normalisées de gestion de projet;
- c. préparer la documentation pour les rapports, comptes rendus et observations prévus et imprévus pour tenir la direction au courant de l'avancement du projet;
- d. coordonner les activités des ressources de l'entrepreneur et des autres fournisseurs de service;
- e. élaborer et surveiller la mise en œuvre d'un plan pratique et complet de gestion des risques qui couvre l'intégration des composantes matérielles et logicielles nouvelles ou modifiées pour les différentes applications et capacités du SIC2FA;
- f. examiner les pratiques et les plans de SES associés aux systèmes de GI-TI internes et assurer la conformité du soutien aux politiques, aux normes et aux pratiques existantes;
- g. fournir des renseignements à l'AT et au gestionnaire du SIC2FA relatifs au taux d'utilisation des ressources conformément aux lignes directrices et aux procédures établies en matière de gestion de projet, et faire des recommandations à l'AT et (ou) au BPR du projet;

- h. préparer et présenter des comptes rendus aux intervenants, le cas échéant;
- i. coordonner et consolider les avis sur les ressources de projet pour les inclure dans les comptes rendus et les relevés à l'intention de l'AT au fur et à mesure des besoins;
- j. recevoir et consolider les avis individuels sur les ressources de projet et élaborer et soumettre des rapports mensuels à l'AT conformément aux livrables définis dans le présent EDT.

P.11 Spécialiste et analyste en assurance de la qualité, niveau 2

Le spécialiste en assurance de la qualité doit élaborer des politiques, des procédures et des vérifications d'assurance de la qualité en interprétant et en appliquant les normes de l'ARC et les pratiques exemplaires de l'industrie en matière d'assurance de la qualité. La personne responsable de l'assurance de la qualité doit concevoir des procédures d'échantillonnage et produire des rapports sur les données relatives à la qualité, procéder à l'examen de la mise en œuvre des systèmes d'inspection, surveiller les essais et les inspections et assurer la qualité des produits. La personne responsable de l'assurance de la qualité doit documenter les vérifications internes et les activités d'assurance de la qualité, enquêter sur les plaintes des clients et surveiller les activités de gestion des risques, et effectuer les tâches suivantes :

- a. assurer la conception, la réalisation et la mise en œuvre des versions initiales et continues du logiciel de maintenance, y compris toutes les améliorations, les extensions, les mises à jour, les mises à niveau, les versions, les changements de nom, les réécritures, les retours en arrière et autres modifications jugées nécessaires par l'AT en fonction des exigences opérationnelles de l'ARC;
- b. fournir des services de prestation et de soutien à l'organisation de SES du SIC2FA afin d'inclure l'installation, la configuration, l'exploitation et la mise à jour des serveurs, des logiciels et de l'infrastructure connexe. Participer à la recherche et au développement technique pour permettre l'innovation continue au sein de l'infrastructure afin de s'assurer que le matériel d'hébergement, les systèmes d'exploitation et les systèmes logiciels respectent les politiques, les procédures et les lignes directrices du MDN;
- c. effectuer l'évaluation technique, la configuration, la mise à l'essai et le soutien à la mise en œuvre nécessaires pour évaluer et mettre en place les changements visant les systèmes ou les différentes versions du logiciel. Cette tâche comprend l'élaboration d'un plan de déploiement et des documents connexes, la formation, le transfert et la transition vers le soutien en service;
- d. offrir de l'assistance avec la collecte d'exigences opérationnelles pour la mise en œuvre du logiciel, les processus et règles administratives propres aux utilisateurs, et concevoir et configurer le logiciel afin d'offrir la fonctionnalité qui appuiera ces règles et ces processus;
- e. préparer et créer des présentations à montrer au personnel de gestion, aux cadres supérieurs et aux unités principales à la demande de l'AT;
- f. aider l'équipe de SES à créer des comptes utilisateurs et à leur attribuer des privilèges au début du déploiement;

- g. participer à des études de site simultanées pour relever les éléments de données et les processus administratifs connexes qui doivent être saisis sur les sites à étudier, et orienter la préparation initiale des étapes de la configuration des outils;
- h. installer, configurer et mettre à l'essai le logiciel à Ottawa et dans d'autres emplacements de l'ARC au Canada. Certains travaux peuvent être effectués à distance tandis que d'autres devront être configurés sur place. L'annexe 3 présente une liste d'emplacements potentiels;
- i. offrir du soutien depuis la ville d'Ottawa aux membres du personnel qui effectuent le déploiement du logiciel sur des sites lointains, et se rendre sur ces sites à l'occasion pour résoudre les problèmes;
- j. soutenir la gestion des progrès par rapport aux plans d'action des principales initiatives technologiques, suivre les progrès, les enjeux et les risques, produire des rapports sur l'état de la situation et communiquer les échéanciers et les progrès à l'AT pour qu'ils soient transmis au palier hiérarchique approprié, au besoin;
- k. tenir à jour et soutenir l'environnement de laboratoire du SIC2FA composé d'une collection de machines virtuelles qui peuvent être utilisées pour : concevoir et mettre à l'essai des applications, trouver et résoudre les problèmes liés à la suite d'applications du SIC2FA; préparer et exécuter un flux de travail « création-déploiement-essai » pour tester une solution dans un laboratoire avant d'en entamer la production; élaborer un plan de mise en œuvre de la production et tous les documents connexes; réaliser des essais manuels et automatiques et créer des bogues reproductibles à l'aide de l'environnement du laboratoire;
- l. répondre aux préoccupations, aux problèmes et aux demandes émanant du personnel du client en ce qui concerne les services que le logiciel est censé fournir conformément aux documents liés au produit.

5.2 VOLET 2 – Génie des systèmes et soutien à l'intégration

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 2

L'architecte des applications et des logiciels doit accomplir les tâches suivantes :

- a. aider à la création de plans de gestion de projet et de calendriers pour les projets de développement de logiciels pour l'ARC;
- b. analyser l'architecture logicielle, les décisions de conception et les coûts, y compris les échéances et la stratégie, et produire des rapports connexes;
- c. fournir des services d'architecture technique à l'organisation du GSA du SIC2FA conformément aux politiques, aux procédures et aux lignes directrices établies;
- d. veiller à la synchronisation de l'architecture des logiciels et des systèmes;
- e. veiller à ce que l'architecture ne soit pas seulement adaptée aux opérations nationales, mais aussi aux déploiements outre-mer;
- f. gérer la détermination des risques et les stratégies d'atténuation des risques associés à l'architecture;
- g. résoudre les problèmes architecturaux et techniques;
- h. comprendre et planifier le cheminement évolutif, en s'adaptant et en évoluant avec les options d'intégration de nouvelles technologies;

- i. fournir des documents et des explications techniques de haut niveau aux gestionnaires de projets, aux directeurs de projets et aux intervenants;
- j. présenter des rapports sur le développement et la personnalisation des logiciels, les coûts, les échéances et la stratégie;
- k. fournir une analyse des exigences logicielles du client, y compris le niveau d'effort, les exigences de base, les priorités et la stratégie de recommandation;
- l. estimer l'effort requis pour répondre à une demande de modification du code, y compris la réalisation des travaux, les essais fonctionnels, les essais d'acceptation et la documentation;
- m. assurer la maintenance des systèmes et en améliorer l'architecture une fois qu'ils sont opérationnels;
- n. analyser les résultats des tests logiciels et présenter des rapports pour s'assurer que les services et les solutions sont conformes aux exigences de l'ARC;
- o. fournir un soutien technique logiciel qui comprend la planification, la coordination des mises à niveau, l'évaluation des modifications apportées aux logiciels, le suivi et la gestion des versions d'applications spécifiques définies dans le programme du SIC2FA, de manière indépendante et en accord avec les développements, les modifications, les versions et les mises à jour des applications d'entreprise;
- p. déterminer si les normes d'assurance de la qualité conviennent au processus de conception des logiciels.

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveaux 2 et 3

Les ressources de niveau 2 et 3 effectueront la même tâche. Les tâches de niveau 3 contiendront toutefois un niveau de détails et de complexité plus important, qui sera expliqué au moment de l'autorisation de tâches. Le programmeur ou développeur de logiciels doit accomplir les tâches suivantes :

- a. présenter des rapports sur le développement et la personnalisation des logiciels, les coûts, les échéances et la stratégie;
- b. fournir des services de soutien au développeur de logiciels pour s'occuper de tous les aspects du développement des logiciels et de leur intégration et de leur mise en œuvre pour le maintien du système d'armes du SIC2FA, ce qui comprend le soutien, la configuration, l'essai, l'installation et la formation pour les applications propres aux missions définies dans le programme de travail du SIC2FA;
- c. fournir une analyse des besoins logiciels des clients, notamment le niveau d'effort prévu, les exigences de base, le degré de priorité et les stratégies recommandées;
- d. convertir les exigences opérationnelles en exigences logicielles et en fonctionnalités logicielles;
- e. estimer l'effort requis pour répondre à une demande de modification du code, y compris pour réaliser les essais fonctionnels et d'acceptation;
- f. produire des documents détaillés sur le logiciel et écrire le code du programme;
- g. contribuer à la préparation de manuels de formation pour les utilisateurs de l'ARC;
- h. diagnostiquer et résoudre tous les problèmes techniques détectés;
- i. effectuer des examens du code;

- j. analyser la performance du logiciel;
- k. participer à des groupes de discussion et de remue-méninges, notamment pour effectuer des analyses détaillées, et préparer des documents sur les résultats;
- l. analyser les résultats des tests logiciels et en rendre compte pour s'assurer que les services et les solutions sont conformes aux exigences du client;
- m. effectuer des essais unitaires ou procéder au débogage de tout le code dans l'environnement de préproduction et produire des résultats attestant la fonctionnalité des logiciels;
- n. assurer la maintenance des systèmes une fois qu'ils sont opérationnels;
- o. travailler en étroite collaboration avec l'architecte de logiciels pour synchroniser le logiciel avec l'architecture.

A.8 Analyste de systèmes, niveaux 2 et 3

Les ressources de niveau 2 et 3 effectueront la même tâche. Les tâches de niveau 3 contiendront toutefois un niveau de détails et de complexité plus important, qui sera expliqué au moment de l'autorisation de tâches. L'analyste de systèmes doit accomplir les tâches suivantes :

- a. concevoir et développer des images de bureau standards, des bureaux virtuels, un environnement de serveur virtuel et une plateforme d'applications conteneurisées, et offrir un soutien technique connexe;
- b. diagnostiquer les problèmes de logiciel ou d'essai relevés durant les essais;
- c. mettre en œuvre les systèmes en vue d'appuyer des projets, des ministères, des organisations ou des entreprises;
- d. répondre aux exigences opérationnelles par des spécifications et une conception de systèmes adéquate;
- e. analyser et recommander d'autres solutions possibles;
- f. documenter, élaborer et modifier des codes et des logiciels;
- g. configurer et regrouper les logiciels pour un déploiement automatique;
- h. préparer la documentation relative aux exigences, à la faisabilité, aux coûts, à la conception et aux spécifications du développement et de la mise en œuvre des systèmes;
- i. concevoir, élaborer et fournir un soutien technique des logiciels commerciaux et personnalisés tout au long de leur cycle de vie, ce qui inclut l'amélioration du rendement;
- j. coordonner l'essai des produits commerciaux et personnalisés, existants ou nouveaux, dans un environnement de contrôle;
- k. apporter un soutien technique en résolution des incidents et des problèmes au besoin;
- l. aider les membres de l'équipe pour l'installation, la configuration et l'utilisation de produits commerciaux et personnalisés ainsi que pour la résolution des problèmes connexes;

- m. travailler avec les processus fondés sur la BITI (ITIL) (c.-à-d., la gestion des incidents, la gestion des problèmes, la gestion du changement, la gestion des versions, la gestion du déploiement, etc.) à l'aide du système de gestion des services de technologies de l'information de l'entreprise (GSTIE) du MDN;
- n. faire des suggestions verbales et écrites pour assurer une amélioration continue des services selon le cadre de la BITI (ITIL);
- o. collaborer avec le rédacteur technique afin de concevoir une documentation technique qui servira de procédures d'exploitation uniformisées et de guide pour l'installation, la configuration et le déploiement des produits commerciaux;
- p. aider à l'élaboration d'une stratégie de communication pour le déploiement du SIC2FA;
- q. rédiger ou participer à la rédaction des documents relatifs aux besoins, à la faisabilité, aux coûts, à la conception et aux spécifications des systèmes;
- r. élaborer ou participer à l'élaboration des autres documents requis pour soutenir la conception et la mise en œuvre des systèmes (p. ex. le plan de mise en œuvre du système, le plan de soutien du cycle de vie, les procédures d'exploitation uniformisées, les évaluations des répercussions, l'analyse des options, les demandes de changements, les exigences d'interface du système, etc.);
- s. effectuer d'autres tâches associées au métier d'analyste de systèmes, dont les suivants :
 - i. System Center Configuration Manager de Microsoft
 - ii. System Center Operations Manager de Microsoft
 - iii. SE de poste de travail de Microsoft Windows
 - iv. Microsoft Active Directory
 - v. Microsoft Exchange
 - vi. Microsoft App-V
 - vii. Services de fichiers et d'impression de Microsoft
 - viii. Suite Microsoft Office
 - ix. Microsoft WSUS
 - x. VMWare View ou Horizon View
 - xi. VMware vSphere
 - xii. VMWare ThinApp et AppVolume
 - xiii. Services de répertoire X.500
 - xiv. Services de messagerie X.400
 - xv. Technologie méta-annuaire
 - xvi. Logiciel de gestion de l'impression
 - xvii. SE Linux
 - xviii. Les plateformes infonuagiques natives telles que Kubernetes, Pivotal Application Services, Docker et autres outils d'orchestration associés.

A.11 Testeur, niveau 2

Le testeur doit accomplir les tâches suivantes :

- a. effectuer la planification, la coordination et l'exécution des essais;

- b. superviser les essais conformément au plan;
- c. gérer, surveiller et mettre en œuvre les plans d'essai à toutes les étapes des essais;
- d. gérer les revues et examens relatifs aux essais et à l'état de préparation de la mise en œuvre;
- e. créer des scénarios et des scripts d'essai;
- f. établir et gérer des bibliothèques de sources et de codes objets pour un environnement utilisant diverses plateformes et divers systèmes d'exploitation;
- g. établir des procédures pour les essais unitaires, les essais d'intégration et les essais de régression du logiciel, en se concentrant sur l'automatisation des procédures d'essai;
- h. établir et adopter des procédures de test « d'interopérabilité » visant à ce que l'interaction et la coexistence de divers éléments de logiciels (que l'on propose de distribuer dans l'infrastructure commune), soient conformes aux normes ministérielles pertinentes (en matière de rendement, de compatibilité et autres) et n'aient aucune répercussion nuisible imprévue sur l'infrastructure commune;
- i. établir une capacité de vérification et de validation qui endosse la conformité en matière de fonctionnement et de rendement;
- j. travailler avec les processus fondés sur la BITI (ITIL) (c.-à-d., la gestion des incidents, la gestion des problèmes, la gestion du changement, la gestion des versions, la gestion du déploiement, etc.) à l'aide du système de GSTIE du MDN.

B.6 Analyste des systèmes opérationnels, niveau 3

L'analyste des systèmes opérationnels doit accomplir les tâches suivantes :

- a. développer et tenir à jour des documents et des données d'entrée pour le programme de GI de la Force aérienne, notamment les besoins en information, la technologie, les systèmes, les réseaux et l'infrastructure de commandement, en préparant des rapports d'étape, des notes d'information et des résumés sur le programme de GI pour les cadres supérieurs;
- b. coordonner les activités d'élaboration et de tenue à jour du plan annuel de GI de la Force aérienne à l'intention des cadres supérieurs et de la communauté de GI afin d'établir le cadre de planification pour demander des ressources, évaluer l'accessibilité et définir les priorités;
- c. fournir des conseils et des recommandations aux cadres supérieurs et aux collègues de la Force aérienne, en expliquant les politiques, les normes, les méthodes, les processus et les procédures de GI du commandement et du MDN et des CAF, en recommandant des options sur la meilleure façon de procéder avec un projet, une initiative ou une exigence de GI et en déterminant ses répercussions possibles sur le programme et le plan de GI de commandement;
- d. coordonner les activités de planification de projet pour le programme de GI de la Force aérienne et leur intégration au programme de GI de la Défense;
- e. faire partie d'équipes de projet et de groupes de travail, y compris en tant que membre d'une équipe formée de représentants de commandement ou ministériels et d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, chargés d'établir les niveaux de financement, de déterminer les options et de choisir la meilleure façon

de procéder pour mettre en œuvre les projets individuels de GI. Ces renseignements sont utilisés par la haute direction et la communauté de GI de la Force aérienne pour assurer la mise en œuvre des recommandations formulées et maintenir l'efficacité du programme de GI de commandement;

- f. recommander des améliorations à apporter au programme de GI. Élaborer des procédures, formuler des solutions, des plans et des propositions, et mettre en œuvre les modifications approuvées. Ces renseignements sont utilisés par la communauté de GI de la Force aérienne pour améliorer l'efficacité et l'efficacité du programme de GI;
- g. faire partie d'équipes de projet chargées d'établir les niveaux de financement, de déterminer les options et de choisir la meilleure façon de procéder pour mettre en œuvre les projets et exigences individuels de GI;
- h. coordonner la mise en œuvre des recommandations découlant des décisions des cadres supérieurs du ministère sur les questions de GI;
- i. expliquer les politiques, les normes, les processus et les procédures de GI aux gestionnaires et aux collègues de la Force aérienne;
- j. participer à la formulation, à la planification et à l'affectation prévue des ressources pour répondre aux exigences de la GI relatives aux plans d'activités de niveau 1 de l'ARC et de niveau 4 du Directeur – Développement du domaine aérien (DDDA). Ce processus est fondé sur les paramètres de coût qui régissent le programme de GI de commandement et de défense;
- k. assurer la garde, l'utilisation, le stockage et la protection des fichiers de travail de nature délicate, sous forme électronique ou papier, des documents et du matériel secret ou confidentiel (par exemple, correspondance, rapports, matériel d'information) utilisés par la direction et le personnel des unités de travail;
- l. examiner les documents de décision de la GI de commandement et ministérielle pour s'assurer qu'ils sont conformes aux politiques, normes et procédures ministérielles. En cas de non-conformité, recommander des modifications aux gestionnaires et aux collègues. L'interprétation et l'analyse des risques sont nécessaires pour déterminer les mesures que doivent prendre les bureaux de projet. La non-conformité peut entraîner des retards dans l'approbation des projets de GI de la Force aérienne ou mettre le ministère dans l'embarras;
- m. produire le rapport annuel des dépenses de GI-TI pour l'état-major de la Force aérienne.

B.14 Rédacteur technique, niveau 3

Le rédacteur technique doit effectuer les tâches suivantes :

- a. planifier, rechercher, écrire, traduire (du français vers l'anglais ou de l'anglais vers le français) et modifier la documentation, y compris :
 - i. les communiqués,
 - ii. les notes d'information,
 - iii. les bulletins techniques,
 - iv. les PEU,
 - v. les normes de configuration,
 - vi. les comptes rendus de réunion,

- vii. les notes sur la version des logiciels,
 - viii. les guides de l'utilisateur et les guides opérationnels,
 - ix. les vues d'ensemble de l'architecture,
 - x. les listes de vérification,
- b. faire des recherches et recueillir des renseignements à propos des rôles et des fonctions à l'aide d'approches telles que mener des entrevues avec des experts en la matière et d'autres analystes de systèmes;
 - c. contribuer aux normes, styles et pratiques exemplaires du MDN en effectuant la conception et le développement de la disposition des PEU, des manuels et des modèles;
 - d. rédiger du texte d'aide, des manuels d'utilisation, de la documentation technique, du contenu des pages Web et autres;
 - e. réviser les normes relatives à la documentation et les documents de projet existants;
 - f. recenser les besoins en matière de documentation et dresser des plans pour les combler;
 - g. réunir des données sur les caractéristiques et les fonctions fournies par les développeurs et ingénieurs;
 - h. évaluer le public auquel sont destinés les documents et guides nécessaires et préparer pour chacun un énoncé d'objet et de portée;
 - i. créer une table des matières pour chaque document et manuel, et rédiger ou modifier le contenu exigé;
 - j. vérifier l'exactitude des renseignements recueillis en utilisant directement le matériel pour lequel la documentation est rédigée;
 - k. préparer ou coordonner la préparation de l'ensemble des illustrations et des diagrammes requis;
 - l. concevoir la mise en page des documents et des guides;
 - m. utiliser des progiciels de traitement de texte, d'édition et de graphisme pour produire une copie définitive aux fins de reproduction.

I.11 Architecte technologique, niveaux 2 et 3

Les ressources de niveau 2 et 3 effectueront la même tâche. Les tâches de niveau 3 contiendront toutefois un niveau de détails et de complexité plus important, qui sera expliqué au moment de l'autorisation de tâches. L'architecte technologique doit accomplir les tâches suivantes :

- a. élaborer des architectures techniques, des cadres de travail et des stratégies afin de répondre aux besoins opérationnels et aux exigences en matière d'application;
- b. fournir des services d'architecture technologique à l'organisation du GSA du SIC2FA conformément aux politiques, aux procédures et aux lignes directrices établies;
- c. fournir des services de soutien technique des systèmes à l'organisation du GSA du SIC2FA en assurant le maintien à long terme des systèmes et des services fournis par les projets précédents. Cela comprend la planification, la conception, l'analyse

et la fourniture d'un soutien technique pour les réseaux de communication et les systèmes d'information;

- d. déterminer les politiques et les exigences qui excluent une solution en particulier et des architectures de conception de solutions;
- e. chercher et fournir de l'information, de l'orientation et du soutien relativement aux technologies émergentes;
- f. analyser et évaluer d'autres solutions technologiques possibles pour répondre aux besoins opérationnels;
- g. veiller à l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques;
- h. suivre les tendances de l'industrie pour veiller à ce que les solutions concordent avec les orientations technologiques du gouvernement et de l'industrie;
- i. effectuer des analyses d'incidence des changements technologiques;
- j. offrir un soutien aux équipes chargées des applications et (ou) du soutien technique en ce qui concerne la bonne utilisation de l'infrastructure en place;
- k. revoir la conception des applications et des programmes ou de l'infrastructure technique afin de veiller à ce qu'elle soit conforme aux normes établies et recommander des améliorations de rendement;
- l. évaluer la capacité du matériel et des logiciels à répondre à des exigences particulières et, en déterminant les surcharges éventuelles et réelles, recommander des modifications au matériel en vue d'améliorer le rendement du système;
- m. examiner les besoins relatifs aux systèmes logiciels et aux données, de même que les besoins en matière de communication et d'intervention, et déterminer les langages et les systèmes d'exploitation nécessaires à leur soutien;
- n. fournir de la documentation sur l'analyse des solutions proposées afin de cerner les lacunes et formuler des recommandations à l'AT;
- o. rédiger ou participer à la rédaction des documents relatifs aux besoins, à la faisabilité, aux coûts, à la conception et aux spécifications des systèmes;
- p. élaborer ou participer à l'élaboration des autres documents requis pour soutenir la conception et la mise en œuvre des systèmes (p. ex. le plan de mise en œuvre du système, le plan de soutien du cycle de vie, les procédures d'exploitation uniformisées, les évaluations des répercussions, l'analyse des options, les demandes de changements, les exigences d'interface du système, etc.);
- q. fournir un soutien de troisième niveau pour le SIC2FA lorsque l'AT le demande. Les fonctions incluent, sans s'y limiter, le travail avec les autres agences et membres du personnel (y compris les vendeurs de logiciels, le personnel de soutien et les autres membres du personnel technique au sein du ministère) afin de résoudre les problèmes techniques, mener des analyses, répondre aux questions et fournir des évaluations de l'incidence concernant les demandes de changement au système;
- r. planifier les mises à jour de la plateforme et des logiciels pour le SIC2FA. Les fonctions incluent, sans s'y limiter, le travail avec les membres de l'équipe et la consultation avec les autres agences et membres du personnel (y compris les vendeurs de logiciels, les autres équipes techniques au sein du ministère et les autres potentiels ministères gouvernementaux et agences), la vérification des exigences relatives au matériel, la documentation des étapes détaillées de mise en

œuvre de la mise à jour, la mise à l'essai, la participation aux réunions, la préparation des correspondances par courriel, l'essai de la mise à jour planifiée dans un environnement contrôlé, la création de rapports d'essai et la détermination des estimations des coûts et du temps;

- s. fournir des solutions d'analyse et d'ingénierie concernant les modifications au SIC2FA;
- t. travailler avec les processus fondés sur la BITI (ITIL) (c.-à-d., la gestion des incidents, la gestion des problèmes, la gestion du changement, la gestion des versions, la gestion du déploiement, etc.) à l'aide du système de GSTIE du MDN;
- u. effectuer d'autres spécialités associées au métier d'architecte technologique, telles que :
 - i. System Center Configuration Manager de Microsoft
 - ii. System Center Operations Manager de Microsoft
 - iii. SE de poste de travail de Microsoft Windows
 - iv. Microsoft Active Directory
 - v. Microsoft Exchange
 - vi. Microsoft App-V
 - vii. Services de fichiers et d'impression de Microsoft
 - viii. Suite Microsoft Office
 - ix. Microsoft WSUS
 - x. Services de poste de travail, y compris l'informatique de poste de travail virtuel
 - xi. Services d'accès à distance et informatique mobile
 - xii. Services de groupe de travail coopératifs
 - xiii. Autres spécialités relatives aux services d'informatique répartis
 - xiv. VMWare View ou Horizon View
 - xv. VMware vSphere
 - xvi. VMWare ThinApp et AppVolume
 - xvii. Services de répertoire X.500
 - xviii. Services de messagerie X.400
 - xix. SE Linux
 - xx. Les plateformes infonuagiques natives telles que Kubernetes, Pivotal Application Services, Docker et autres outils d'orchestration associés.

6 LIVRABLES

- 6.1 Les éléments livrables prendront la forme de services fournis à l'AT, ou à spn délégué, conformément au présent EDT et de produits découlant de ces services. Les éléments livrables généraux pour chaque volet de travail comprennent également :
 - a. des comptes rendus ou des présentations aux groupes de personnes sélectionnés par l'AT, au besoin;
 - b. des résumés des réunions et comptes rendus des communications entre l'entrepreneur et les groupes extérieurs à l'organisation du SIC2FA;
 - c. des recommandations à l'AT concernant l'avancement des travaux;

- i. plan de gestion du contrat : l'entrepreneur doit fournir un plan de gestion du contrat, 15 jours civils après l'attribution du contrat, qui doit comprendre une description des contrôles mis en place pour surveiller et superviser toutes les ressources.

7 LIEU DE PRESTATION DES SERVICES REQUIS

- 7.1 La plupart des services requis doivent être offerts sur place au 455, boulevard de la Carrière à Gatineau (Québec). Pour les ressources de l'entrepreneur nécessitant un accès sur place, le MDN fournira, selon la disponibilité, un nombre suffisant de locaux à bureaux, un ameublement de bureau à usage général ainsi que de l'équipement et des services de traitement automatique des données (unité centrale, clavier, écran et accès au réseau local de la division sous réserve du respect des exigences normales de sécurité).
- 7.2 Les ressources de l'entrepreneur chargé d'offrir des services à l'extérieur du site doivent être disposées à se rendre, au besoin, au site du MDN du 455, boulevard de la Carrière à Gatineau (au Québec) pour rencontrer l'AT ou son représentant désigné, permettre la gestion des projets, assister à des réunions, mettre à jour de l'information technique, présenter des éléments livrables, etc.

8 DÉPLACEMENT ET HÉBERGEMENT

- 8.1 Les ressources de l'entrepreneur qui se trouvent dans la région de la capitale nationale (RCN) peuvent être tenues de voyager à l'extérieur de la région de la capitale nationale pour exécuter les tâches qui leur incombent. Les lieux de travail en dehors de la RCN où les ressources de l'entrepreneur peuvent être affectées comprennent, sans toutefois s'y limiter :
 - a. Trenton en Ontario;
 - b. Winnipeg au Manitoba;
 - c. Bagotville au Québec;
 - d. Cold Lake en Alberta;
 - e. North Bay en Ontario;
 - f. Halifax en Nouvelle-Écosse;
 - g. Greenwood en Nouvelle-Écosse;
 - h. Comox en Colombie-Britannique.
- 8.2 Les ressources de l'entrepreneur qui se trouvent à l'extérieur de la RCN pourraient devoir s'y rendre dans le but d'assister à des réunions, à des séances d'information et à de la formation. Les lieux de travail en dehors de la RCN où les ressources de l'entrepreneur peuvent être affectées comprennent, sans toutefois s'y limiter :
 - a. Winnipeg au Manitoba;
 - b. Trenton en Ontario;
 - c. Mirabel au Québec.
- 8.3 Les exigences pour tout déplacement ou compte rendu de voyage seront décrites par l'AT. L'AT ou le représentant autorisé devra approuver par écrit au préalable tous les déplacements.

- 8.4 Des voyages à l'extérieur du Canada pourraient également être nécessaires; les ressources de l'entrepreneur doivent donc être en possession d'un passeport valide.

9 LIMITES ET CONTRAINTES

- 9.1 Pour accéder à certains renseignements, les ressources de l'entrepreneur doivent utiliser les installations du gouvernement du Canada situées dans la RCN ou les installations du MDN partout au Canada.
- 9.2 Les ressources de l'entrepreneur qui fournissent des services ne doivent pas relever directement de la fonction publique et elles ne doivent en aucun cas être des employés du MDN.
- 9.3 Pendant l'exécution du contrat, les ressources de l'entrepreneur ne doivent pas diriger une organisation ministérielle, ou le personnel d'un tiers avec lequel le Canada a passé ou compte passer un marché, en vue de l'exécution de toute action.
- 9.4 L'AT ou tout autre représentant ministériel autorisé doit avoir accès en tout temps aux travaux en cours et au lieu ou aux installations où tout élément des travaux est exécuté.
- 9.5 L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés n'utilisent pas les désignations, les logos et les insignes du gouvernement du Canada ou du MDN sur leurs cartes professionnelles, leur isoloir ou leur affiche de bureau ou encore leur correspondance écrite ou électronique, ce qui pourrait laisser sous-entendre que les ressources de l'entrepreneur sont des employés du Canada.

10 SOUTIEN DU MDN À L'ENTREPRENEUR

- 10.1 Pour aider l'entrepreneur à fournir les services requis, l'aide, le matériel et les renseignements suivants seront fournis s'ils sont disponibles et que l'AT ou le délégué juge bon de le faire :
- a. toutes les données et tous les documents disponibles comme les documents stratégiques, les directives, les instructions, les données sur le rendement, les documents techniques et les autres données jugées nécessaires par l'AT pour la prestation de services aux termes du présent contrat. Les documents comprennent, sans en exclure d'autres :
 - i. les documents liés aux spécifications des besoins du système (SBS),
 - ii. les documents de contrôle des interfaces (DCI),
 - iii. les documents de conception de systèmes (DCS),
 - iv. les documents sur l'architecture de référence (AR),
 - v. les documents sur la solution architecturale (SA),
 - vi. les procédures d'exploitation uniformisées (PEU),
 - vii. les guides d'utilisateur,
 - viii. les documents relatifs au concept d'opération,
 - ix. les documents sur le concept de soutien;
 - b. la consultation de l'AT et d'autres spécialistes du MDN que l'AT peut offrir;

- c. le ministère de la Défense nationale fournira un cours et du matériel d'introduction pour lesquels il est nécessaire d'effectuer le travail, lorsque le MDN est le fournisseur unique des informations requises;
 - d. d'autres renseignements, données et services d'aide disponibles et demandés par l'entrepreneur selon l'autorisation de l'AT.
- 10.2 Les ressources de l'entrepreneur savent que ce qui précède ne représente pas un engagement de la part du Canada et qu'elles ont l'entière responsabilité de fournir tous les services requis pour exécuter le présent contrat. Les ressources de l'entrepreneur doivent être en mesure de travailler de manière indépendante sur tous les aspects des services requis.

11 GESTION DU CONTRAT PAR L'ENTREPRENEUR

- 11.1 L'entrepreneur doit participer activement à la gestion globale de toutes les activités liées au présent EDT et assumer la responsabilité directe de la supervision et de la coordination efficaces du travail de son personnel, de manière à réduire au minimum le travail du MDN par rapport à la gestion des travaux demandés.
- 11.2 L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre du présent contrat, notamment de l'exhaustivité et de l'exactitude de ces travaux et de leur conformité à tous les règlements et à toutes les règles et pratiques exemplaires pertinentes en matière de sécurité et d'environnement.
- 11.3 Le gestionnaire du contrat et son personnel doivent tenir à jour une bibliothèque électronique des travaux en voie d'exécution, des produits livrés et des commentaires d'examen, et ils doivent effectuer un contrôle des versions.

12 RÉUNIONS

- 12.1 Les ressources de l'entrepreneur doivent effectuer tous les préparatifs nécessaires afin de participer activement aux réunions organisées par l'AT. Il peut s'agir de discussions informelles ou de présentations officielles que l'AT juge appropriées.
- 12.2 Sauf entente contraire entre l'AT et l'entrepreneur, toutes les réunions se dérouleront dans des installations de tiers ou dans des locaux fournis par le MDN. Lorsque la réunion doit se tenir dans les locaux de l'entrepreneur, celui-ci doit fournir toutes les installations ou ressources nécessaires, sans frais supplémentaires pour l'État.
- 12.3 À la demande de l'AT, les ressources de l'entrepreneur doivent préparer toutes les discussions et tous les comptes rendus des réunions et les lui remettre aux fins d'examen et d'approbation, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant chaque réunion.
- 12.4 Les ressources de l'entrepreneur devront tenir à jour un historique de toutes les réunions ainsi que de tous les changements successifs apportés aux mesures à prendre et le présenter à l'AT sur demande.
- 12.5 Ces réunions comprendront, entre autres :
- a. les réunions de l'équipe de gestion de la direction;
 - b. les réunions des sections ou des sous-sections;
 - c. les réunions sur la gestion de la configuration, du contrôle et du changement;
 - d. les réunions d'examen technique;

- e. les examens de la conception;
- f. les conférences;
- g. les colloques;
- h. les séances d'information;
- i. les groupes de travail;
- j. les groupes d'experts;
- k. les vidéoconférences;
- l. d'autres rassemblements définis par l'AT.

13 EXIGENCES LINGUISTIQUES

- 13.1 Les ressources de l'entrepreneur travailleront dans un environnement essentiellement anglophone et devront donc maîtriser l'anglais. Par « maîtriser », on entend que les personnes doivent être en mesure de communiquer oralement et par écrit sans aide et en commettant un minimum d'erreurs, ainsi que de lire et de comprendre des documents techniques rédigés en anglais.
- 13.2 B.14 Le rédacteur technique, niveau 3, devra être entièrement bilingue. Le rédacteur technique doit traduire la documentation technique en anglais vers le français et vice-versa.

APPENDICE C DE L'ANNEXE A – CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE – VOLET DE TRAVAIL 1

1 CRITÈRES OBLIGATOIRES

TERME	DÉFINITION
Environnement comparable	<p>i. Au moins 5 000 postes de travail Windows pris en charge à l'échelle nationale et internationale si ceux-ci font partie d'un réseau protégé, ou au moins 300 postes de travail Windows s'ils font partie d'un réseau classifié;</p> <p>. Au moins 50 serveurs fonctionnant sous Microsoft Windows (Windows 2008 ou une version ultérieure) pris en charge et situés dans au moins cinq (5) villes;</p> <p>i. Système d'exploitation pour poste de travail Microsoft Windows (Windows XP, Windows 7, Windows 10);</p> <p>ii. Hyperviseur VMWare vSphere 5.x et versions ultérieures.</p> <p>Remarque. Dans le cas des critères obligatoires, les chiffres réels doivent être fournis avec le CV.</p>
Réseau protégé	S'applique aux renseignements ou aux biens qui, s'ils sont compromis, risqueraient vraisemblablement de porter atteinte à un intérêt autre que l'intérêt national, c'est-à-dire à l'intérêt d'une personne ou d'une organisation.
Réseau classifié	S'applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient raisonnablement porter préjudice à l'intérêt national ainsi qu'à la défense et au maintien de la stabilité sociale, politique et économique du Canada s'ils étaient compromis.
Certification et accréditation	La certification constitue le processus d'évaluation, d'essai et d'examen des contrôles de sécurité qui ont été prédéterminés en fonction du type de données dans un système d'information. L'accréditation est une approbation écrite officielle pour le fonctionnement d'un système précis dans un environnement donné, tel que le documente le rapport de certification.
Évaluation et autorisation de sécurité (EAS)	Évaluation de la sécurité et autorisation : le processus qui permet de comprendre les risques associés à un système informatique, d'atténuer ces risques et de les gérer de façon cohérente et mesurable tout au long de son cycle de vie.
Environnement opérationnel	<p>Un ensemble de conditions, de circonstances et d'influences qui agissent sur les forces armées et sur les décisions du commandant de l'unité. En voici des exemples :</p> <p>a. environnement permissif – Environnement opérationnel dans lequel les forces armées et les forces de l'ordre du pays hôte contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, ainsi que l'intention et la capacité d'y contribuer.</p> <p>b. environnement incertain – Environnement opérationnel dans lequel les forces du gouvernement hôte, qu'elles s'opposent ou s'ouvrent aux opérations qu'une unité entend mener, ne contrôlent pas de façon totalement efficace le territoire et la population dans la zone opérationnelle prévue.</p> <p>c. environnement hostile – Environnement opérationnel dans lequel les forces hostiles contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, tout en ayant l'intention et la capacité d'intervenir efficacement ou de s'y opposer.</p>

VOLET 1 – Soutien au maintien des systèmes

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-1.	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-2.	La ressource proposée démontre avoir travaillé sur au moins cinq (5) projets* depuis dix (10) ans, dans lesquels elle a conçu des solutions en couches .NET au moyen des activités suivantes, pour chaque projet : i. analyse; . conception; i. planification; ii. mise en œuvre. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource doit y avoir travaillé pendant au moins un (1) mois.	
O-3.	La ressource proposée démontre avoir travaillé sur au moins deux (2) projets* depuis cinq (5) ans, dans lesquels elle a conçu** des applications au moyen des bases de données MS SQL Server, pour chaque projet*. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource doit y avoir travaillé pendant au moins un (1) mois. ** On entend ici une architecture réalisée par une analyse, une conception, une planification et une mise en œuvre en vue du développement et de l'exécution réussis d'une stratégie.	
O-4.	La ressource proposée démontre qu'elle possède au moins un (1) an d'expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, en architecture, en conception ou en développement de systèmes distribués et fonctionnant sur différents sites à l'intérieur et à l'extérieur d'un même réseau.	

B.3 Expert-conseil en affaires, niveau 2		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-5.	<p>La ressource proposée démontre posséder au moins sept (7) ans d'expérience combinée dans le développement des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Politiques stratégiques et stratégies de l'entreprise en matière de GI-TI ii. Exigences opérationnelles en matière de GI-TI iii. Plans d'activités stratégiques en matière de GI-TI iv. Accords stratégiques sur les niveaux de service de GI-TI, protocoles d'entente et plans de soutien matériel 	
O-6.	<p>La ressource proposée démontre une connaissance pratique des lois et des politiques suivantes, sur une période d'au moins un (1) an pour chacune :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. <i>Loi sur la défense nationale</i> ii. <i>Loi sur les Archives nationales du Canada</i> iii. <i>Loi sur l'accès à l'information</i> iv. <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> v. <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> vi. Politique de gestion de l'infrastructure à clé publique vii. Politique d'autorisation et d'authentification électroniques 	
O-7.	<p>La ressource proposée doit démontrer qu'elle a au moins un (1) an d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en soutien de gestion du changement, des incidents et de la configuration, conformément à la norme de la Bibliothèque pour l'infrastructure des technologies de l'information (BITI).</p>	

B.9 Développeur de didacticiels, niveau 3		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-8	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que développeur de didacticiels pour un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience en tant que développeur de didacticiels pour un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant que développeur de didacticiels pour un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-9	La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en développement de matériel de formation en GI-TI à partir de documents techniques et d'ingénierie et en tant qu'instructeur dans des formations.	
O-10	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise depuis cinq (5) ans, en soutien direct à une communauté d'utilisateurs faisant partie d'un réseau protégé ou d'un réseau classifié dans un environnement comparable* de GI-TI, tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation.	

B.12 Spécialiste en soutien des réseaux, niveau 2		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-11	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise dans les dix (10) dernières années, en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-12	La ressource proposée doit posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise depuis cinq (5) ans, en résolution de problèmes de coordination, d'installation, d'exploitation et de maintenance liés au matériel et de problèmes d'installation de logiciels.	
O-13	La ressource proposée doit posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise depuis cinq (5) ans, en tenue des dossiers, directement dans la base de données de gestion de la configuration (BDGC) Axios Assyst ou du Système d'information de la gestion des ressources de la défense (SIGRD), afin de maintenir l'exactitude des numéros de série du matériel, les emplacements, les dossiers de service, les ententes de maintenance, les garanties, les schémas de câblage et les procédures d'élimination.	

B.12 Spécialiste en soutien des réseaux, niveau 3		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-14	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-15	La ressource proposée doit posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en résolution de problèmes de coordination, d'installation, d'exploitation et de maintenance liés au matériel et de problèmes d'installation de logiciels.	
O-16	La ressource proposée doit posséder au moins trois (3) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en tenue des dossiers, directement dans la BDGC Axios Assyst ou le SIGRD, afin de maintenir l'exactitude des numéros de série du matériel, les emplacements, les dossiers de service, les ententes de maintenance, les garanties, les schémas de câblage et les procédures d'élimination.	

C.3 Analyste de la certification et de l'accréditation (C et A), ainsi que des évaluations de la menace et des risques (EMR) en sécurité des technologies de l'information (TI), niveau 3

No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-17	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste en sécurité des TI dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste en sécurité des TI dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant qu'analyste en sécurité des TI dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-18	La ressource proposée doit posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en préparation de documents sur la C et A et l'EAS, notamment les évaluations de l'EMR conformément aux politiques de sécurité du gouvernement du Canada, telles que les méthodes approuvées du MDN, de la GRC et du CSTC.	
O-19	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en documentation des ordonnances de sécurité relatives aux TI et en documentation des politiques, des procédures et des essais liés aux mesures d'urgence informatique.	
O-20	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en évaluation des risques et en mises à l'essai du système de traitement des données pour garantir le bon déroulement du traitement des données et des mesures de sécurité.	

I.9 Administrateur de système, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-21	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise dans les dix (10) dernières années, en tant qu'administrateur de système ayant suivi une formation homologuée par le fabricant du matériel en gestion ou en soutien VMWare ou Cisco Nexus dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-22	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en tant qu'administrateur de système ou de réseau pour un réseau protégé ou un réseau classifié.	
O-23	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins trois (3) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en tant qu'administrateur de système, au cours desquelles elle aura planifié, géré et déployé d'importantes applications de GI-TI, des mises à jour et des mises à niveau, comme les ensembles de services, des correctifs de sécurité et des produits antivirus.	

I.9 Administrateur de système, niveau 3		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-24	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant qu'administrateur de système ayant suivi une formation homologuée par le fabricant du matériel en gestion ou en soutien VMWare ou Cisco Nexus dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-25	La ressource proposée doit avoir au moins quatre (4) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'administrateur de système ou de réseau pour un réseau protégé ou un réseau classifié.	
O-26	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en tant qu'administrateur de système, au cours desquelles elle aura planifié, géré et déployé d'importantes applications de GI-TI, des mises à jour et des mises à niveau, comme les ensembles de services, des correctifs de sécurité et des produits antivirus dans un environnement comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	

I.11 Architecte technologique, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-27	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-28	La ressource proposée doit détenir une certification dans le domaine de la virtualisation des centres de données (DCV) ou de la gestion du nuage et de l'automatisation (CMA) avec VMware Certified Professional (VCP-DCV ou VCP-CMA) OU détenir une certification professionnelle de Cisco (CCNP) dans le domaine de l'infonuagique, des centres de données ou du routage et de la commutation, ou une certification équivalente.	
O-29	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un réseau protégé ou un réseau classifié nécessitant des interventions urgentes auprès des utilisateurs et des décideurs.	

P.1 Expert-conseil en gestion du changement, niveau 3		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-30	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'expert-conseil en gestion du changement dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'expert-conseil en gestion du changement dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder huit (8) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant qu'expert-conseil en gestion du changement dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-11	La ressource proposée doit démontrer qu'elle a au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en soutien de gestion du changement et de la configuration au moyen d'outils conformes à la norme de la BITI, reposant sur une base de données relationnelle de gestion de la configuration.	
O-32	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, en gestion de déploiement de logiciels et en préparation de documents relatifs à ces derniers.	

P.6 Administrateur de projet, niveau 3		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-33	La ressource proposée doit posséder au moins dix (10) ans d'expérience combinée en soutien administratif aux équipes de projet et en coordination des activités du projet.	
O-34	La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en suivi des enveloppes de financement et des dépenses.	
O-35	La ressource proposée doit avoir au moins dix (10) ans d'expérience en préparation de correspondance interne et externe à l'aide de modèles.	

P.7 Coordonnateur de projet, niveau 3		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-36	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que coordonnateur de projet ou gestionnaire du soutien en service dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU détenir une certification de professionnel de la gestion de projet (PGP) et posséder au moins dix (10) ans d'expérience combinée en gestion de projets dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-37	La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en gestion de la mise en œuvre d'un soutien en service dans un réseau protégé ou un réseau classifié.	
O-382	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée en suivi et en coordination des demandes de modification de contrat et en autorisation de tâches.	

P.11 Spécialiste/analyste en assurance de la qualité, niveau 2		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-39	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en génie ou en informatique et avoir au moins trente (30) mois d'expérience en assurance de la qualité OU détenir un certificat d'études collégiales en informatique et posséder au moins quarante-deux (42) mois d'expérience en assurance de la qualité OU détenir un diplôme d'études secondaires et avoir au moins soixante (60) mois d'expérience en assurance de la qualité.	
O-40	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins quatre-vingts (80) mois d'expérience de travail combinée en développement et en exécution de scripts et de protocoles de test reposant sur les exigences du système, ainsi qu'en révision de documents portant sur la conception du système afin de déterminer les exigences des tests. Pouvoir déterminer les problèmes liés aux logiciels (bogues) et en faire le suivi et la consignation.	
O-413	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins trente-six (36) mois d'expérience combinée, acquise dans les soixante (60) derniers mois, pour au moins trois (3) des six catégories suivantes : i. SQL Server 2008/2012/2014/2016/2017, ou Oracle; ii. Visual Studio 2008/2012/2013/2015/2017; iii. .NET Framework 3.5 ou version ultérieure, ou .NET Core 2.0 ou version ultérieure; iv. Outils d'essai comme SoapUI, Postman ou JMeter; v. HTML, AJAX, Telerik Control Toolkit ou KENDO UI; vi. Team Foundation Server (TFS), DevOps, Git ou SVN.	
O-42	La ressource proposée doit démontrer clairement qu'elle possède au moins trente-six (36) mois d'expérience professionnelle combinée en établissement de procédures d'essai de logiciels, en essais d'intégration et en essais de régression, tout en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures de mise à l'essai.	
O-43	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins trente-six (36) mois, acquise au cours des soixante-douze (72) derniers mois, en utilisation d'outils de mise à l'essai populaires afin d'automatiser les essais, comme l'outil UI Coded Test de Team Foundation Server.	

2 CRITÈRES COTÉS

VOLET 1 – Soutien au maintien des systèmes

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-1	<p>La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience de travail dans un projet* de conception de système au moyen des modèles d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Client-serveur; ii. Axé sur les données; iii. Axé sur les événements; iv. En couches; v. Poste à poste; vi. Transfert d'état représentationnel; vii. Basé sur des règles; ou viii. Axé sur le service. <p>* Pour que ce projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins trois (3) mois.</p>	4	1 point par modèle		
C-2	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) dans le domaine de la conception et du développement de bases de données relationnelles d'entreprise au moyen de SQL Server, ainsi que dans le développement de logiciels dans ASP.Net et C#.</p>	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-3	<p>La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement d'architectures à l'appui de logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; iii. Joint Mission Planning System (JMPS); iv. Portable Flight Planning System (PFPS); v. FalconView; (6) Coalition Shared Database (CSD); vi. Réquisition/acquisition d'avions; Air Force Master Interface System (AFMIS). 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 4 ans = 3 points</p>		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

B.3 Expert-conseil en affaires, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-4	La ressource proposée possède un diplôme de premier ou de deuxième cycle dans un domaine pertinent émanant d'un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu.	3	Diplôme de premier cycle = 2 points Diplôme de deuxième cycle = 3 points		
C-5	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans la possession et l'application des connaissances suivantes : i. Principes de gestion des ressources; ii. Principes de gestion de projets; iii. Tendances et produits en matière de GI-TI.	4	1 point par année		
C-6	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans l'exécution de ce qui suit : i. Effectuer des recherches dans de gros documents, tels que des politiques stratégiques, des dossiers de mise en œuvre de projets d'équipement et des rapports financiers, les étudier et les analyser, puis formuler des recommandations. ii. Effectuer des tâches de secrétariat pour soutenir les comités et les groupes de travail. iii. Communiquer oralement et par écrit avec les cadres supérieurs. iv. Rédiger des ébauches de documents politiques.	4	1 point par année		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

B.9 Développeur de didacticiels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-7	<p>La ressource proposée possède une expérience, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans le domaine du soutien à la formation pour les logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; ii. C2PC; v. Joint Mission Planning System (JMPS); vi. Portable Flight Planning System (PFPS); iii. FalconView; vii. Coalition Shared Database (CSD); iii. Ocean FlightPro; viii. Outil de planification aérospatiale (APT); iv. Demandes d'effectif (RFE); ix. Air Force Master Interface System (AFMIS). 	6	(1 point par système)		
C-8	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans domaine du soutien à la formation pour les systèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. DAFIF; ii. Weather Common Component, ou FalconView Weather; iii. Système d'avertissement et d'alarme d'impact; iv. Système d'avertissement et d'alarme d'impact (TAWS); v. BirdDog; ou tout autre système de planification de mission. 	3	(1 point par système)		
Minimum de points =		4	Total des points =		
Maximum de points =		9			

B.12 Spécialiste en soutien des réseaux, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-9	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de travail dans un environnement classifié, dans la manipulation de matériel COMSEC, y compris du matériel TEMPEST conforme aux normes TACLANE et EMSEC.	3	1 point par année		
C-10	La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans la création et la maintenance d'une bibliothèque permanente de logiciels (BPL).	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
C-11	La ressource proposée possède une expérience combinée dans la maintenance du matériel C2IS et la résolution des défaillances du matériel informatique et des logiciels et d'autres problèmes liés à leur distribution, à leur installation et à leur configuration en assurant la liaison avec les fournisseurs, d'autres ministères, les GCVN et les services de GI-TI du MDN.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 3 ans = 3 points		
C-12	La ressource proposée détient une certification de la BITI (ITIL) et possède une expérience combinée correspondante dans la mise en œuvre de capacités de GSTI à l'appui des systèmes et des services opérationnels. L'ITIL est une marque de commerce déposée et contrôlée à l'échelle internationale ainsi qu'une marque communautaire « déposée » de l'Office of Government Commerce. C'est aussi une marque déposée auprès du Patent and Trademark Office des États-Unis.	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

B.12 Spécialiste en soutien des réseaux, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-13	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de travail dans un environnement classifié, dans la manipulation de matériel (COMSEC), y compris du matériel conforme aux normes de chiffrement TACLANE et de sécurité des émissions (EMSEC).	3	1 point par année		
C-14	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans la création et la maintenance d'une bibliothèque permanente de logiciels (BPL).	2	≥ 3 ans = 1 point ≥ 5 ans = 2 points		
C-15	La ressource proposée possède au moins trois (3) ans d'expérience combinée dans la maintenance du matériel C2IS et la résolution des défaillances du matériel informatique et des logiciels et d'autres problèmes liés à leur distribution, à leur installation et à leur configuration en assurant la liaison avec les fournisseurs, d'autres ministères, les GCVM et les services de GI-TI du MDN.	3	≥ 3 ans = 1 point ≥ 4 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-16	La ressource proposée détient une certification de la BITI (ITIL) et possède une expérience combinée correspondante dans la mise en œuvre de capacités de GSTI à l'appui des systèmes et des services opérationnels. L'ITIL est une marque de commerce déposée et contrôlée à l'échelle internationale ainsi qu'une marque communautaire « déposée » de l'Office of Government Commerce. C'est aussi une marque déposée auprès du Patent and Trademark Office des États-Unis.	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

C.3 Analyste de la certification et de l'accréditation (C et A), ainsi que des évaluations de la menace et des risques (EMR) en sécurité des technologies de l'information (TI), niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-17	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-18	La ressource proposée détient une certification de professionnel agréé en sécurité des systèmes d'information (CISSP) et une expérience combinée correspondante en sécurité des systèmes d'information.	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		
C-19	La ressource proposée a prouvé qu'elle a suivi au moins un (1) programme d'évaluation et d'autorisation de sécurité (E et AS) (ou de C et A) au cours des trois (3) dernières années, conformément aux procédures approuvées par le gouvernement du Canada. Tout autre programme de C et A ou d'E et AS complet ou de recyclage réalisé au cours des dix (10) dernières années procurera des points supplémentaires.	5	1 programme d'E et AS ou de C et A 3 points Programme supplémentaire 1 point chacun		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

I.9 Administrateur de système, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-20	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-21	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience, acquise au cours des trois (3) dernières années, en tant qu'administrateur de système avec : i. Windows 7 ou une configuration d'ordinateur de bureau plus récente; ii. VMWare Horizon v.6.x; iii. Windows Server 2012 ou une configuration plus récente; iv. Configuration de routeurs CISCO; VMWare VSphere V5.X et VCentre V5.x ou plus récent; v. Comm Vault; vi. Stockage SAN NetApp.	5	(1 point par système)		
C-22	La ressource proposée possède une expérience combinée dans la mise en place et la maintenance de services Active Directory.	3	1 point par année		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

I.9 Administrateur de système, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-23	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-24	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience, acquise au cours des trois (3) dernières années, en tant qu'administrateur de système avec : i. Windows 7 ou une configuration d'ordinateur de bureau plus récente; ii. VMWare Horizon v.6.x; iii. Windows Server 2012 ou une configuration plus récente; iv. Configuration de routeurs CISCO; v. VMWare VSphere V5.X et VCentre V5.x ou plus récent; vi. Comm Vault; vi. Stockage SAN NetApp.	5	(1 point par système)		
C-25	La ressource proposée possède une expérience combinée dans la mise en place et la maintenance de services Active Directory.	3	1 point par année		

I.9 Administrateur de système, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-26	<p>La ressource proposée possède une expérience, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans le domaine du soutien des logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; vii. C2PC; viii. Joint Mission Planning System (JMPS); ix. Portable Flight Planning System (PFPS); x. FalconView; xi. Coalition Shared Database (CSD); . Ocean FlightPro; xii. Outil de planification aérospatiale (APT); xiii. Demandes d'effectif (RFE); xiv. Air Force Master Interface System (AFMIS); 	3	(1 point par système)		
Minimum de points =		7	Total des points =		
Maximum de points =		14			

I.11 Architecte technologique, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-27	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-28	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la conception et la mise en œuvre de systèmes liés à au moins cinq (5) des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Gestion et surveillance des systèmes; ii. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); iii. Services d'annuaire; iv. Services de courrier électronique et de messagerie; v. Services de fichiers et d'impression/de gestion des impressions; services de groupe de travail coopératifs; vi. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; vii. Plates-formes de gestion du nuage; viii. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives; ix. Mise en réseau définie par logiciel dans les centres de données; x. Architecture Cisco Nexus; xi. Liaisons de données tactiques; i. Vidéo plein écran; ii. HAIPE. 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 3 points ≥ 5 ans = 5 points</p>		

I.11 Architecte technologique, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-29	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de l'utilisation d'un (1) ou de plusieurs des cadres d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Sherwood Applied Business Security Architecture (SASBA); ii. The Open Group Architectural Framework (TOGAF); iii. Department of Defense Architecture Framework, Cadre d'architecture du ministère de la Défense nationale (CAMDN), cadre d'architecture du ministère de la Défense ou cadre d'architecture de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; iii. ISO 19439. 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

P.1 Expert-conseil en gestion du changement, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-30	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans le développement et la surveillance de la mise en œuvre de plans de gestion du changement pratiques et exhaustifs dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
C-31	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des quatre (4) dernières années, dans la gestion ou la création de demandes dans l'outil de gestion du changement Axios Assyst.	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
C-32	<p>La ressource proposée possède une expérience de la gestion du changement dans le cadre de projets* liés à l'un des systèmes suivants ou à l'appui de tels systèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Système d'information de commandement et de contrôle de la Force aérienne (SIC2FA); ii. Infrastructure de réseau secret consolidé (IRSC); iii. Commandement et contrôle de l'interopérabilité alliée de la Défense (DC2AI); iv. Système de soutien du commandement de la Force terrestre (SSCFT); v. Système d'exploitation des informations opérationnelles du Commandement maritime (MCOIN). <p>* Pour que le projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins six (6) mois, et il doit avoir touché plus de 100 utilisateurs.</p>	4	1 point par projet		
C-33	La ressource proposée doit détenir une certification de la BITI (ITIL) et posséder une expérience combinée correspondante dans la mise en œuvre de capacités de GSTI à	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		

P.1 Expert-conseil en gestion du changement, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
	l'appui des systèmes et des services opérationnels. L'ITIL est une marque de commerce déposée et contrôlée à l'échelle internationale ainsi qu'une marque communautaire « déposée » de l'Office of Government Commerce. C'est aussi une marque déposée auprès du Patent and Trademark Office des États-Unis.				
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

P.6 Administrateur de projet, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-34	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée des tâches d'administration de SharePoint, ainsi que des formules et fonctions avancées de Microsoft Excel.	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
C-35	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de la saisie de données, de la récupération de rapports ou de la consultation du Système d'information de la gestion des ressources de la défense (SIGRD), de ClaimsX, de CCM Mercury et du système de voyages HRG.	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
Minimum de points =		2	Total des points =		
Maximum de points =		4			

P.7 Coordonnateur de projet, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-36	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de travail dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-37	La ressource proposée possède une certification officielle en gestion de projet (PMP ou maîtrise) et une expérience combinée correspondante en gestion de projets de systèmes d'information.	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		
C-38	La ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience combinée comme coordonnateur de projet et spécialiste de la mise en œuvre de projets dans un environnement militaire opérationnel.	5	≥ 5 ans = 3 points ≥ 7 ans = 5 points		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

P.11 Spécialiste et analyste en assurance de la qualité, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-39	La ressource proposée détient un baccalauréat ou une maîtrise en génie, en informatique ou dans un autre domaine connexe d'un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu.	3	Baccalauréat = 2 points Maîtrise = 3 points		
C-40	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins quatre-vingts (80) mois, acquise au cours des cent soixante (160) derniers mois, dans l'essai, l'identification, l'enregistrement et le suivi des problèmes logiciels (bogues) en fonction des exigences de système, des cas d'utilisation et de la documentation de conception de système, et ce, en respectant une méthodologie de développement de système.	5	< 80 mois = 0 point ≥ 80 mois = 1 point ≥ 96 mois = 2 points ≥ 108 mois = 3 points ≥ 120 mois = 5 points		
C-41	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins trente-six (36) mois, acquise au cours des cent vingt (120) derniers mois, dans chacune des six (6) catégories suivantes : i. SQL Server 2008/2012/2014/2016/2017 ou Oracle; ii. Visual Studio 2008/2012/2013/2015/2017; iii. .net Framework 3.5 ou une version plus récente, ou .net Core 2.0 ou version plus récente; iv. Outils d'essai comme SoapUI, Postman ou JMeter; v. HTML, AJAX, Telerik Control Toolkit ou KENDO UI; SQL Server 2008/2012/2014/2016/2017 ou Oracle; vi. Team Foundation Server (TFS), DevOps, Git ou SVN.	10	< 36 mois = 0 point ≥ 36 mois = 2 points ≥ 48 mois = 3 points ≥ 60 mois = 5 points ≥ 72 mois = 7 points ≥ 84 mois = 10 points		

P.11 Spécialiste et analyste en assurance de la qualité, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-42	<p>La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins trois (3) mois d'expérience, acquise au cours des soixante (60) derniers mois, dans les systèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. GCCS-J/M/N/I3; ii. NAPPIC; iii. Joint Mission Planning System (JMPS); iv. Portable Flight Planning Software (PFPS); v. M2S; vi. Réquisition/acquisition d'avions; vii. SAFTE-FAST; viii. Trousse d'assaut tactique (TAK). 	5	<p>< 2 systèmes = 0 point ≥ 2 systèmes = 1 point ≥ 3 systèmes = 2 points ≥ 4 systèmes = 3 points ≥ 5 systèmes = 4 points ≥ 6 systèmes = 5 points</p>		
C-43	<p>La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins trente-six (36) mois, acquise au cours des quatre-vingts (80) derniers mois, dans l'utilisation d'outils de mise à l'essai populaires afin d'automatiser les essais, comme l'outil UI Coded Test de Team Foundation Server.</p>	5	<p>< 36 mois = 0 point ≥ 36 mois = 1 point ≥ 48 mois = 3 points ≥ 60 mois = 5 points</p>		
Minimum de points =		12	Total des points =		
Maximum de points =		28			

APPENDICE C DE L'ANNEXE A – CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE – VOLET DE TRAVAIL 2

1 CRITÈRES OBLIGATOIRES

TERME	DÉFINITION
Environnement comparable	<p>i. Au moins 5 000 postes de travail Windows pris en charge à l'échelle nationale et internationale si ceux-ci font partie d'un réseau protégé, ou au moins 300 postes de travail Windows s'ils font partie d'un réseau classifié;</p> <p>. Au moins 50 serveurs fonctionnant sous Microsoft Windows (Windows 2008 ou une version ultérieure) pris en charge et situés dans au moins cinq (5) villes;</p> <p>i. Système d'exploitation pour poste de travail Microsoft Windows (Windows XP, Windows 7, Windows 10);</p> <p>ii. Hyperviseur VMWare vSphere 5.x et versions ultérieures.</p> <p>Remarque. Dans le cas des critères obligatoires, les chiffres réels doivent être fournis avec le CV.</p>
Réseau protégé	S'applique aux renseignements ou aux biens qui, s'ils sont compromis, risqueraient vraisemblablement de porter atteinte à un intérêt autre que l'intérêt national, c'est-à-dire à l'intérêt d'une personne ou d'une organisation.
Réseau classifié	S'applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient raisonnablement porter préjudice à l'intérêt national ainsi qu'à la défense et au maintien de la stabilité sociale, politique et économique du Canada s'ils étaient compromis.
Certification et accréditation	La certification constitue le processus d'évaluation, d'essai et d'examen des contrôles de sécurité qui ont été prédéterminés en fonction du type de données dans un système d'information. L'accréditation est une approbation écrite officielle pour le fonctionnement d'un système précis dans un environnement donné, tel que le documente le rapport de certification.
Évaluation et autorisation de sécurité (EAS)	Évaluation de la sécurité et autorisation : le processus qui permet de comprendre les risques associés à un système informatique, d'atténuer ces risques et de les gérer de façon cohérente et mesurable tout au long de son cycle de vie.
Environnement opérationnel	<p>Un ensemble de conditions, de circonstances et d'influences qui agissent sur les forces armées et sur les décisions du commandant de l'unité. En voici des exemples :</p> <p>a. environnement permissif – Environnement opérationnel dans lequel les forces armées et les forces de l'ordre du pays hôte contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, ainsi que l'intention et la capacité d'y contribuer.</p> <p>b. environnement incertain – Environnement opérationnel dans lequel les forces du gouvernement hôte, qu'elles s'opposent ou s'ouvrent aux opérations qu'une unité entend mener, ne contrôlent pas de façon totalement efficace le territoire et la population dans la zone opérationnelle prévue.</p> <p>c. environnement hostile – Environnement opérationnel dans lequel les forces hostiles contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, tout en ayant l'intention et la capacité d'intervenir efficacement ou de s'y opposer.</p>

VOLET 2 – Génie des systèmes et soutien à l'intégration

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 2		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-1	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en tant que développeur ou architecte de logiciel ayant procédé au développement ou à la maintenance de logiciels dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-2	La ressource proposée démontre avoir travaillé sur au moins un (1) projet* depuis cinq (5) ans, dans lequel elle a conçu des solutions en couches .NET au moyen des activités suivantes : i. analyse; ii. conception; i. planification; ii. mise en œuvre. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource doit y avoir travaillé pendant au moins un (1) mois.	
O-3	La ressource proposée démontre avoir travaillé sur au moins un (1) projet* depuis cinq (5) ans, dans lequel elle a conçu (architecture, conception et développement) des applications au moyen des bases de données MS SQL Server. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource doit y avoir travaillé pendant au moins un (1) mois.	
O-4	La ressource proposée démontre qu'elle possède au moins six (6) mois d'expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, en architecture, en conception ou en développement de systèmes distribués et fonctionnant sur différents sites à l'intérieur et à l'extérieur d'un même réseau.	

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-5	<p>La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).</p>	
O-6	<p>La ressource proposée possède au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise au cours de trois (3) projets* dans lesquels elle a travaillé avec chacun des langages de programmation suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. C# .net; ii. SQL sur MS SQL, Oracle ou DB2; iii. XML ou JSON; iv. HTML et CSS; v. JavaScript ou JQuery. <p>* Pour que ce projet soit évalué selon l'expérience, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins trois (3) mois.</p>	
O-7	<p>La ressource a travaillé sur au moins un (1) projet* depuis cinq (5) ans, dans lequel elle a développé des applications au moyen du cadre modèle-vue-contrôleur.</p> <p>* Pour que ce projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins six (6) mois.</p>	

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 3		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-8	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise au cours des quinze (15) dernières années, en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-9	La ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise au cours de quatre (4) projets* dans lesquels elle a travaillé avec chacun des langages de programmation suivants : i. C# .net; ii. SQL sur MS SQL, Oracle ou DB2; iii. XML ou JSON; iv. HTML et CSS; v. JavaScript ou JQuery. * Pour que ce projet soit évalué selon l'expérience, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins trois (3) mois.	
O-10	La ressource a travaillé sur au moins deux (2) projets* depuis cinq (5) ans, dans lesquels elle a développé des applications au moyen du cadre modèle-vue-contrôleur. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins six (6) mois.	

A.8 Analyste des systèmes, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-11	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-12	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les six (6) dernières années, en soutien à la mise en œuvre de projets liés à des logiciels de GI-TI mettant en jeu des services de réseau protégé ou de réseau classifié.	
O-13	La ressource proposée doit avoir au moins un (1) an d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en conception d'interfaces pour l'intégration de diverses applications dans les plateformes du logiciel et de l'hyperviseur.	

A.8 Analyste des systèmes, niveau 3		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-14	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-15	La ressource proposée doit avoir au moins quatre (4) ans d'expérience combinée, acquise au cours des huit (8) dernières années, en soutien à la mise en œuvre de projets liés à des logiciels de GI-TI mettant en jeu des services de réseau protégé ou de réseau classifié.	
O-16	La ressource proposée doit avoir au moins trois (3) ans d'expérience combinée, acquise dans les dix (10) dernières années, en conception d'interfaces pour l'intégration de diverses applications dans les plateformes du logiciel et de l'hyperviseur.	

A.11 Testeur, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-17	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant que testeur dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant que testeur dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant que testeur dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-18	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux (2) ans d'expérience professionnelle combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en établissement de procédures pour les essais unitaires*, les essais d'intégration et les essais de régression du logiciel, en se concentrant sur l'automatisation des procédures d'essai. * Les essais unitaires sont de courts fragments de code qu'utilisent les testeurs pendant le processus de développement pour s'assurer que le code respecte la conception souhaitée et fonctionne comme prévu.	
O-19	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux (2) ans d'expérience professionnelle combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en exécution de scripts servant à l'essai du système et de protocoles de test, et en consignation des résultats de ces essais.	

B.6 Analyste des systèmes opérationnels, niveau 3		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-20	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue dans une discipline pertinente en administration des affaires, en informatique ou en génie, et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes opérationnels dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-21	La ressource proposée par le soumissionnaire doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise dans les dix (10) dernières années, en analyse des exigences fonctionnelles et opérationnelles afin de dégager les données, les procédures et les flux décisionnels concernant les initiatives de transformation opérationnelle de GI-TI.	
O-22	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins trois (3) ans d'expérience combinée en analyse des exigences, en rédaction de documents complexes, en organisation de réunions d'information à l'intention de la haute direction* ou en relations avec des intervenants. * Par « haute direction », on entend l'échelon des directeurs et des colonels et les échelons supérieurs.	

B.14 Rédacteur technique, niveau 3		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-23	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que rédacteur technique dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant que rédacteur technique dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant que rédacteur technique dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-24	La ressource proposée doit avoir au moins quatre (4) ans d'expérience combinée, acquise au cours des huit (8) dernières années, en tant que rédacteur technique en traduction de documents techniques de l'anglais vers le français, et inversement.	
O-25	La ressource proposée doit posséder au moins trois (3) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en rédaction ou en révision de documents techniques et de gestion de projets, tels que : des modèles de produits livrables de projet, des arrêtés de projet, des leçons apprises, des concepts d'opération et des spécifications relatives aux exigences et à la conception de système.	

I.11 Architecte technologique, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-26	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-27	La ressource proposée doit détenir une certification dans le domaine de la virtualisation des centres de données (DCV) ou de la gestion du nuage et de l'automatisation (CMA) avec VMware Certified Professional (VCP-DCV ou VCP-CMA) OU détenir une certification professionnelle de Cisco (CCNP) dans le domaine de l'infonuagique, des centres de données ou du routage et de la commutation, ou une certification équivalente.	
O-28	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise depuis cinq (5) ans, en tant qu'architecte technologique dans un réseau protégé ou un réseau classifié.	

I.11 Architecte technologique, niveau 3		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-29	La ressource proposée doit détenir un baccalauréat d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise au cours des quinze (15) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	
O-30	La ressource proposée doit détenir une certification dans le domaine de la virtualisation des centres de données (DCV) ou de la gestion du nuage et de l'automatisation (CMA) avec VMware Certified Professional (VCP-DCV ou VCP-CMA) OU détenir une certification professionnelle de Cisco (CCNP) dans le domaine de l'infonuagique, des centres de données ou du routage et de la commutation.	
O-31	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède quatre (4) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un environnement de réseau protégé ou de réseau classifié.	

2 CRITÈRES COTÉS

VOLET 2 – Génie des systèmes et soutien à l'intégration

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-1	<p>La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience de travail dans un projet* de conception de système au moyen des modèles d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Client-serveur; ii. Axé sur les données; iii. Axé sur les événements; iv. En couches; v. Poste à poste; vi. Transfert d'état représentationnel; vii. Basé sur des règles; ou viii. Axé sur le service. <p>* Pour que ce projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins trois (3) mois.</p>	4	1 point par modèle		
C-2	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) dans le domaine de la conception et du développement de bases de données relationnelles d'entreprise au moyen de SQL Server, ainsi que dans le développement de logiciels dans ASP.Net et C#.</p>	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		

C-3	<p>La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans le développement d'architectures à l'appui de logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; iii. C2PC; iv. Joint Mission Planning System (JMPS); v. Portable Flight Planning System (PFPS); vi. FalconView; 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		
-----	---	---	---	--	--

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
	vii. Coalition Shared Database (CSD); viii. Ocean FlightPro; ix. Outil de planification aérospatiale (APT); x. Demandes d'effectif (RFE); xi. Air Force Master Interface System (AFMIS); xii. Trousse d'assaut tactique (TAK).				
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-4	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans le développement de requêtes, de procédures stockées et de fonctions Transact-SQL, ainsi que dans l'optimisation des performances des bases de données au moyen de SQL Server, pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-5	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans le développement d'applications Web à l'aide de HTML 5 et de JavaScript.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-6	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des huit (8) dernières années, dans le développement ou l'intégration de services* dans le cadre de la conception d'applications d'une solution .Net, ainsi que dans le développement de logiciels dans .Net et C# pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation). * Par services, on entend une combinaison de programmes et de données qui sont mis à disposition des utilisateurs ou d'autres programmes connectés à partir d'un serveur d'entreprise.	4	1 point par année		
Minimum de points =		5	Total des points =		
Maximum de points =		10			

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-7	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans le développement de requêtes, de procédures stockées et de fonctions Transact-SQL, ainsi que dans l'optimisation des performances des bases de données au moyen de SQL Server, pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
C-8	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans le développement d'applications Web à l'aide de HTML 5 et de JavaScript.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
C-9	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement ou l'intégration de services* dans le cadre de la conception d'applications d'une solution .Net, ainsi que dans le développement de logiciels dans .Net et C# pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation). * Par services, on entend une combinaison de programmes et de données qui sont mis à disposition des utilisateurs ou d'autres programmes connectés à partir d'un serveur d'entreprise.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-10	La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement ou l'intégration de logiciels spécialisés de la Force aérienne : i. NAPPIC; ii. GCCS-J; iii. C2PC; iv. Joint Mission Planning System (JMPS); v. Portable Flight Planning System (PFPS);	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
	vi. FalconView; vii. Coalition Shared Database (CSD); viii. Ocean FlightPro; ix. Outil de planification aérospatiale (APT); x. Demandes d'effectif (RFE); xi. Air Force Master Interface System (AFMIS); xii. Trousse d'assaut tactique (TAK).				
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

A.8 Analyste de systèmes, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-11	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans le développement et la mise en œuvre d'applications et de plates-formes logicielles à l'aide d'au moins 3 des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); i. Services d'annuaire; ii. Services de groupe de travail coopératifs; iii. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; iv. Plates-formes de gestion du nuage; v. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives. 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 3 points ≥ 5 ans = 5 points</p>		
C-12	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la rédaction de documentation technique et de documentation d'ingénierie des systèmes (p. ex., conception, plans d'essai, mise en œuvre, documents) pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).</p>	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		

A.8 Analyste de systèmes, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-13	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la mise à l'essai, l'analyse, l'étude ou la planification d'une migration ou d'une intégration d'un produit nouveau ou existant dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

A.8 Analyste de systèmes, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-14	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans le développement et la mise en œuvre d'applications et de plates-formes logicielles à l'aide d'au moins 5 des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); ii. Services d'annuaire; ii. Services de groupe de travail coopératifs; iii. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; iv. Plates-formes de gestion du nuage; v. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives. 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		
C-15	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la rédaction de documentation technique et de documentation d'ingénierie des systèmes (p. ex., conception, plans d'essai, mise en œuvre, documents) pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).</p>	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points</p>		

A.8 Analyste de systèmes, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-16	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la mise à l'essai, l'analyse, l'étude ou la planification d'une migration ou d'une intégration d'un produit nouveau ou existant dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
C-17	La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement ou l'intégration de logiciels spécialisés de la Force aérienne : i. NAPPIC ; xiii. GCCS-J; xiv. C2PC; xv. Joint Mission Planning System (JMPS); xvi. Portable Flight Planning System (PFPS); xvii. FalconView; xviii. Coalition Shared Database (CSD); ii. Ocean FlightPro; xix. Outil de planification aérospatiale (APT); xx. Demandes d'effectif (RFE); xxi. Air Force Master Interface System (AFMIS); iii. Trousse d'appui tactique (TAK)	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
Minimum de points =		7	Total des points =		
Maximum de points =		14			

A.11 Testeur, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-18	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée , acquise au cours des sept (7) dernières années, dans la conversion d'exigences opérationnelles en plans de mise à l'essai de systèmes.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-19	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée , acquise au cours des huit (8) dernières années, dans l'utilisation d'outils de mise à l'essai populaires afin d'automatiser des procédures d'essais, tels que TFS (Microsoft Team Foundation Server et ses logiciels connexes).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-20	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée , acquise au cours des sept (7) dernières années, dans la mise à l'essai d'applications Web et client-serveur sur des projets d'une durée d'au moins 6 mois dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 projet = 1 point ≥ 2 projets = 2 points ≥ 5 projets = 3 points		
Minimum de points =		5	Total des points =		
Maximum de points =		9			

B.6 Analyste des systèmes opérationnels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-21	La ressource proposée possède une certification reconnue d'analyste opérationnel notamment, sans toutefois s'y limiter, les certifications Certification of Capability in Business Analysis (CCBA), Certified Business Analysis Professional (CBAP) ou PMI Professional in Business Analysis (PMI-PBA) et une expérience correspondante en analyse opérationnelle de systèmes d'information.	5	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points		
C-22	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans la conversion des exigences opérationnelles de l'Aviation royale canadienne en exigences de systèmes.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
C-23	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans l'établissement d'exigences pour la reconception de processus opérationnels, la modification de processus automatisés, la documentation d'interfaces lors de l'automatisation de processus manuels, l'élaboration de critères d'essais d'acceptation avec les clients et la formulation de recommandations relatives à l'atténuation des risques.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

B.14 Rédacteur technique, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-24	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée importante dans la mise en page de documents techniques et de manuels à l'aide de Microsoft Office, y compris la création de diagrammes avec Microsoft Visio.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-25	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans l'examen et la formulation de recommandations visant à améliorer la documentation technique en anglais et en français.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
C-26	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans l'élaboration de documents de sécurité des TI à l'appui d'accréditations de sécurité pour un système hébergé dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
Minimum de points =		5	Total des points =		
Maximum de points =		9			

I.11 Architecte technologique, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-27	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience en tant qu'architecte technologique dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-28	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la conception et la mise en œuvre de systèmes avec au moins cinq (5) des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Gestion et surveillance des systèmes; ii. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); iii. Services d'annuaire; iv. Services de courrier électronique et de messagerie; v. Services de fichiers et d'impression/de gestion des impressions; vi. Services de groupe de travail coopératifs; vii. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; viii. Plates-formes de gestion du nuage; ix. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives; x. Mise en réseau définie par logiciel dans les centres de données; xi. Architecture Cisco Nexus; xii. Liaisons de données tactiques; . Vidéo plein écran; i. HAIPE. 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 3 points ≥ 5 ans = 5 points</p>		

I.11 Architecte technologique, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-29	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de l'utilisation d'un (1) ou plusieurs des cadres d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Sherwood Applied Business Security Architecture (SASBA); ii. The Open Group Architectural Framework (TOGAF); iii. Department of Defense Architecture Framework, Cadre d'architecture du ministère de la Défense nationale (CAMDN), cadre d'architecture du ministère de la Défense ou cadre d'architecture de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; iv. ISO 19439. 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

I.11 Architecte technologique, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-30	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-31	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la conception et la mise en œuvre de systèmes avec au moins cinq (5) des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Gestion et surveillance des systèmes; ii. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); iii. Services d'annuaire; iv. Services de courrier électronique et de messagerie; v. Services de fichiers et d'impression/de gestion des impressions; vi. Services de groupe de travail coopératifs; vii. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; viii. Plates-formes de gestion du nuage; ix. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives; x. Mise en réseau définie par logiciel dans les centres de données; xi. Architecture Cisco Nexus; xii. Liaisons de données tactiques; ii. Vidéo plein écran; 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		

I.11 Architecte technologique, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
	xiv. HAIPE.				
C-32	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'architecte technologique avec un (1) ou plusieurs des cadres d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Sherwood Applied Business Security Architecture (SABSA); 2) The Open Group Architecture Framework (TOGAF); ii. Department of Defense Architecture Framework, Cadre d'architecture du ministère de la Défense nationale (CAMDN), cadre d'architecture du ministère de la Défense ou cadre d'architecture de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; iii. ISO 19439. 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		
C-33	<p>La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement d'architectures de système à l'appui de logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; iii. C2PC; iv. Joint Mission Planning System (JMPS); v. Portable Flight Planning System (PFPS); vi. FalconView; vii. Coalition Shared Database (CSD); . Ocean FlightPro; viii. Outil de planification aérospatiale (APT); ix. Demandes d'effectif (RFE); x. Air Force Master Interface System (AFMIS); xi. Trousse d'assaut tactique (TAK). 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		

I.11 Architecte technologique, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
Minimum de points =		7	Total des points =		
Maximum de points =		14			

ANNEX A: SECURITY REQUIREMENTS CHECKLIST (SRCL)



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8485-205588

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction
DND / ADM(MAT)		DAEPM/R&CS
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail		
To provide professional services for the support, development and integration of the Air Force Command and Control Information Systems (AFCCIS), as required, across Canada, on an "as and when requested" basis. Contractors will require access to protected and classified networks (DWAN, AFCCIS test and CSNI networks) for configuration and testing. Active Level II clearance (no restrictions)/ Canadian citizen, or citizen of United States.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays
CANUS		
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☐ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

☒ SECRET
SECRET

☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET
NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

PIÈCE JOINTE 4.1

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES (CTO) – VOLET DE TRAVAIL 1

1. Les critères d'évaluation de la présente pièce jointe serviront à évaluer les soumissions dans le cadre de l'appel d'offres et à faciliter l'évaluation des ressources après l'attribution du contrat.
2. Le soumissionnaire doit fournir un curriculum vitæ admissible pour chaque catégorie de ressources demandée aux fins d'évaluation (le soumissionnaire ne doit pas proposer la même ressource plus d'une fois en réponse au présent appel d'offres).
3. Le soumissionnaire doit remplir une grille d'évaluation pour chacun des curriculum vitæ fournis comme décrit dans le tableau 1 ci-dessous. Pour chaque critère, il doit indiquer la partie du curriculum vitæ où la conformité avec les critères est décrite. À défaut de fournir un curriculum vitæ admissible pour chaque catégorie de ressources, la soumission sera jugée non conforme.

Tableau 1 : Les soumissionnaires doivent soumettre le nombre suivant de curriculum vitæ par catégorie de ressources en réponse à la présente évaluation. Le nombre réel de ressources nécessaire est énuméré au point 1.2 Sommaire de la partie 1 de l'appel d'offres.

Catégorie professionnelle	Niveau d'expertise	Nombre de curriculum vitæ
A.1 Architecte d'applications/de logiciels	Niveau 3	1
B.3 Conseiller d'affaires	Niveau 2	0
B.9 Développeur de didacticiel	Niveau 3	1
B.12 Spécialiste en soutien des réseaux	Niveau 2	3
B.12 Spécialiste en soutien des réseaux	Niveau 3	0
C.3 Analyste de la certification et de l'accréditation (C et A), ainsi que des évaluations de la menace et des risques (EMR) en sécurité des technologies de l'information (TI)	Niveau 3	1
I.9 Administrateur de système	Niveau 2	2
I.9 Administrateur de système	Niveau 3	1
I.11 Architecte technologique	Niveau 2	1
P.1 Expert-conseil en gestion du changement	Niveau 3	1
P.6 Administrateur de projet	Niveau 3	2
P.7 Coordonnateur de projet	Niveau 3	3

P.11 Spécialiste/analyste de l'assurance de la qualité	Niveau 2	1
--	----------	---

1 CRITÈRES OBLIGATOIRES

TERME	DÉFINITION
Environnement comparable	<ul style="list-style-type: none"> i. Au moins 5 000 postes de travail Windows pris en charge à l'échelle nationale et internationale si ceux-ci font partie d'un réseau protégé, ou au moins 300 postes de travail Windows s'ils font partie d'un réseau classifié; . Au moins 50 serveurs fonctionnant sous Microsoft Windows (Windows 2008 ou une version ultérieure) pris en charge et situés dans au moins cinq (5) villes; i. Système d'exploitation pour poste de travail Microsoft Windows (Windows XP, Windows 7, Windows 10); ii. Hyperviseur VMWare vSphere 5.x et versions ultérieures. <p>Remarque. Dans le cas des critères obligatoires, les chiffres réels doivent être fournis avec le CV.</p>
Réseau protégé	S'applique aux renseignements ou aux biens qui, s'ils sont compromis, risqueraient vraisemblablement de porter atteinte à un intérêt autre que l'intérêt national, c'est-à-dire à l'intérêt d'une personne ou d'une organisation.
Réseau classifié	S'applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient raisonnablement porter préjudice à l'intérêt national ainsi qu'à la défense et au maintien de la stabilité sociale, politique et économique du Canada s'ils étaient compromis.
Certification et accréditation	La certification constitue le processus d'évaluation, d'essai et d'examen des contrôles de sécurité qui ont été prédéterminés en fonction du type de données dans un système d'information. L'accréditation est une approbation écrite officielle pour le fonctionnement d'un système précis dans un environnement donné, tel que le documente le rapport de certification.
Évaluation et autorisation de sécurité (EAS)	Évaluation de la sécurité et autorisation : le processus qui permet de comprendre les risques associés à un système informatique, d'atténuer ces risques et de les gérer de façon cohérente et mesurable tout au long de son cycle de vie.

Environnement opérationnel	<p>Un ensemble de conditions, de circonstances et d'influences qui agissent sur les forces armées et sur les décisions du commandant de l'unité. En voici des exemples :</p> <p>a. environnement permissif – Environnement opérationnel dans lequel les forces armées et les forces de l'ordre du pays hôte contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, ainsi que l'intention et la capacité d'y contribuer.</p> <p>b. environnement incertain – Environnement opérationnel dans lequel les forces du gouvernement hôte, qu'elles s'opposent ou s'ouvrent aux opérations qu'une unité entend mener, ne contrôlent pas de façon totalement efficace le territoire et la population dans la zone opérationnelle prévue.</p> <p>c. environnement hostile – Environnement opérationnel dans lequel les forces hostiles contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, tout en ayant l'intention et la capacité d'intervenir efficacement ou de s'y opposer.</p>
----------------------------	--

VOLET 1 – Soutien au maintien des systèmes

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-1.	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-2.	La ressource proposée démontre avoir travaillé sur au moins cinq (5) projets* depuis dix (10) ans, dans lesquels elle a conçu des solutions en couches .NET au moyen des activités suivantes, pour chaque projet : i. analyse; . conception; i. planification; ii. mise en œuvre. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource doit y avoir travaillé pendant au moins un (1) mois.	
O-3.	La ressource proposée démontre avoir travaillé sur au moins deux (2) projets* depuis cinq (5) ans, dans lesquels elle a conçu** des applications au moyen des bases de données MS SQL Server, pour chaque projet*. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource doit y avoir travaillé pendant au moins un (1) mois. ** On entend ici une architecture réalisée par une analyse, une conception, une planification et une mise en œuvre en vue du développement et de l'exécution réussis d'une stratégie.	
O-4.	La ressource proposée démontre qu'elle possède au moins un (1) an d'expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, en architecture, en conception ou en développement de systèmes distribués et fonctionnant sur différents sites à l'intérieur et à l'extérieur d'un même réseau.	

B.9 Développeur de didacticiels, niveau 3		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-5	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que développeur de didacticiels pour un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience en tant que développeur de didacticiels pour un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant que développeur de didacticiels pour un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-6	La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en développement de matériel de formation en GI-TI à partir de documents techniques et d'ingénierie et en tant qu'instructeur dans des formations.	
O-7	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise depuis cinq (5) ans, en soutien direct à une communauté d'utilisateurs faisant partie d'un réseau protégé ou d'un réseau classifié dans un environnement comparable* de GI-TI, tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation.	

B.12 Spécialiste en soutien des réseaux, niveau 2		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-08	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise dans les dix (10) dernières années, en tant que spécialiste en soutien des réseaux dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-09	La ressource proposée doit posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise depuis cinq (5) ans, en résolution de problèmes de coordination, d'installation, d'exploitation et de maintenance liés au matériel et de problèmes d'installation de logiciels.	
O-10	La ressource proposée doit posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise depuis cinq (5) ans, en tenue des dossiers, directement dans la base de données de gestion de la configuration (BDGC) Axios Assyst ou du Système d'information de la gestion des ressources de la défense (SIGRD), afin de maintenir l'exactitude des numéros de série du matériel, les emplacements, les dossiers de service, les ententes de maintenance, les garanties, les schémas de câblage et les procédures d'élimination.	

C.3 Analyste de la certification et de l'accréditation (C et A), ainsi que des évaluations de la menace et des risques (EMR) en sécurité des technologies de l'information (TI), niveau 3

No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-11	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste en sécurité des TI dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste en sécurité des TI dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant qu'analyste en sécurité des TI dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-12	La ressource proposée doit posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en préparation de documents sur la C et A et l'EAS, notamment les évaluations de l'EMR conformément aux politiques de sécurité du gouvernement du Canada, telles que les méthodes approuvées du MDN, de la GRC et du CSTC.	
O-13	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en documentation des ordonnances de sécurité relatives aux TI et en documentation des politiques, des procédures et des essais liés aux mesures d'urgence informatique.	
O-14	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en évaluation des risques et en mises à l'essai du système de traitement des données pour garantir le bon déroulement du traitement des données et des mesures de sécurité.	

I.9 Administrateur de système, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-15	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise dans les dix (10) dernières années, en tant qu'administrateur de système ayant suivi une formation homologuée par le fabricant du matériel en gestion ou en soutien VMWare ou Cisco Nexus dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-16	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en tant qu'administrateur de système ou de réseau pour un réseau protégé ou un réseau classifié.	
O-17	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins trois (3) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en tant qu'administrateur de système, au cours desquelles elle aura planifié, géré et déployé d'importantes applications de GI-TI, des mises à jour et des mises à niveau, comme les ensembles de services, des correctifs de sécurité et des produits antivirus.	

I.9 Administrateur de système, niveau 3		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-18	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant qu'administrateur de système ayant suivi une formation homologuée par le fabricant du matériel en gestion ou en soutien VMWare ou Cisco Nexus dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-19	La ressource proposée doit avoir au moins quatre (4) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'administrateur de système ou de réseau pour un réseau protégé ou un réseau classifié.	
O-20	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise depuis dix (10) ans, en tant qu'administrateur de système, au cours desquelles elle aura planifié, géré et déployé d'importantes applications de GI-TI, des mises à jour et des mises à niveau, comme les ensembles de services, des correctifs de sécurité et des produits antivirus dans un environnement comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	

I.11 Architecte technologique, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-21	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-22	La ressource proposée doit détenir une certification dans le domaine de la virtualisation des centres de données (DCV) ou de la gestion du nuage et de l'automatisation (CMA) avec VMware Certified Professional (VCP-DCV ou VCP-CMA) OU détenir une certification professionnelle de Cisco (CCNP) dans le domaine de l'infonuagique, des centres de données ou du routage et de la commutation, ou une certification équivalente.	
O-23	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un réseau protégé ou un réseau classifié nécessitant des interventions urgentes auprès des utilisateurs et des décideurs.	

P.1 Expert-conseil en gestion du changement, niveau 3		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-24	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'expert-conseil en gestion du changement dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'expert-conseil en gestion du changement dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder huit (8) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant qu'expert-conseil en gestion du changement dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-25	La ressource proposée doit démontrer qu'elle a au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en soutien de gestion du changement et de la configuration au moyen d'outils conformes à la norme de la BITI, reposant sur une base de données relationnelle de gestion de la configuration.	
O-26	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, en gestion de déploiement de logiciels et en préparation de documents relatifs à ces derniers.	

P.6 Administrateur de projet, niveau 3		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-27	La ressource proposée doit posséder au moins dix (10) ans d'expérience combinée en soutien administratif aux équipes de projet et en coordination des activités du projet.	
O-28	La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en suivi des enveloppes de financement et des dépenses.	
O-29	La ressource proposée doit avoir au moins dix (10) ans d'expérience en préparation de correspondance interne et externe à l'aide de modèles.	

P.7 Coordonnateur de projet, niveau 3		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-30	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que coordonnateur de projet ou gestionnaire du soutien en service dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU détenir une certification de professionnel de la gestion de projet (PGP) et posséder au moins dix (10) ans d'expérience combinée en gestion de projets dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-31	La ressource proposée doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en gestion de la mise en œuvre d'un soutien en service dans un réseau protégé ou un réseau classifié.	
O-32	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée en suivi et en coordination des demandes de modification de contrat et en autorisation de tâches.	

P.11 Spécialiste/analyste en assurance de la qualité, niveau 2		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-33	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en génie ou en informatique et avoir au moins trente (30) mois d'expérience en assurance de la qualité OU détenir un certificat d'études collégiales en informatique et posséder au moins quarante-deux (42) mois d'expérience en assurance de la qualité OU détenir un diplôme d'études secondaires et avoir au moins soixante (60) mois d'expérience en assurance de la qualité.	
O-34	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins quatre-vingts (80) mois d'expérience de travail combinée en développement et en exécution de scripts et de protocoles de test reposant sur les exigences du système, ainsi qu'en révision de documents portant sur la conception du système afin de déterminer les exigences des tests. Pouvoir déterminer les problèmes liés aux logiciels (bogues) et en faire le suivi et la consignation.	
O-35	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins trente-six (36) mois d'expérience combinée, acquise dans les soixante (60) derniers mois, pour au moins trois (3) des six catégories suivantes : i. SQL Server 2008/2012/2014/2016/2017, ou Oracle; ii. Visual Studio 2008/2012/2013/2015/2017; iii. .NET Framework 3.5 ou version ultérieure, ou .NET Core 2.0 ou version ultérieure; iv. Outils d'essai comme SoapUI, Postman ou JMeter; v. HTML, AJAX, Telerik Control Toolkit ou KENDO UI; vi. Team Foundation Server (TFS), DevOps, Git ou SVN.	
O-36	La ressource proposée doit démontrer clairement qu'elle possède au moins trente-six (36) mois d'expérience professionnelle combinée en établissement de procédures d'essai de logiciels, en essais d'intégration et en essais de régression, tout en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures de mise à l'essai.	
O-37	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins trente-six (36) mois, acquise au cours des soixante-douze (72) derniers mois, en utilisation d'outils de mise à l'essai populaires afin d'automatiser les essais, comme l'outil UI Coded Test de Team Foundation Server.	

PIÈCE JOINTE 4.1

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES (CTO) – VOLET DE TRAVAIL 2

1. Les critères d'évaluation de la présente pièce jointe serviront à évaluer les soumissions dans le cadre de l'appel d'offres et à faciliter l'évaluation des ressources après l'attribution du contrat.
2. Le soumissionnaire doit fournir un curriculum vitæ admissible pour chaque catégorie de ressources demandée aux fins d'évaluation (le soumissionnaire ne doit pas proposer la même ressource plus d'une fois en réponse au présent appel d'offres).
3. Le soumissionnaire doit remplir une grille d'évaluation pour chacun des curriculum vitæ fournis comme décrit dans le tableau 1 ci-dessous. Pour chaque critère, il doit indiquer la partie du curriculum vitæ où la conformité avec les critères est décrite. À défaut de fournir un curriculum vitæ admissible pour chaque catégorie de ressources, la soumission sera jugée non conforme.

Tableau 1 : Les soumissionnaires doivent soumettre le nombre suivant de curriculum vitæ par catégorie de ressources en réponse à la présente évaluation. Le nombre réel de ressources nécessaire est énuméré au point 1.2 Sommaire de la partie 1 de l'appel d'offres.

Catégorie professionnelle	Niveau d'expertise	Nombre de curriculum vitæ
A.1 Architecte d'applications/de logiciels	Niveau 2	1
A.6 Programmeur ou développeur de logiciels	Niveau 2	1
A.6 Programmeur ou développeur de logiciels	Niveau 3	2
A.8 Analyste de systèmes	Niveau 2	1
A.8 Analyste de systèmes	Niveau 3	2
A.11 Testeur	Niveau 2	0
B.6 Analyste des systèmes administratifs	Niveau 3	0
B.14 Rédacteur technique	Niveau 3	0
I.11 Architecte technologique	Niveau 2	1
I.11 Architecte technologique	Niveau 3	5

1 CRITÈRES OBLIGATOIRES

TERME	DÉFINITION
Environnement comparable	<ul style="list-style-type: none"> i. Au moins 5 000 postes de travail Windows pris en charge à l'échelle nationale et internationale si ceux-ci font partie d'un réseau protégé, ou au moins 300 postes de travail Windows s'ils font partie d'un réseau classifié; . Au moins 50 serveurs fonctionnant sous Microsoft Windows (Windows 2008 ou une version ultérieure) pris en charge et situés dans au moins cinq (5) villes; i. Système d'exploitation pour poste de travail Microsoft Windows (Windows XP, Windows 7, Windows 10); ii. Hyperviseur VMWare vSphere 5.x et versions ultérieures. <p>Remarque. Dans le cas des critères obligatoires, les chiffres réels doivent être fournis avec le CV.</p>
Réseau protégé	S'applique aux renseignements ou aux biens qui, s'ils sont compromis, risqueraient vraisemblablement de porter atteinte à un intérêt autre que l'intérêt national, c'est-à-dire à l'intérêt d'une personne ou d'une organisation.
Réseau classifié	S'applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient raisonnablement porter préjudice à l'intérêt national ainsi qu'à la défense et au maintien de la stabilité sociale, politique et économique du Canada s'ils étaient compromis.
Certification et accréditation	La certification constitue le processus d'évaluation, d'essai et d'examen des contrôles de sécurité qui ont été prédéterminés en fonction du type de données dans un système d'information. L'accréditation est une approbation écrite officielle pour le fonctionnement d'un système précis dans un environnement donné, tel que le documente le rapport de certification.
Évaluation et autorisation de sécurité (EAS)	Évaluation de la sécurité et autorisation : le processus qui permet de comprendre les risques associés à un système informatique, d'atténuer ces risques et de les gérer de façon cohérente et mesurable tout au long de son cycle de vie.
Environnement opérationnel	<p>Un ensemble de conditions, de circonstances et d'influences qui agissent sur les forces armées et sur les décisions du commandant de l'unité. En voici des exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. environnement permissif – Environnement opérationnel dans lequel les forces armées et les forces de l'ordre du pays hôte contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, ainsi que l'intention et la capacité d'y contribuer. b. environnement incertain – Environnement opérationnel dans lequel les forces du gouvernement hôte, qu'elles s'opposent ou s'ouvrent aux opérations qu'une unité entend mener, ne contrôlent pas de façon totalement efficace le territoire et la population dans la zone opérationnelle prévue. c. environnement hostile – Environnement opérationnel dans lequel les forces hostiles contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, tout en ayant l'intention et la capacité d'intervenir efficacement ou de s'y opposer.

VOLET 2 – Génie des systèmes et soutien à l'intégration

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 2		
No	Description de l'exigence	No de page (si atteint)
O-1	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant que développeur ou architecte de logiciel dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en tant que développeur ou architecte de logiciel ayant procédé au développement ou à la maintenance de logiciels dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-2	La ressource proposée démontre avoir travaillé sur au moins un (1) projet* depuis cinq (5) ans, dans lequel elle a conçu des solutions en couches .NET au moyen des activités suivantes : i. analyse; ii. conception; i. planification; ii. mise en œuvre. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource doit y avoir travaillé pendant au moins un (1) mois.	
O-3	La ressource proposée démontre avoir travaillé sur au moins un (1) projet* depuis cinq (5) ans, dans lequel elle a conçu (architecture, conception et développement) des applications au moyen des bases de données MS SQL Server. * Pour que ce projet soit évalué, la ressource doit y avoir travaillé pendant au moins un (1) mois.	
O-4	La ressource proposée démontre qu'elle possède au moins six (6) mois d'expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, en architecture, en conception ou en développement de systèmes distribués et fonctionnant sur différents sites à l'intérieur et à l'extérieur d'un même réseau.	

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-5	<p>La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).</p>	
O-6	<p>La ressource proposée possède au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise au cours de trois (3) projets* dans lesquels elle a travaillé avec chacun des langages de programmation suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. C# .net; ii. SQL sur MS SQL, Oracle ou DB2; iii. XML ou JSON; iv. HTML et CSS; v. JavaScript ou JQuery. <p>* Pour que ce projet soit évalué selon l'expérience, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins trois (3) mois.</p>	
O-7	<p>La ressource a travaillé sur au moins un (1) projet* depuis cinq (5) ans, dans lequel elle a développé des applications au moyen du cadre modèle-vue-contrôleur.</p> <p>* Pour que ce projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins six (6) mois.</p>	

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 3		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-8	<p>La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise au cours des quinze (15) dernières années, en tant que programmeur ou développeur de logiciels dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).</p>	
O-9	<p>La ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience combinée, acquise au cours de quatre (4) projets* dans lesquels elle a travaillé avec chacun des langages de programmation suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. C# .net; ii. SQL sur MS SQL, Oracle ou DB2; iii. XML ou JSON; iv. HTML et CSS; v. JavaScript ou JQuery. <p>* Pour que ce projet soit évalué selon l'expérience, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins trois (3) mois.</p>	
O-10	<p>La ressource a travaillé sur au moins deux (2) projets* depuis cinq (5) ans, dans lesquels elle a développé des applications au moyen du cadre modèle-vue-contrôleur.</p> <p>* Pour que ce projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins six (6) mois.</p>	

A.8 Analyste des systèmes, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-11	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-12	La ressource proposée doit avoir au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise dans les six (6) dernières années, en soutien à la mise en œuvre de projets liés à des logiciels de GI-TI mettant en jeu des services de réseau protégé ou de réseau classifié.	
O-13	La ressource proposée doit avoir au moins un (1) an d'expérience combinée, acquise dans les cinq (5) dernières années, en conception d'interfaces pour l'intégration de diverses applications dans les plateformes du logiciel et de l'hyperviseur.	

A.8 Analyste des systèmes, niveau 3		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-14	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise dans les quinze (15) dernières années, en tant qu'analyste des systèmes dans un environnement comparable* de GI-TI (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-15	La ressource proposée doit avoir au moins quatre (4) ans d'expérience combinée, acquise au cours des huit (8) dernières années, en soutien à la mise en œuvre de projets liés à des logiciels de GI-TI mettant en jeu des services de réseau protégé ou de réseau classifié.	
O-16	La ressource proposée doit avoir au moins trois (3) ans d'expérience combinée, acquise dans les dix (10) dernières années, en conception d'interfaces pour l'intégration de diverses applications dans les plateformes du logiciel et de l'hyperviseur.	

I.11 Architecte technologique, niveau 2		
N°	Description de l'exigence	N° de page (si atteint)
O-17	La ressource proposée doit détenir un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins deux (2) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins quatre (4) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation) OU posséder six (6) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI comparable* (tel qu'il est défini à la section 1.0, Critères d'évaluation).	
O-18	La ressource proposée doit détenir une certification dans le domaine de la virtualisation des centres de données (DCV) ou de la gestion du nuage et de l'automatisation (CMA) avec VMware Certified Professional (VCP-DCV ou VCP-CMA) OU détenir une certification professionnelle de Cisco (CCNP) dans le domaine de l'infonuagique, des centres de données ou du routage et de la commutation, ou une certification équivalente.	
O-19	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède au moins deux (2) ans d'expérience combinée, acquise depuis cinq (5) ans, en tant qu'architecte technologique dans un réseau protégé ou un réseau classifié.	

I.11 Architecte technologique, niveau 3		
Nº	Description de l'exigence	Nº de page (si atteint)
O-20	La ressource proposée doit détenir un baccalauréat d'une université reconnue en informatique ou en génie et posséder au moins cinq (5) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) OU être titulaire d'un certificat d'études collégiales de deux (2) ans en informatique et posséder au moins huit (8) ans d'expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) OU posséder dix (10) ans d'expérience combinée, acquise au cours des quinze (15) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un environnement de GI-TI similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	
O-21	La ressource proposée doit détenir une certification dans le domaine de la virtualisation des centres de données (DCV) ou de la gestion du nuage et de l'automatisation (CMA) avec VMware Certified Professional (VCP-DCV ou VCP-CMA) OU détenir une certification professionnelle de Cisco (CCNP) dans le domaine de l'infonuagique, des centres de données ou du routage et de la commutation.	
O-22	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède quatre (4) ans d'expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, en tant qu'architecte technologique dans un environnement de réseau protégé ou de réseau classifié.	

PIÈCE JOINTE 4.2

CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS (CTC) – VOLET DE TRAVAIL 1

1. Les critères d'évaluation de la présente pièce jointe serviront à évaluer les soumissions dans le cadre de l'appel d'offres et à faciliter l'évaluation des ressources après l'attribution du contrat.
2. Le soumissionnaire doit fournir un curriculum vitae admissible pour chaque catégorie de ressources demandée aux fins d'évaluation (le soumissionnaire ne doit pas proposer la même ressource plus d'une fois en réponse au présent appel d'offres).
3. Le soumissionnaire doit remplir une grille d'évaluation pour chacun des curriculum vitae fournis comme décrit dans le tableau 1 ci-dessous. Pour chaque critère, il doit indiquer la partie du curriculum vitae où la conformité avec les critères est décrite. À défaut de fournir un curriculum vitae admissible pour chaque catégorie de ressources, la soumission sera jugée non conforme.

Tableau 1 : Les soumissionnaires doivent soumettre le nombre suivant de curriculum vitae par catégorie de ressources en réponse à la présente évaluation. Le nombre réel de ressources nécessaire est énuméré au point 1.2 Sommaire de la partie 1 de l'appel d'offres.

Catégorie professionnelle	Niveau d'expertise	Nombre de curriculum vitae
A.1 Architecte d'applications/de logiciels	Niveau 3	1
B.3 Conseiller d'affaires	Niveau 2	0
B.9 Développeur de didacticiel	Niveau 3	1
B.12 Spécialiste en soutien des réseaux	Niveau 2	3
B.12 Spécialiste en soutien des réseaux	Niveau 3	0
C.3 Analyste de la certification et de l'accréditation (C et A), ainsi que des évaluations de la menace et des risques (EMR) en sécurité des technologies de l'information (TI)	Niveau 3	1
I.9 Administrateur de système	Niveau 2	2
I.9 Administrateur de système	Niveau 3	1
I.11 Architecte technologique	Niveau 2	1
P.1 Expert-conseil en gestion du changement	Niveau 3	1
P.6 Administrateur de projet	Niveau 3	2
P.7 Coordonnateur de projet	Niveau 3	3

P.11 Spécialiste/analyste de l'assurance de la qualité	Niveau 2	1
--	----------	---

TERME	DÉFINITION
Environnement comparable	<p>i. Au moins 5 000 postes de travail Windows pris en charge à l'échelle nationale et internationale si ceux-ci font partie d'un réseau protégé, ou au moins 300 postes de travail Windows s'ils font partie d'un réseau classifié;</p> <p>. Au moins 50 serveurs fonctionnant sous Microsoft Windows (Windows 2008 ou une version ultérieure) pris en charge et situés dans au moins cinq (5) villes;</p> <p>i. Système d'exploitation pour poste de travail Microsoft Windows (Windows XP, Windows 7, Windows 10);</p> <p>ii. Hyperviseur VMWare vSphere 5.x et versions ultérieures.</p> <p>Remarque. Dans le cas des critères obligatoires, les chiffres réels doivent être fournis avec le CV.</p>
Réseau protégé	S'applique aux renseignements ou aux biens qui, s'ils sont compromis, risqueraient vraisemblablement de porter atteinte à un intérêt autre que l'intérêt national, c'est-à-dire à l'intérêt d'une personne ou d'une organisation.
Réseau classifié	S'applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient raisonnablement porter préjudice à l'intérêt national ainsi qu'à la défense et au maintien de la stabilité sociale, politique et économique du Canada s'ils étaient compromis.
Certification et accréditation	La certification constitue le processus d'évaluation, d'essai et d'examen des contrôles de sécurité qui ont été prédéterminés en fonction du type de données dans un système d'information. L'accréditation est une approbation écrite officielle pour le fonctionnement d'un système précis dans un environnement donné, tel que le documente le rapport de certification.
Évaluation et autorisation de sécurité (EAS)	Évaluation de la sécurité et autorisation : le processus qui permet de comprendre les risques associés à un système informatique, d'atténuer ces risques et de les gérer de façon cohérente et mesurable tout au long de son cycle de vie.
Environnement opérationnel	<p>Un ensemble de conditions, de circonstances et d'influences qui agissent sur les forces armées et sur les décisions du commandant de l'unité. En voici des exemples :</p> <p>a. environnement permissif – Environnement opérationnel dans lequel les forces armées et les forces de l'ordre du pays hôte contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, ainsi que l'intention et la capacité d'y contribuer.</p> <p>b. environnement incertain – Environnement opérationnel dans lequel les forces du gouvernement hôte, qu'elles s'opposent ou s'ouvrent aux opérations qu'une unité entend mener, ne contrôlent pas de façon totalement efficace le territoire et la population dans la zone opérationnelle prévue.</p> <p>c. environnement hostile – Environnement opérationnel dans lequel les forces hostiles contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, tout en ayant l'intention et la capacité d'intervenir efficacement ou de s'y opposer.</p>

2 CRITÈRES COTÉS

VOLET 1 – Soutien au maintien des systèmes

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-1	<p>La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience de travail dans un projet* de conception de système au moyen des modèles d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Client-serveur; ii. Axé sur les données; iii. Axé sur les événements; iv. En couches; v. Poste à poste; vi. Transfert d'état représentationnel; vii. Basé sur des règles; ou viii. Axé sur le service. <p>* Pour que ce projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins trois (3) mois.</p>	4	1 point par modèle		
C-2	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) dans le domaine de la conception et du développement de bases de données relationnelles d'entreprise au moyen de SQL Server, ainsi que dans le développement de logiciels dans ASP.Net et C#.</p>	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-3	<p>La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement d'architectures à l'appui de logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; iii. Joint Mission Planning System (JMPS); iv. Portable Flight Planning System (PFPS); v. FalconView; (6) Coalition Shared Database (CSD); vi. Réquisition/acquisition d'avions; Air Force Master Interface System (AFMIS). 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 4 ans = 3 points</p>		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

B.9 Développeur de didacticiels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-4	<p>La ressource proposée possède une expérience, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans le domaine du soutien à la formation pour les logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; i. C2PC; i. Joint Mission Planning System (JMPS); ii. Portable Flight Planning System (PFPS); ii. FalconView; iii. Coalition Shared Database (CSD); iii. Ocean FlightPro; iv. Outil de planification aérospatiale (APT); iii. Demandes d'effectif (RFE); v. Air Force Master Interface System (AFMIS). 	6	(1 point par système)		
C-5	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans domaine du soutien à la formation pour les systèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. DAFIF; ii. Weather Common Component, ou FalconView Weather; iii. Système d'avertissement et d'alarme d'impact; iv. Système d'avertissement et d'alarme d'impact (TAWS); v. BirdDog; ou tout autre système de planification de mission. 	3	(1 point par système)		
Minimum de points =		4	Total des points =		
Maximum de points =		9			

B.12 Spécialiste en soutien des réseaux, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-6	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de travail dans un environnement classifié, dans la manipulation de matériel COMSEC, y compris du matériel TEMPEST conforme aux normes TACLANE et EMSEC.	3	1 point par année		
C-7	La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans la création et la maintenance d'une bibliothèque permanente de logiciels (BPL).	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
C-8	La ressource proposée possède une expérience combinée dans la maintenance du matériel C2IS et la résolution des défaillances du matériel informatique et des logiciels et d'autres problèmes liés à leur distribution, à leur installation et à leur configuration en assurant la liaison avec les fournisseurs, d'autres ministères, les GCVN et les services de GI-TI du MDN.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 3 ans = 3 points		
C-9	La ressource proposée détient une certification de la BITI (ITIL) et possède une expérience combinée correspondante dans la mise en œuvre de capacités de GSTI à l'appui des systèmes et des services opérationnels. L'ITIL est une marque de commerce déposée et contrôlée à l'échelle internationale ainsi qu'une marque communautaire « déposée » de l'Office of Government Commerce. C'est aussi une marque déposée auprès du Patent and Trademark Office des États-Unis.	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

C.3 Analyste de la certification et de l'accréditation (C et A), ainsi que des évaluations de la menace et des risques (EMR) en sécurité des technologies de l'information (TI), niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-10	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-11	La ressource proposée détient une certification de professionnel agréé en sécurité des systèmes d'information (CISSP) et une expérience combinée correspondante en sécurité des systèmes d'information.	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		
C-12	La ressource proposée a prouvé qu'elle a suivi au moins un (1) programme d'évaluation et d'autorisation de sécurité (E et AS) (ou de C et A) au cours des trois (3) dernières années, conformément aux procédures approuvées par le gouvernement du Canada. Tout autre programme de C et A ou d'E et AS complet ou de recyclage réalisé au cours des dix (10) dernières années procurera des points supplémentaires.	5	1 programme d'E et AS ou de C et A 3 points Programme supplémentaire 1 point chacun		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

I.9 Administrateur de système, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-13	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-14	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience, acquise au cours des trois (3) dernières années, en tant qu'administrateur de système avec : i. Windows 7 ou une configuration d'ordinateur de bureau plus récente; ii. VMWare Horizon v.6.x; iii. Windows Server 2012 ou une configuration plus récente; iv. Configuration de routeurs CISCO; VMWare VSphere V5.X et VCentre V5.x ou plus récent; v. Comm Vault; vi. Stockage SAN NetApp.	5	(1 point par système)		
C-15	La ressource proposée possède une expérience combinée dans la mise en place et la maintenance de services Active Directory.	3	1 point par année		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

I.9 Administrateur de système, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-16	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'administrateur de système dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-17	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience, acquise au cours des trois (3) dernières années, en tant qu'administrateur de système avec : i. Windows 7 ou une configuration d'ordinateur de bureau plus récente; ii. VMWare Horizon v.6.x; iii. Windows Server 2012 ou une configuration plus récente; iv. Configuration de routeurs CISCO; v. VMWare VSphere V5.X et VCentre V5.x ou plus récent; vi. Comm Vault; vi. Stockage SAN NetApp.	5	(1 point par système)		
C-18	La ressource proposée possède une expérience combinée dans la mise en place et la maintenance de services Active Directory.	3	1 point par année		

I.9 Administrateur de système, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-19	<p>La ressource proposée possède une expérience, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans le domaine du soutien des logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; vii. C2PC; viii. Joint Mission Planning System (JMPS); ix. Portable Flight Planning System (PFPS); x. FalconView; xi. Coalition Shared Database (CSD); . Ocean FlightPro; xii. Outil de planification aérospatiale (APT); xiii. Demandes d'effectif (RFE); xiv. Air Force Master Interface System (AFMIS); 	3	(1 point par système)		
Minimum de points =		7	Total des points =		
Maximum de points =		14			

I.11 Architecte technologique, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-20	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-21	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la conception et la mise en œuvre de systèmes liés à au moins cinq (5) des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Gestion et surveillance des systèmes; ii. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); iii. Services d'annuaire; iv. Services de courrier électronique et de messagerie; v. Services de fichiers et d'impression/de gestion des impressions; services de groupe de travail coopératifs; vi. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; vii. Plates-formes de gestion du nuage; viii. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives; ix. Mise en réseau définie par logiciel dans les centres de données; x. Architecture Cisco Nexus; xi. Liaisons de données tactiques; i. Vidéo plein écran; ii. HAIPE. 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 3 points ≥ 5 ans = 5 points</p>		

I.11 Architecte technologique, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-22	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de l'utilisation d'un (1) ou de plusieurs des cadres d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Sherwood Applied Business Security Architecture (SASBA); ii. The Open Group Architectural Framework (TOGAF); iii. Department of Defense Architecture Framework, Cadre d'architecture du ministère de la Défense nationale (CAMDN), cadre d'architecture du ministère de la Défense ou cadre d'architecture de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; iii. ISO 19439. 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

P.1 Expert-conseil en gestion du changement, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-23	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans le développement et la surveillance de la mise en œuvre de plans de gestion du changement pratiques et exhaustifs dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
C-24	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des quatre (4) dernières années, dans la gestion ou la création de demandes dans l'outil de gestion du changement Axios Assyst.	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
C-25	<p>La ressource proposée possède une expérience de la gestion du changement dans le cadre de projets* liés à l'un des systèmes suivants ou à l'appui de tels systèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Système d'information de commandement et de contrôle de la Force aérienne (SIC2FA); ii. Infrastructure de réseau secret consolidé (IRSC); iii. Commandement et contrôle de l'interopérabilité alliée de la Défense (DC2AI); iv. Système de soutien du commandement de la Force terrestre (SSCFT); v. Système d'exploitation des informations opérationnelles du Commandement maritime (MCOIN). <p>* Pour que le projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins six (6) mois, et il doit avoir touché plus de 100 utilisateurs.</p>	4	1 point par projet		
C-26	La ressource proposée doit détenir une certification de la BITI (ITIL) et posséder une expérience combinée correspondante dans la mise en œuvre de capacités de GSTI à	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		

P.1 Expert-conseil en gestion du changement, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
	l'appui des systèmes et des services opérationnels. L'ITIL est une marque de commerce déposée et contrôlée à l'échelle internationale ainsi qu'une marque communautaire « déposée » de l'Office of Government Commerce. C'est aussi une marque déposée auprès du Patent and Trademark Office des États-Unis.				
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

P.6 Administrateur de projet, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-27	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée des tâches d'administration de SharePoint, ainsi que des formules et fonctions avancées de Microsoft Excel.	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
C-28	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de la saisie de données, de la récupération de rapports ou de la consultation du Système d'information de la gestion des ressources de la défense (SIGRD), de ClaimsX, de CCM Mercury et du système de voyages HRG.	2	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points		
Minimum de points =		2	Total des points =		
Maximum de points =		4			

P.7 Coordonnateur de projet, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-29	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de travail dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-30	La ressource proposée possède une certification officielle en gestion de projet (PMP ou maîtrise) et une expérience combinée correspondante en gestion de projets de systèmes d'information.	4	≥ 1 an = 2 points ≥ 2 ans = 3 points ≥ 3 ans = 4 points		
C-31	La ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience combinée comme coordonnateur de projet et spécialiste de la mise en œuvre de projets dans un environnement militaire opérationnel.	5	≥ 5 ans = 3 points ≥ 7 ans = 5 points		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

P.11 Spécialiste et analyste en assurance de la qualité, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-32	La ressource proposée détient un baccalauréat ou une maîtrise en génie, en informatique ou dans un autre domaine connexe d'un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu.	3	Baccalauréat = 2 points Maîtrise = 3 points		
C-33	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins quatre-vingts (80) mois, acquise au cours des cent soixante (160) derniers mois, dans l'essai, l'identification, l'enregistrement et le suivi des problèmes logiciels (bogues) en fonction des exigences de système, des cas d'utilisation et de la documentation de conception de système, et ce, en respectant une méthodologie de développement de système.	5	< 80 mois = 0 point ≥ 80 mois = 1 point ≥ 96 mois = 2 points ≥ 108 mois = 3 points ≥ 120 mois = 5 points		
C-34	La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins trente-six (36) mois, acquise au cours des cent vingt (120) derniers mois, dans chacune des six (6) catégories suivantes : i. SQL Server 2008/2012/2014/2016/2017 ou Oracle; ii. Visual Studio 2008/2012/2013/2015/2017; iii. .net Framework 3.5 ou une version plus récente, ou .net Core 2.0 ou version plus récente; iv. Outils d'essai comme SoapUI, Postman ou JMeter; v. HTML, AJAX, Telerik Control Toolkit ou KENDO UI; SQL Server 2008/2012/2014/2016/2017 ou Oracle; vi. Team Foundation Server (TFS), DevOps, Git ou SVN.	10	< 36 mois = 0 point ≥ 36 mois = 2 points ≥ 48 mois = 3 points ≥ 60 mois = 5 points ≥ 72 mois = 7 points ≥ 84 mois = 10 points		

P.11 Spécialiste et analyste en assurance de la qualité, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-35	<p>La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins trois (3) mois d'expérience, acquise au cours des soixante (60) derniers mois, dans les systèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. GCCS-J/M/N/I3; ii. NAPPIC; iii. Joint Mission Planning System (JMPS); iv. Portable Flight Planning Software (PFPS); v. M2S; vi. Réquisition/acquisition d'avions; vii. SAFTE-FAST; 	5	<p>< 2 systèmes = 0 point ≥ 2 systèmes = 1 point ≥ 3 systèmes = 2 points ≥ 4 systèmes = 3 points ≥ 5 systèmes = 4 points ≥ 6 systèmes = 5 points</p>		
C-36	<p>La ressource proposée doit démontrer qu'elle possède une expérience combinée d'au moins trente-six (36) mois, acquise au cours des quatre-vingts (80) derniers mois, dans l'utilisation d'outils de mise à l'essai populaires afin d'automatiser les essais, comme l'outil UI Coded Test de Team Foundation Server.</p>	5	<p>< 36 mois = 0 point ≥ 36 mois = 1 point ≥ 48 mois = 3 points ≥ 60 mois = 5 points</p>		
Minimum de points =		12	Total des points =		
Maximum de points =		28			

PIÈCE JOINTE 4.2

CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS (CTC) – VOLET DE TRAVAIL 2

1. Les critères d'évaluation de la présente pièce jointe serviront à évaluer les soumissions dans le cadre de l'appel d'offres et à faciliter l'évaluation des ressources après l'attribution du contrat.
2. Le soumissionnaire doit fournir un curriculum vitæ admissible pour chaque catégorie de ressources demandée aux fins d'évaluation (le soumissionnaire ne doit pas proposer la même ressource plus d'une fois en réponse au présent appel d'offres).
3. Le soumissionnaire doit remplir une grille d'évaluation pour chacun des curriculum vitæ fournis comme décrit dans le tableau 1 ci-dessous. Pour chaque critère, il doit indiquer la partie du curriculum vitæ où la conformité avec les critères est décrite. À défaut de fournir un curriculum vitæ admissible pour chaque catégorie de ressources, la soumission sera jugée non conforme.

Tableau 1 : Les soumissionnaires doivent soumettre le nombre suivant de curriculum vitæ par catégorie de ressources en réponse à la présente évaluation. Le nombre réel de ressources nécessaire est énuméré au point 1.2 Sommaire de la partie 1 de l'appel d'offres.

Catégorie professionnelle	Niveau d'expertise	Nombre de curriculum vitæ
A.1 Architecte d'applications/de logiciels	Niveau 2	1
A.6 Programmeur ou développeur de logiciels	Niveau 2	1
A.6 Programmeur ou développeur de logiciels	Niveau 3	2
A.8 Analyste de systèmes	Niveau 2	1
A.8 Analyste de systèmes	Niveau 3	2
A.11 Testeur	Niveau 2	0
B.6 Analyste des systèmes administratifs	Niveau 3	0
B.14 Rédacteur technique	Niveau 3	0
I.11 Architecte technologique	Niveau 2	1
I.11 Architecte technologique	Niveau 3	5

TERME	DÉFINITION
Environnement comparable	<p>i. Au moins 5 000 postes de travail Windows pris en charge à l'échelle nationale et internationale si ceux-ci font partie d'un réseau protégé, ou au moins 300 postes de travail Windows s'ils font partie d'un réseau classifié;</p> <p>. Au moins 50 serveurs fonctionnant sous Microsoft Windows (Windows 2008 ou une version ultérieure) pris en charge et situés dans au moins cinq (5) villes;</p> <p>i. Système d'exploitation pour poste de travail Microsoft Windows (Windows XP, Windows 7, Windows 10);</p> <p>ii. Hyperviseur VMWare vSphere 5.x et versions ultérieures.</p> <p>Remarque. Dans le cas des critères obligatoires, les chiffres réels doivent être fournis avec le CV.</p>
Réseau protégé	S'applique aux renseignements ou aux biens qui, s'ils sont compromis, risqueraient vraisemblablement de porter atteinte à un intérêt autre que l'intérêt national, c'est-à-dire à l'intérêt d'une personne ou d'une organisation.
Réseau classifié	S'applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient raisonnablement porter préjudice à l'intérêt national ainsi qu'à la défense et au maintien de la stabilité sociale, politique et économique du Canada s'ils étaient compromis.
Certification et accréditation	La certification constitue le processus d'évaluation, d'essai et d'examen des contrôles de sécurité qui ont été prédéterminés en fonction du type de données dans un système d'information. L'accréditation est une approbation écrite officielle pour le fonctionnement d'un système précis dans un environnement donné, tel que le documente le rapport de certification.
Évaluation et autorisation de sécurité (EAS)	Évaluation de la sécurité et autorisation : le processus qui permet de comprendre les risques associés à un système informatique, d'atténuer ces risques et de les gérer de façon cohérente et mesurable tout au long de son cycle de vie.
Environnement opérationnel	<p>Un ensemble de conditions, de circonstances et d'influences qui agissent sur les forces armées et sur les décisions du commandant de l'unité. En voici des exemples :</p> <p>a. environnement permissif – Environnement opérationnel dans lequel les forces armées et les forces de l'ordre du pays hôte contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, ainsi que l'intention et la capacité d'y contribuer.</p> <p>b. environnement incertain – Environnement opérationnel dans lequel les forces du gouvernement hôte, qu'elles s'opposent ou s'ouvrent aux opérations qu'une unité entend mener, ne contrôlent pas de façon totalement efficace le territoire et la population dans la zone opérationnelle prévue.</p> <p>c. environnement hostile – Environnement opérationnel dans lequel les forces hostiles contrôlent les opérations qu'une unité entend mener, tout en ayant l'intention et la capacité d'intervenir efficacement ou de s'y opposer.</p>

2.2 VOLET 2 – Génie des systèmes et soutien à l'intégration

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-1	<p>La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience de travail dans un projet* de conception de système au moyen des modèles d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Client-serveur; ii. Axé sur les données; iii. Axé sur les événements; iv. En couches; v. Poste à poste; vi. Transfert d'état représentationnel; vii. Basé sur des règles; ou viii. Axé sur le service. <p>* Pour que ce projet soit évalué, la ressource proposée doit y avoir travaillé pendant au moins trois (3) mois.</p>	4	1 point par modèle		
C-2	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) dans le domaine de la conception et du développement de bases de données relationnelles d'entreprise au moyen de SQL Server, ainsi que dans le développement de logiciels dans ASP.Net et C#.</p>	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		
C-3	<p>La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans le développement d'architectures à l'appui de logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; iii. C2PC; iv. Joint Mission Planning System (JMPS); v. Portable Flight Planning System (PFPS); vi. FalconView; 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		

A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
	vii. Coalition Shared Database (CSD); viii. Ocean FlightPro; ix. Outil de planification aérospatiale (APT); x. Demandes d'effectif (RFE); xi. Air Force Master Interface System (AFMIS); xii. Trousse d'assaut tactique (TAK).				
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-4	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans le développement de requêtes, de procédures stockées et de fonctions Transact-SQL, ainsi que dans l'optimisation des performances des bases de données au moyen de SQL Server, pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-5	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans le développement d'applications Web à l'aide de HTML 5 et de JavaScript.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-6	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des huit (8) dernières années, dans le développement ou l'intégration de services* dans le cadre de la conception d'applications d'une solution .Net, ainsi que dans le développement de logiciels dans .Net et C# pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation). * Par services, on entend une combinaison de programmes et de données qui sont mis à disposition des utilisateurs ou d'autres programmes connectés à partir d'un serveur d'entreprise.	4	1 point par année		
Minimum de points =		5	Total des points =		
Maximum de points =		10			

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-7	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans le développement de requêtes, de procédures stockées et de fonctions Transact-SQL, ainsi que dans l'optimisation des performances des bases de données au moyen de SQL Server, pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
C-8	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée dans le développement d'applications Web à l'aide de HTML 5 et de JavaScript.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
C-9	La ressource proposée démontre qu'elle possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement ou l'intégration de services* dans le cadre de la conception d'applications d'une solution .Net, ainsi que dans le développement de logiciels dans .Net et C# pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation). * Par services, on entend une combinaison de programmes et de données qui sont mis à disposition des utilisateurs ou d'autres programmes connectés à partir d'un serveur d'entreprise.	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
C-10	La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement ou l'intégration de logiciels spécialisés de la Force aérienne : i. NAPPIC; ii. GCCS-J; iii. C2PC; iv. Joint Mission Planning System (JMPS); v. Portable Flight Planning System (PFPS);	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
	vi. FalconView; vii. Coalition Shared Database (CSD); viii. Ocean FlightPro; ix. Outil de planification aérospatiale (APT); x. Demandes d'effectif (RFE); xi. Air Force Master Interface System (AFMIS); xii. Trousse d'assaut tactique (TAK).				
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		12			

A.8 Analyste de systèmes, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-11	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans le développement et la mise en œuvre d'applications et de plates-formes logicielles à l'aide d'au moins 3 des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); i. Services d'annuaire; ii. Services de groupe de travail coopératifs; iii. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; iv. Plates-formes de gestion du nuage; v. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives. 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 3 points ≥ 5 ans = 5 points</p>		
C-12	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la rédaction de documentation technique et de documentation d'ingénierie des systèmes (p. ex., conception, plans d'essai, mise en œuvre, documents) pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).</p>	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		

A.8 Analyste de systèmes, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-13	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la mise à l'essai, l'analyse, l'étude ou la planification d'une migration ou d'une intégration d'un produit nouveau ou existant dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

A.8 Analyste de systèmes, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-14	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans le développement et la mise en œuvre d'applications et de plates-formes logicielles à l'aide d'au moins 5 des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); ii. Services d'annuaire; ii. Services de groupe de travail coopératifs; iii. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; iv. Plates-formes de gestion du nuage; v. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives. 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		
C-15	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la rédaction de documentation technique et de documentation d'ingénierie des systèmes (p. ex., conception, plans d'essai, mise en œuvre, documents) pour un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).</p>	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points</p>		

A.8 Analyste de systèmes, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-16	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la mise à l'essai, l'analyse, l'étude ou la planification d'une migration ou d'une intégration d'un produit nouveau ou existant dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation).	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 2 points ≥ 6 ans = 3 points		
C-17	La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement ou l'intégration de logiciels spécialisés de la Force aérienne : i. NAPPIC ; xiii. GCCS-J; xiv. C2PC; xv. Joint Mission Planning System (JMPS); xvi. Portable Flight Planning System (PFPS); xvii. FalconView; xviii. Coalition Shared Database (CSD); ii. Ocean FlightPro; xix. Outil de planification aérospatiale (APT); xx. Demandes d'effectif (RFE); xxi. Air Force Master Interface System (AFMIS); iii. Trousse d'appui tactique (TAK)	3	≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points		
Minimum de points =		7	Total des points =		
Maximum de points =		14			

I.11 Architecte technologique, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-18	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience en tant qu'architecte technologique dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-19	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la conception et la mise en œuvre de systèmes avec au moins cinq (5) des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Gestion et surveillance des systèmes; ii. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); iii. Services d'annuaire; iv. Services de courrier électronique et de messagerie; v. Services de fichiers et d'impression/de gestion des impressions; vi. Services de groupe de travail coopératifs; vii. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; viii. Plates-formes de gestion du nuage; ix. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives; x. Mise en réseau définie par logiciel dans les centres de données; xi. Architecture Cisco Nexus; xii. Liaisons de données tactiques; . Vidéo plein écran; i. HAIPE. 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 3 points ≥ 5 ans = 5 points</p>		

I.11 Architecte technologique, niveau 2					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-20	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée de l'utilisation d'un (1) ou plusieurs des cadres d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Sherwood Applied Business Security Architecture (SASBA); ii. The Open Group Architectural Framework (TOGAF); iii. Department of Defense Architecture Framework, Cadre d'architecture du ministère de la Défense nationale (CAMDN), cadre d'architecture du ministère de la Défense ou cadre d'architecture de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; iv. ISO 19439. 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		
Minimum de points =		6	Total des points =		
Maximum de points =		11			

I.11 Architecte technologique, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
C-21	La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'architecte technologique dans un environnement classifié.	3	1 point par année		
C-22	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée dans la conception et la mise en œuvre de systèmes avec au moins cinq (5) des technologies suivantes dans un environnement similaire* (tel que défini à la section 1.0 Critères d'évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Gestion et surveillance des systèmes; ii. Infrastructure de bureau virtuel (VDI) et déploiement de logiciels et de systèmes d'exploitation (p. ex., système d'exploitation Windows pour ordinateur de bureau, Microsoft Deployment Toolkit, produits VMWare prenant en charge la VDI, virtualisation d'applications); iii. Services d'annuaire; iv. Services de courrier électronique et de messagerie; v. Services de fichiers et d'impression/de gestion des impressions; vi. Services de groupe de travail coopératifs; vii. Équilibrage des charges des centres de données et zonage de la disponibilité des données régionales; viii. Plates-formes de gestion du nuage; ix. Outils d'orchestration d'applications infonuagiques natives; x. Mise en réseau définie par logiciel dans les centres de données; xi. Architecture Cisco Nexus; xii. Liaisons de données tactiques; ii. Vidéo plein écran; 	5	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		

I.11 Architecte technologique, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
	xiv. HAIPE.				
C-23	<p>La ressource proposée a démontré qu'elle possède une expérience combinée en tant qu'architecte technologique avec un (1) ou plusieurs des cadres d'architecture suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Sherwood Applied Business Security Architecture (SABSA); 2) The Open Group Architecture Framework (TOGAF); ii. Department of Defense Architecture Framework, Cadre d'architecture du ministère de la Défense nationale (CAMDN), cadre d'architecture du ministère de la Défense ou cadre d'architecture de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; iii. ISO 19439. 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 3 ans = 3 points ≥ 6 ans = 5 points</p>		
C-24	<p>La ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années, dans le développement d'architectures de système à l'appui de logiciels spécialisés de la Force aérienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. NAPPIC; ii. GCCS-J; iii. C2PC; iv. Joint Mission Planning System (JMPS); v. Portable Flight Planning System (PFPS); vi. FalconView; vii. Coalition Shared Database (CSD); . Ocean FlightPro; viii. Outil de planification aérospatiale (APT); ix. Demandes d'effectif (RFE); x. Air Force Master Interface System (AFMIS); xi. Trousse d'assaut tactique (TAK). 	3	<p>≥ 1 an = 1 point ≥ 2 ans = 2 points ≥ 5 ans = 3 points</p>		

I.11 Architecte technologique, niveau 3					
Coté	Description	Max. de points	Facteurs expérience et connaissances	Note	N° de page de la proposition
Minimum de points =		7	Total des points =		
Maximum de points =		14			